

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Ministère du Budget

LOI DE FINANCES N°20/20 DU 28 DECEMBRE 2020 POUR L'EXERCICE 2021

VOLUME I RECETTES

- I. EXPOSE DES MOTIFS
- II. ANNEXES A LA LOI DE FINANCES 2021 / RECETTES
- III. CANEVAS DES RECETTES

Kinshasa Décembre 2020



I. EXPOSE DES MOTIFS

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de finances de l'exercice 2021 s'élabore dans un contexte international marqué par la pandémie de COVID-19, survenue à la fin de l'année 2019, et ses conséquences néfastes sur l'activité économique et les finances publiques.

La maîtrise mondiale de cette pandémie devrait conduire à la relance des activités économiques au cours de l'année 2021, qui impacterait positivement sur la croissance de l'économie congolaise dans un environnement d'amélioration des cours de matières premières, de bonne tenue des produits miniers et de bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire, afin de contenir l'inflation et d'accroître les investissements publics.

A cet effet, le Gouvernement entend accélérer la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer le Trésor public et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans son Programme d'action, en phase avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Gouvernement en décembre 2019, avec comme axes prioritaires :

- *la valorisation du capital humain et le développement social et culturel ;*
- *le renforcement de la bonne gouvernance, la restauration de l'autorité de l'Etat et la consolidation de la paix ;*
- *la consolidation de la croissance économique, la diversification et la transformation de l'économie ;*
- *l'aménagement du territoire, la reconstruction et la modernisation des infrastructures ;*
- *la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique ainsi que le développement durable et équilibré.*

Dans le cadre de la résilience économique, un accent sera mis sur le soutien à la relance des activités, sur les dépenses sociales et sécuritaires après le choc causé par la pandémie.

Du reste, en vue de la mise en œuvre efficace et efficiente de l'action publique, le Gouvernement entend poursuivre l'implémentation de la démarche de la performance induite par la Loi relative aux finances publiques, à travers l'élaboration des budgets programmes assortis des projets annuels de performance pour l'ensemble des institutions et ministères, à l'horizon 2023.

La Loi de finances de l'exercice 2021 repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- *Taux de croissance du PIB : 3,2% ;*
- *Déflateur du PIB : 8,7 ;*
- *Taux d'inflation moyen : 15,1% ;*
- *Taux d'inflation fin période : 8,8% ;*

- Taux de change moyen : 2.067,80 FC/USD ;
- Taux de change fin période : 2.013,40 FC/USD ;
- PIB réel : 12.842,95 milliards de FC ;
- PIB nominal : 111.904,00 milliards de FC ;
- Pression fiscale : 8,4%.

Le Budget du Pouvoir central de l'exercice 2021 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à 14.620,5 milliards de FC équivalant à 7,1 milliards de USD, soit une régression de 21,2% par rapport au budget de l'exercice 2020 chiffré à 18.545,2 milliards de FC.

1. RECETTES

Les recettes de l'ordre de 14.620,5 milliards de FC sont constituées des recettes du budget général de 13.555,2 milliards de FC, des recettes des budgets annexes de 362,8 milliards de FC et des recettes des comptes spéciaux de 702,6 milliards de FC.

Les recettes du budget général comprennent les recettes internes de 9.626,5 milliards de FC et les recettes extérieures de 3.928,7 milliards de FC, représentant respectivement 71,0% et 29,0% dudit budget.

Les recettes internes accusent une régression de 31,4% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 arrêté à 14.028,1 milliards de FC. Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de 9.374,5 milliards de FC et des recettes exceptionnelles de 252,0 milliards de FC.

Les recettes courantes ont enregistré une régression de 31,5% par rapport à leur niveau de 2020 situé à 13.678,1 milliards de FC. Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes des douanes et accises : 2.606,7 milliards de FC contre 4.565,9 milliards de FC retenus dans la Loi de finances de l'exercice 2020, soit une régression de 42,9%, justifiée par les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 sur les droits et taxes à l'importation et à l'exportation, les droits d'accises et la TVA à l'importation.**
Néanmoins, il est escompté une atténuation de la régression de ces recettes en raison de la reconduction des mesures fiscales de l'exercice 2020 et la mise en œuvre des mesures à caractère administratif liées au renforcement des mécanismes de lutte contre la contrebande et toutes les autres formes de fraude en matière douanière et d'accises, notamment le monitoring et la traçabilité des produits d'accises à l'importation et à la production locale, la mise à jour des tarifs des droits et taxes à l'importation et à l'exportation alignés à la version 2017 du système harmonisé ainsi que le suivi électronique des cargaisons des marchandises.
- **Recettes des impôts : 4.752,4 milliards de FC contre 6.116,9 milliards de FC retenus dans la Loi de finances de l'exercice 2020, soit une régression de 22,3%, justifiée notamment par la fermeture de certaines entreprises consécutive à la pandémie de COVID-19.**

Cependant, cette régression pourrait être contenue du fait de la mise en œuvre de certaines mesures administratives envisagées en 2021, telles que l'acquisition des caisses enregistreuses en vue de la gestion de la TVA, la retenue et le reversement de l'IPR des engagés locaux des missions diplomatiques et consulaires et des organismes internationaux ainsi que des employés des agences d'exécution, et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ;

- **Recettes non fiscales : 1.697,2 milliards de FC contre 2.552,8 milliards de FC dans la Loi de finances de l'exercice 2020, soit une régression de 33,5%, due essentiellement à l'inscription dans la Loi de finances de l'exercice 2020, par certains services d'assiette, des actes devant générer d'importantes recettes qui connaîtront une régression en 2021. Il s'agit notamment du secteur des PT-NTIC qui a prévu la vente de la licence 5G pour la valeur globale de 80 millions de USD et le renouvellement de la licence 2G de la Société Orange RDC SA. Dans le secteur des mines, la redevance minière constitue plus ou moins 40% des recettes non fiscales. La baisse sensible de 1.104,4 milliards de FC en 2020 à 614,3 milliards de FC projetés pour 2021 est due notamment à la suspension des activités de certaines sociétés minières, soit pour des raisons d'insécurité à l'Est du pays, soit à cause de la faible teneur des minerais, à la baisse importante du prix du Cobalt et à l'inflation des principaux coûts des intrants.**

Néanmoins, pour mobiliser davantage de recettes en 2021, la DGRAD prévoit certaines mesures, notamment l'utilisation des visas biométriques en lieu et place du cachet humide et du laissez-passer individuel non sécurisés, la production suffisante des imprimés de valeur et administratif

(permis de conduire, passeport) en vue de couvrir les besoins des services et leur informatisation, l'acquisition de l'équipement de contrôle des flux de communication en faveur de l'ARPTC, la production des visas autocollants, en faveur de la DGM pour mettre fin à l'usage du cachet humide, et l'organisation des missions mixtes DGRAD et services d'assiette ;

- **Recettes des pétroliers producteurs : 318,2 milliards de FC, soit une régression de 28,1% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de 442,5 milliards de FC. Projetées sur base des réalisations probables à fin décembre 2020 de l'ordre de 243,5 milliards de FC, ces recettes prennent en compte une production journalière de 23.700 barils pour les deux groupes (on shore et off-shore), la décote de 3 USD, le prix moyen du baril de 46 USD après décote et les frais du terminal de 2,5 USD le baril.**

Les recettes exceptionnelles sont évaluées à 252,0 milliards de FC, soit un taux de régression de 28,0% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de 350,0 milliards de FC. Elles se rapportent à l'émission des bons du Trésor sur le marché intérieur suivant le Décret n° 18/025 du 11 juin 2018 fixant les modalités d'émission et de remboursement des bons du Trésor et obligations du Trésor.

Les recettes extérieures se chiffrent à 3.928,7 milliards de FC et enregistrent un taux d'accroissement de 22,9% par rapport à leur niveau de 2020 de 3.197,1 milliards de FC. Elles sont constituées des recettes d'appuis budgétaires de 1.271,7 milliards de FC et des recettes de financement des investissements de 2.656,9 milliards de FC.

Les recettes des budgets annexes se chiffrent à 362,8 milliards de FC qui

patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat, ainsi que la mise en place des cantines scolaires ;

- **Equipements** : évalués à **3.052,0 milliards de FC**, soit **22,5%** des dépenses du budget général et une régression de **5,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de **3.244,3 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière** : estimées à **1.219,3 milliards de FC**, soit **9,0%** des dépenses du budget général et une régression de **61,5%** par rapport à leur niveau de la Loi de finances de l'exercice 2020 chiffré à **3.164,5 milliards de FC**.

Outre la construction et la réhabilitation des écoles, les principaux projets envisagés concernent notamment les infrastructures de base, l'aménagement du territoire, la desserte en eau et électricité en milieu rural et périurbain, la lutte contre les maladies épidémiques et endémiques ainsi que la mécanisation agricole.

Telle est l'économie générale de la présente Loi.

9



**LOI DES FINANCES N° 20/020 DU 28 DECEMBRE 2020
POUR L'EXERCICE 2021**

**L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :**

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2021

Article 1

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central de l'exercice 2021.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux provinces conformément à la Constitution et à la Loi relative aux Finances Publiques.

Article 2

Le Budget du Pouvoir central de l'exercice 2021 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 3

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.

A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

Article 4

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Les exonérations d'impôt, droit, taxe ou redevance accordées par le Ministre des Finances doivent se conformer aux Lois en vigueur.

Toute exonération dérogatoire, quelle que soit sa nature, en faveur d'une personne physique ou morale, est strictement prohibée, à l'exception de celle concernant les marchés publics à financement extérieur.

TITRE II : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

Article 5

Le Budget du Pouvoir central de l'exercice 2021 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **14.620.524.180.874 FC** (*Quatorze mille six cent vingt milliards cinq cent vingt-quatre millions cent quatre-vingt mille huit cent soixante-quatorze Francs Congolais*), tel que réparti à l'annexe I.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Article 6

Les recettes du budget général de l'exercice 2021 sont arrêtées à **13.555.177.070.944 FC** (*Treize mille cinq cent cinquante-cinq milliards cent soixante-dix-sept millions soixante-dix mille neuf cent quarante-quatre Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

Article 7

La part des recettes à caractère national allouées aux provinces s'élève à **2.747.423.956.647 FC** (*Deux mille sept cent quarante-sept milliards quatre cent vingt-trois millions neuf cent cinquante-six mille six cent quarante-sept Francs congolais*), conformément à l'annexe XI.

Article 8

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2021 sont estimées à **343.427.994.581 FC (Trois cent quarante-trois milliards quatre cent vingt-sept millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent quatre-vingt-un Francs congolais)**.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement entre les provinces et entre les autres entités territoriales décentralisées.

TITRE II : DES MESURES FISCALES

CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES

Article 9

Les mesures fiscales à caractère douanier reprises dans les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de la Loi de Finances n°19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits de douane reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-loi n° 10/002 du 10 août 2010 portant code des douanes.

Les mesures relatives aux droits de douane reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-loi n°011/012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation et l'Ordonnance-loi n° 012/012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation.

Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant code des accises.

Article 10

Les articles 369 et 370 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes, modifié par l'article 18 de la loi de Finances n°17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017, sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 369 :

L'action en recouvrement total ou partiel des droits et taxes est prescrite dans un délai de trois ans à compter de la date d'enregistrement de la déclaration de marchandises.

L'action en répression des infractions douanières est prescrite dans le délai visé au point 1, lorsque les marchandises en cause sont couvertes par une déclaration de marchandises dûment enregistrée par le bureau de douane compétent.

Article 370 :

Lorsque les marchandises en cause n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de marchandises dûment enregistrée par le bureau de douane compétent, les actions en recouvrement des droits et taxes et en répression des infractions douanières liées auxdites marchandises sont prescrites dans un délai de six ans à compter de la date de la découverte de la fraude par les agents de douanes ».

Article 11

L'article 371 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes, modifié par l'article 19 de la loi de Finances n°17/005 du 23 juin 2017 pour l'exercice 2017, est modifié et complété comme suit :

« Article 371 :

La prescription sera interrompue, dans chaque cas, par des actes écrits d'instruction ou de poursuite communiqués en bonne et due forme à l'auteur présumé de l'infraction avant l'expiration du délai.

Toutefois, la prescription est acquise irrévocablement si l'action ainsi entamée est interrompue, pendant une année, sans introduction d'instance devant les cours et tribunaux, quand bien même le délai initial de 3 ans ou 6 ans, selon le cas, ne serait pas expiré ».

Article 12

L'article 20 de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 20 :

Au sens du présent Code, on entend par la fourniture de services :

- a. l'utilisation ou la jouissance du service pour la voix, la messagerie et le data ;*
- b. la connexion pour l'accès à l'internet.*

Sont assimilés à la fourniture de services :

- a. les services rendus à soi-même ;*
- b. les services fournis à titre gratuit ;*
- c. la messagerie publicitaire ;*
- d. les services à valeur ajoutée, fournis à titre onéreux ou non.*

- c. *la messagerie publicitaire ;*
- d. *les services à valeur ajoutée, fournis à titre onéreux ou non.*

Le crédit prépayé non consommé dans le délai fixé par le fournisseur pour son utilisation est assimilé à la fourniture de service voix au sens du point 1 ci-dessus.

L'allocation d'une liaison spécialisée pour la transmission de données est assimilée à une fourniture de services au sens du point 1 ci-dessus, même s'il n'y a pas transfert effectif des données.

Le fournisseur de services visés à l'article 3 du présent Code est tenu de délivrer des factures ou documents en tenant lieu, faisant ressortir les montants des droits d'accises dont le service est passible ».

CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

Article 13

Les mesures fiscales reprises aux articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 de la Loi de finances n° 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, de la Loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits et de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

Article 14

Le point 19 de l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, est supprimé.

Article 15

L'article 39 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 39 :

Sans préjudice des conditions prévues à l'article 38, point 1, les déductions afférentes aux exportations ne sont définitivement acquises que lorsque

Article 16

L'article 62 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 62 :

Le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée est assuré par l'Administration des Impôts.

A l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue par l'Administration des Douanes.

Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée due lors de l'importation des marchandises par les entreprises minières pour les besoins de leur exploitation, à l'exception des produits pétroliers, est constatée et liquidée par voie de déclaration des marchandises au cordon douanier. Elle est déclarée auprès du Service gestionnaire compétent de l'Administration des Impôts dont relève chaque entreprise minière, à l'échéance qui suit l'importation des marchandises. Les modalités de mise en œuvre du mécanisme défini à l'alinéa 3 ci-dessus seront fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions ».

Article 17

L'intitulé de la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits est modifié comme suit : « *Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits* ».

Article 18

Il est ajouté à l'article 13 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un alinéa 3 libellé comme suit :

« Article 13, alinéa 3 :

Sans préjudice des alinéas précédents, les établissements de crédit, les établissements de microfinance, les sociétés d'assurance et de réassurance, les organismes de sécurité et prévoyance sociale et les entités à but non lucratif, assujettis à des règles comptables particulières, joignent à leur déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits les états financiers de synthèse conformes aux règles comptables auxquelles elles sont soumises ».

Article 19

Il est créé, sous le chapitre II Dispositions particulières du Titre I Obligations déclaratives de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un point J intitulé : « *Déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de services fournies par des personnes non résidentes en République Démocratique du Congo* ».

Article 20

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 bis libellé comme suit :

« *Article 22 bis :*

Toute personne physique ou morale redevable de l'impôt professionnel sur les sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature fournies par des personnes physiques ou morales non établies en République Démocratique du Congo est tenue de souscrire une déclaration, au plus tard le quinze du mois qui suit celui du paiement des factures ».

Article 21

Il est ajouté à l'article 24 ter de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un alinéa 2 libellé comme suit :

« *Article 24 ter, alinéa 2 :*

La déclaration comportant une documentation allégée sur le prix de transfert ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction ».

Article 22

L'alinéa 2 de l'article 67 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« *Article 67, alinéa 2 :*

Le tiers détenteur, saisi par le Receveur des Impôts, informe ce dernier, par écrit, de la situation des fonds ou du patrimoine du redevable qu'il détient dans un délai maximum de soixante-douze heures de la réception de la demande. Au vu des renseignements obtenus, le Receveur des Impôts procède, au cas par cas, à la mainlevée de l'avis à tiers détenteur pour les sommes qui excèdent la valeur de la créance de l'Etat ».

Article 23

L'article 91 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 91 :

Le retard dans le paiement de tout ou partie des impôts et autres droits déclarés ou mis en recouvrement dans le délai donne lieu à l'application d'une majoration égale à 2 %, par mois de retard, des droits dus.

La majoration est décomptée du premier jour du mois au cours duquel l'impôt aurait dû être payé au jour du mois du paiement effectif, tout mois commencé étant compté intégralement ».

Article 24

L'alinéa 4 de l'article 104 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 104, alinéa 4 :

Sous peine de déchéance, la réclamation doit être introduite dans les trois (3) mois à partir de la date de la déclaration ou de la réception de l'avis de mise en recouvrement. Il est délivré reçu de sa réclamation au redevable ».

Article 25

L'alinéa 1^{er} de l'article 105 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 105, alinéa 1^{er} :

La décision de l'Administration des Impôts doit être notifiée dans les trois (3) mois qui suivent la date de réception de la réclamation. L'absence de décision dans le délai est considérée comme une décision de rejet de la réclamation ».

Article 26

L'article 105 quater de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est supprimé.

Article 27

L'article 108 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 108 :

La décision de rejet total ou partiel peut faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative d'appel.

Le recours visé ci-dessus doit, sous peine de déchéance, être introduit dans un délai de trois (3) mois à partir de la notification de la décision au redevable ou, en l'absence de décision, à compter de la date d'expiration du délai prévu à l'article 105 ci-dessus.

Aucune demande nouvelle ne peut être présentée à l'occasion de ce recours ».

Article 28

L'article 110 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 110 :

Sauf en cas d'erreur matérielle ou de double emploi, l'introduction d'une réclamation, d'un recours en appel ou d'un pourvoi en cassation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et autres dus ainsi que des pénalités et frais y afférents.

Toutefois, lorsque la réclamation porte sur un supplément d'impôt, le contribuable peut, à sa demande, bénéficier d'un sursis de recouvrement de l'impôt litigieux et des pénalités y afférentes. Dans ce cas, il est tenu de verser un montant égal au dixième du supplément d'impôt contesté.

Sans préjudice de l'article 109 bis ci-dessus, le sursis de recouvrement ne s'applique pas aux cas de taxation d'office.

En cas de silence de l'Administration valant rejet tacite de la réclamation du contribuable, le sursis dont bénéficie le contribuable subsiste au cours de la phase juridictionnelle.

Le sursis dont bénéficie le contribuable ne dispense pas l'Administration des Impôts d'appliquer les pénalités de recouvrement prévues par la Loi, en cas de rejet de la réclamation

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas au cas de rejet tacite de la réclamation ».

Article 29

Le point 6 de l'article 46 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Article 46, point 6 :

Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes, à des charges ou à des dépréciations d'éléments de l'actif, à l'exception des provisions pour reconstitution des gisements miniers et des provisions pour créances douteuses constituées par les établissements de crédit et de microfinance.

Les provisions constituées par les établissements de crédit et de microfinance sont déductibles si elles ont été constituées conformément à leur objet, si elles sont justifiées par la situation du débiteur et si la perte est nettement précisée. En aucun cas, il ne sera admis de provision sur les créances dont la compromission du recouvrement ou du paiement n'est pas prouvée ».

Article 30

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un article 46 bis libellé comme suit :

« Article 46 bis :

Les dons et contributions apportés par les entreprises au Fonds de soutien à la riposte contre la pandémie du coronavirus au cours de l'exercice comptable 2020 sont déductibles du résultat imposable à l'impôt professionnel sur les bénéfices et profits, à condition que ces dépenses soient justifiées par les pièces comptables ».

CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES

Article 31

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises aux articles 31 à 46 de la Loi de Finances n°19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent, ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales et celles de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central.

Article 32

En exécution de l'article 173 du Décret n°016/010 du 19 avril 2016 portant Règlement d'hydrocarbures, il est ajouté, au point XXII relatif aux hydrocarbures de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée par l'article 34 de la Loi de finances n°18/025 du 13 décembre 2018 de l'exercice 2019, le numéro 22 libellé comme suit :

- « - *Taxe sur l'autorisation de construction de la canalisation ;*
- *Redevance annuelle sur l'exploitation de la canalisation ».*

Le taux de cette taxe et celui de la redevance sont fixés par arrêté conjoint des Ministres ayant les Finances et les Hydrocarbures dans leurs attributions.

Article 33

La quotité de 50% des royalties, prime de cession ou redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du portefeuille de l'Etat du secteur minier, en vertu des contrats, est portée sur les recettes non fiscales et perçue conformément à la procédure prévue en la matière.

Sont redevables légaux des royalties, les sociétés minières issues des contrats miniers visés à l'alinéa précédent.

Sont assimilés aux royalties, la prime de cession, la redevance supplémentaire et les loyers (en cas d'amodiation) prévus dans les différents contrats miniers.

Article 34

Il est intégré au point XIII relatif aux Travaux publics et infrastructures de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, le numéro 03 libellé comme suit : « Taxe d'agrément de :

- Bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures ;
- Entreprises de construction ».

Les taux de cette taxe sont fixés par arrêté interministériel des Ministres ayant les Finances et les Travaux publics et infrastructures dans leurs attributions.

Article 35

La taxe sur l'autorisation d'importation des produits pharmaceutiques prévue au numéro 03 du point X relatif à la Santé Publique de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifiée et

complétée comme suit : « Taxe sur l'autorisation d'importation des produits pharmaceutiques, équipements médicaux et tabac ».

Article 36

Les numéros 04 et 14 du point XXIII, relatifs aux Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés comme suit :

N° 04 : Taxe sur l'autorisation d'exploitation de :

A. Secteur des télécommunications :

- concession ou contrat d'exploitation des cabines publiques ou télécentres ;
- concession ou contrat d'exploitation de chaîne de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale ;
- cabine radiophonique (phonie à usage public) ;
- service support.

B. Secteur des Postes :

- service courrier professionnel, amateur ou social ;
- messagerie financière ou transfert des fonds ;
- courriers et transactions électroniques ou activité promotionnelle à valeur ajoutée en ligne.

N°14 : Redevance annuelle sur :

- l'installation, l'établissement, la fourniture et/ou l'exploitation d'un réseau à fibre optique ou autre infrastructure à haut débit ;
- l'installation et l'exploitation d'un réseau VSAT.

Article 37

La taxe reprise au numéro 3 de l'annexe XVII de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, relative au Travail et Prévoyance Sociale, intitulée « Droit sur la vente d'une revue de travail et de la prévoyance sociale » et les faits générateurs y correspondants, sont modifiés et complétés comme suit :

N°3 : « Droits sur diverses prestations du Ministère du Travail et Prévoyance Sociale ».

Les faits générateurs sont :

- Vente d'une revue de travail ou de la prévoyance sociale ;
- Demande de visa d'un règlement d'entreprise ;
- Demande de visa d'un règlement d'ordre intérieur de la délégation syndicale ;
- Demande de visa d'un horaire de travail ;
- Demande de visa d'une convention collective ;
- Demande de visa d'une classification des emplois ;
- Demande de visa d'un protocole d'accord ;
- Demande de visa d'inspection de travail ;
- Demande d'agrément ou d'autorisation d'un service de santé et sécurité au travail à titre préventif ou médical.

Article 38

Le fait générateur libellé : « Recours contentieux de la taxe relative à la propriété industrielle », ajouté par l'article 45 de la Loi de Finances 19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 au point XXVII, relatif à l'Industrie, de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, est modifié comme suit : « Demande de restauration des droits ».

Article 39

Les points d, q et x de l'article 1^{er} de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés et complétés comme suit :

« Point d : Astreintes

Astreinte : est une sanction pécuniaire infligée à :

- toute personne n'ayant pas répondu, dans un délai de vingt jours, après avoir été mise en demeure, à une demande de renseignements, de justification ou d'éclaircissement lui adressée par l'Administration des Recettes non fiscales ;
- toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai légal, les états financiers ou tableaux de synthèse auprès des Administrations compétentes ;
- toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai de quinze jours, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, des conseils d'administration ou le cas échéant, des ordonnances portant prolongation de la tenue des assemblées générales ordinaires ou de

paiement des dividendes auprès de l'Administration des recettes non fiscales ;

- *toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai de quinze jours qui suivent leur octroi, copie des mesures d'exonération bénéficiées en matière des recettes non fiscales ;*
- *tout titulaire d'un droit minier ou de carrière n'ayant pas communiqué les rapports périodiques obligatoires, dans le délai réglementaire.*

Point q : Pénalités de recouvrement

Sont celles qui sanctionnent le défaut ou le retard de paiement d'une créance dans les délais impartis. Elles comprennent : les intérêts moratoires, les accroissements et majorations.

Point x : Rôle

Liste dûment signée par l'autorité compétente des assujettis défaillants reprenant les noms et les montants des droits, taxes et redevances dus par ces derniers.

Ce rôle peut être général ou spécial.

Il est général, lorsqu'il reprend les noms et les montants des droits, taxes et redevances dus par les assujettis défaillants repris sur une liste générale en rapport avec une période donnée.

Il est spécial, lorsqu'il reprend les noms et les montants des droits, taxes et redevances dus par un ou quelques assujettis défaillants ».

Article 40

L'alinéa 2 de l'article 83 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non-fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Ces contrôles documentaires portent sur l'examen des déclarations, des actes utilisés pour l'établissement des droits, taxes ou redevances ainsi que sur tout autre document ou information susceptible d'établir la sincérité ou la conformité de l'assiette par rapport à la réalité ».

Article 41

L'article 98 bis de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié comme suit :

« Le refus de répondre, dans un délai de vingt jours à dater de sa réception, à une demande de renseignements formulée par l'Administration des recettes non fiscales, en vertu des articles 84 et 94 de la présente Ordonnance-loi, est sanctionné d'une astreinte égale à l'équivalent en francs congolais de USD 100 pour les personnes morales et de USD 25 pour les personnes physiques, par jour de retard, jusqu'au jour où les informations ou pièces demandées seront communiquées.

Sans préjudice des peines prévues par le Code pénal, la communication des faux renseignements ou documents est sanctionnée par une amende égale à l'équivalent en francs congolais de USD 5.000 à USD 10.000 pour les personnes morales et de USD 500 à USD 1.000 pour les personnes physiques.

Article 42

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales les articles 98 ter et 98 quater libellés comme suit :

« 98 ter :

Est sanctionné d'une astreinte égale à l'équivalent en francs congolais de :

- USD 100 pour les personnes morales, par jour de retard et
- USD 25 pour les personnes physiques, par jour de retard :
 - Tout redevable bénéficiaire des mesures d'exonération en matière de recettes non fiscales qui n'a pas transmis à l'Administration des recettes non fiscales, dans le délai de quinze jours suivant leur octroi, la copie des mesures d'exonération obtenues, conformément à l'article 9 de la présente Ordonnance-loi ;
 - Toute entreprise du portefeuille n'ayant pas communiqué le procès-verbal des assemblées générales ordinaires, à l'Administration des recettes non fiscales, dans les dix jours qui suivent la tenue de ces assemblées, conformément à l'article 112 de la présente Ordonnance-loi, ou n'ayant pas communiqué, en cas de non tenue de ces assemblées, dans un délai de quinze jours de leur prise, les ordonnances portant prolongation de la tenue des assemblées générales ordinaires ou de paiement des dividendes, le cas échéant.

Sans préjudice des peines prévues par le Code pénal, la communication des faux renseignements ou documents est sanctionnée par une amende égale à l'équivalent en francs congolais de USD 5.000 à USD 10.000 pour les personnes morales et de USD 500 à USD 1.000 pour les personnes physiques.

98 quater :

Est sanctionné d'une astreinte d'un montant en Francs congolais équivalant à USD 1.000 par jour de retard, conformément à la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 et au Décret n°038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018, tout titulaire d'un droit minier ou de carrière, n'ayant pas communiqué les rapports périodiques obligatoires dans le délai réglementaire.

Article 43

Les faits générateurs de la taxe d'implantation sur les installations classées, catégorie I a, prévue au numéro 03 du point XXVIII relatif à l'Environnement de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés comme suit :

- *« l'implantation, la modification d'une installation classée ;*
- *le transfert de l'installation classée dans un endroit autre que celui déterminé dans le permis d'exploitation ;*
- *l'ajout à l'exploitation d'origine d'une nouvelle activité soumise à l'un ou l'autre régime ;*
- *le torchage de l'air ».*

Article 44

Il est ajouté au point XXVIII relatif à l'Environnement de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, le n°4 au sous-point 3 se rapportant aux taxes sur les installations classées de catégorie I. a, dénommé « Droits fixes d'enregistrement », dont les faits générateurs sont entre autres :

- la cession d'une installation classée ;
- le changement de la dénomination sociale.

Article 45

L'alinéa 1 de l'article 24 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« L'annulation de la note de perception intervient, en cas d'erreur matérielle, de double emploi, de réclamation ou de contestation justifiée ».

Article 46

L'alinéa 4 de l'article 48 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Le receveur des recettes non fiscales saisi, doit notifier sa décision dans un délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation. Il peut, après instruction de la contestation ou paiement du montant poursuivi, accorder notamment la main levée de la saisie pratiquée. »

Article 47

L'article 50 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Tout producteur, importateur, distributeur, commissionnaire et prestataire est tenu de collecter, auprès des consommateurs ou du commettant, les redevances dont la vente des biens ou services y est assujettie et de les reverser au compte du receveur des recettes non fiscales.

En cas de non recouvrement de la dette en faveur de l'Etat, établie à charge de la personne qui effectue les prestations de récolte de droits, taxes et redevances, libellés à l'alinéa précédent, celle-ci peut être poursuivie sur tous ses biens meubles et immeubles ».

Article 48

L'alinéa 3 de l'article 55 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Le tiers détenteur, saisi par le Receveur des recettes non-fiscales, informe ce dernier, par écrit, de la situation des fonds ou du patrimoine du redevable qu'il détient dans un délai maximum de soixante-douze heures de la réception de la demande. Au vu des renseignements obtenus, le Receveur des recettes non-fiscales procède, au cas par cas, à la mainlevée de l'avis à tiers détenteur pour les sommes qui excèdent la valeur de la créance de l'Etat ».

Article 49

L'alinéa 2 de l'article 63 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Toutefois, le redevable peut, à sa demande, obtenir, de l'Administration des recettes non fiscales, le sursis de paiement des droits contestés, à condition d'avoir payé au moins 10% du principal, par lui contesté ».

Article 50

L'alinéa 3 de l'article 64 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Le sursis de paiement dont bénéficie le redevable cesse de produire effet, à compter de la date de notification de la décision clôturant la réclamation.

Toutefois, en cas de silence de l'Administration valant rejet tacite de la réclamation du redevable, le sursis dont il bénéficie subsiste au cours de la phase juridictionnelle.

Le sursis dont bénéficie le redevable ne dispense pas l'Administration des recettes non fiscales d'appliquer les pénalités de recouvrement, en cas de rejet de la réclamation.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas au cas de rejet tacite de la réclamation ».

Article 51

L'article 73 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit :

« Sauf en cas d'erreur matérielle ou de double emploi, l'introduction d'une réclamation, ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exigibilité des droits, taxes ou redevances dus ainsi que les pénalités et amendes y afférentes ».

Article 52

L'alinéa 2 de l'Article 83 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non-fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Ces contrôles documentaires portent sur l'examen des déclarations, des actes utilisés pour l'établissement des droits, taxes ou redevances ainsi que sur tout autre document ou information susceptible d'établir la sincérité ou la conformité de l'assiette par rapport à la réalité ».

Article 53

L'alinéa 2 de l'article 84 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit :

« Les assujettis doivent impérativement répondre dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception de la demande. A défaut, la procédure de taxation d'office s'applique pour la détermination des droits, taxes ou redevances concernés ».

Article 54

Les alinéas 1 et 2 de l'article 85 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés et complétés comme suit :

« Les opérations de contrôle sur place peuvent donner lieu à l'établissement d'une feuille de calcul et se matérialisent par la notification de redressement ou par un avis d'absence de redressement.

Les montants retenus à charge de l'assujetti dans la feuille d'observations font l'objet d'un débat contradictoire ou à défaut, doivent être sanctionnés par un procès-verbal d'accord, de désaccord ou de carence, selon le cas ».

Article 55

L'alinéa 1er de l'article 86 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« En cas de persistance d'irrégularités constatées lors du contrôle, et si l'Administration des recettes non fiscales n'est pas convaincue par les justifications fournies, elle établit un avis de redressement qu'elle adresse à l'assujetti. Ce document indique les motifs de rectification ou d'irrégularités et invite ce dernier à fournir des observations motivées dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de sa réception.

Passé ce délai, les droits, taxes ou redevances mis à charge de l'assujetti sont immédiatement mis en recouvrement ».

Article 56

L'alinéa 2 de l'article 89 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Sauf cas de récidive et/ou de fraude avérée, la procédure de taxation d'office n'est possible que lorsque l'assujetti n'a pas régularisé sa situation dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception d'une lettre de relance valant mise en demeure de déposer sa déclaration ».

TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses de l'exercice 2021 sont arrêtées à **13.555.177.070.944 FC (Treize mille cinq cent cinquante-cinq milliards cent soixante-dix-sept millions soixante-dix mille neuf cent quarante-quatre Francs Congolais).**

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **645.048.605.813 FC (Six cent quarante-cinq milliards quarante-huit millions six cent cinq mille huit cent treize Francs congolais).**
- Frais financiers évalués à **269.665.507.725 FC (Deux cent soixante-neuf milliards six cent soixante-cinq millions cinq cent sept mille sept cent vingt-cinq Francs congolais).**

- Dépenses de personnel arrêtées à **5.294.555.282.742 FC** (*Cinq mille deux cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent cinquante-cinq millions deux cent quatre-vingt-deux mille sept cent quarante-deux Francs congolais*).
- Biens et matériels se chiffrent à **227.375.168.804 FC** (*Deux cent vingt-sept milliards trois cent soixante-quinze millions cent soixante-huit mille huit cent quatre Francs congolais*).
- Dépenses de prestations se chiffrent à **557.264.592.700 FC** (*Cinq cent cinquante-sept milliards deux cent soixante-quatre millions cinq cent quatre-vingt-douze mille sept cent Francs congolais*).
- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **2.289.947.298.106 FC** (*Deux mille deux cent quatre-vingt-neuf milliards neuf cent quarante-sept millions deux cent quatre-vingt-dix-huit mille cent six Francs congolais*).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres VII et VIII, réparties de la manière suivante :

- Equipements : **3.052.002.833.336 FC** (*Trois mille cinquante-deux milliards deux millions huit cent trente-trois mille trois cent trente-six Francs Congolais*).
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et d'édifices, acquisitions immobilières : **1.219.317.781.718 FC** (*Mille deux cent dix-neuf milliards trois cent dix-sept millions sept cent quatre-vingt-un mille sept cent dix-huit Francs Congolais*).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES

Article 57

En vue de préserver l'équilibre du budget du Pouvoir central de l'exercice 2021, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons du Trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'article 15 de la Loi relative aux finances publiques.

Article 58

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.

QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

Article 59

Les recettes des budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **362.790.025.104 FC** (*Trois cent soixante-deux milliards sept cent quatre-vingt-dix millions vingt-cinq mille cent quatre Francs Congolais*).

Elles sont essentiellement constituées des recettes issues des différents actes générateurs des recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence repris dans l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

Article 60

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **702.557.084.826 FC** (*Sept cent deux milliards cinq cent cinquante-sept millions quatre-vingt-quatre mille huit cent vingt-six Francs Congolais*).

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIV de la présente Loi.

CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 61

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées par la présente Loi.

Article 62

En attendant la mise en place des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement général sur la comptabilité publique relatives à la fonction d'Ordonnateur, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'ordonnancement.

Article 63

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le Budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du compte général et des sous-comptes du Trésor public.

Article 64

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI et XVII font partie intégrante de la présente Loi.

Article 65

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Article 66

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

enregistrent un taux d'accroissement de 18,8% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de 305,4 milliards de FC. Elles renferment essentiellement les actes générateurs des opérations des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire, ainsi que des hôpitaux généraux de référence.

Les recettes des comptes spéciaux sont évaluées à 702,6 milliards de FC, enregistrant un taux de régression de 30,8% par rapport à leur niveau de l'exercice 2020 de 1.014,6 milliards de FC. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

2. DEPENSES

Les dépenses prévues pour l'exercice 2021 se chiffrent à 14.620,5 milliards de FC contre 18.545,2 milliards de FC de l'exercice 2020, soit un taux de régression de 21,2%. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes

Les dépenses du budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dette publique en capital** : 645,0 milliards de FC contre 626,0 milliards de FC, représentant 4,9% des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de 3,0% par rapport à son niveau de 2020. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure ;
- **Frais financiers** : 269,7 milliards de FC, représentant 2,0% des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de 50,3% par rapport à leur niveau de 2020 chiffré à 179,5 milliards de FC. Ils sont destinés essentiellement au paiement des intérêts sur la dette extérieure et sur la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel** : évaluées à 5.294,6 milliards de FC, elles représentent 39,1% du budget général, soit un taux d'accroissement de 1,8% par rapport à leur niveau de 2020 de 5.198,9 milliards de FC. Cette enveloppe prend notamment en compte l'impact de la gratuité de l'enseignement de base et de la deuxième tranche du barème issu du Protocole d'accord signé entre le Gouvernement et l'Intersyndicale de l'Administration Publique (INAP) ;
- **Biens et matériels** : 227,4 milliards de FC, soit 1,7% des dépenses du budget général, avec une régression de 24,5% par rapport à leur niveau de 2020 situé à 301,1 milliards de FC. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base ;
- **Dépenses de prestations** : 557,3 milliards de FC, soit 4,1% des dépenses du budget général, et une régression de 40,9% par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2020 situé à 943,5 milliards de FC. Elles se rapportent aux charges liées au fonctionnement courant des services ;
- **Transferts et interventions de l'Etat** : chiffrés à 2.289,9 milliards de FC, soit 16,9% des dépenses du budget général et une régression de 35,8% par rapport à leur niveau de 2020 de 3.567,4 milliards de FC. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat en faveur de certains services et permettront d'assurer le fonctionnement des provinces et des Administrations financières, la quote-part

II

ANNEXES A LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

File

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2021				
N°	RECETTES	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944
1	RECETTES INTERNES	14 028 141 771 988	6 687 781 907 284	9 626 518 327 463
2	RECETTES EXTERIEURES	3 197 106 275 301	3 100 750 710 854	3 928 658 743 481
B	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104
C	COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	585 391 634 667	702 557 084 826
	RECETTES TOTALES	18 545 226 830 992	10 579 081 070 042	14 620 524 180 874
N°	DEPENSES	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	626 035 049 903	408 578 013 146	645 048 605 813
2	FRAIS FINANCIERS	179 472 865 244	31 971 331 053	269 665 507 725
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 198 974 650 070	4 806 268 872 466	5 294 555 282 742
4	BIENS ET MATERIELS	301 091 052 088	211 694 700 057	227 375 168 804
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	943 452 887 635	495 220 305 052	557 264 592 700
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 567 424 681 393	1 389 244 623 414	2 289 947 298 106
7	EQUIPEMENTS	3 244 345 411 254	1 824 020 243 964	3 052 002 833 336
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	3 164 451 449 702	621 534 528 986	1 219 317 781 718
B	BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104
C	COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	585 391 634 667	702 557 084 826
	DEPENSES TOTALES	18 545 226 830 992	10 579 081 070 042	14 620 524 180 874
	SOLDE	0	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020

Le Cabinet du Président de la République

Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

Fide

ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL				
N°	RECETTES	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Révisé (EN FC)	(EN FC)
A	RECETTES INTERNES	14 028 141 771 988	6 687 781 907 284	9 626 518 327 463
I	RECETTES COURANTES	13 678 141 771 988	6 337 781 907 284	9 374 518 327 463
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	1 873 928 288 103	2 606 726 552 756
1.2.	Recettes des Impôts	6 116 974 902 700	3 029 242 915 535	4 752 389 126 602
1.3.	Recettes non Fiscales	2 552 782 976 317	1 191 132 845 470	1 697 194 757 740
1.3.1.	DGRAD	2 552 782 976 317	1 191 132 845 470	1 662 167 901 406
1.3.2.	AUTRES			
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	442 515 565 897	243 477 858 176	318 207 890 365
1.4.1.	DGI	150 003 263 556	93 166 708 188	148 504 140 221
1.4.2.	DGRAD	292 512 302 341	150 311 149 988	169 703 750 144
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	350 000 000 000	252 000 000 000
2.1.	Dons et legs intérieurs courants			
2.2.	Dons et legs intérieurs projets			
2.3.	Remboursements prêts et avances			
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	350 000 000 000	350 000 000 000	252 000 000 000
B	RECETTES EXTERIEURES	3 197 106 275 301	3 100 750 710 854	3 928 658 743 481
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	843 705 000 000	1 064 248 634 498	1 271 697 000 000
1.1.	Emprunt Programme		673 049 580 000	325 678 500 000
1.2.	Dons Budgétaires	843 705 000 000	391 199 054 498	946 018 500 000
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	2 353 401 275 301	2 036 502 076 356	2 656 961 743 481
2.1.	Dons Projets	1 830 563 455 999	1 734 248 544 070	2 063 750 465 131
2.2.	Emprunts Projets	522 837 819 302	302 253 532 286	593 211 278 350
	RECETTES TOTALES	17 225 248 047 289	9 788 532 618 138	13 555 177 070 944

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	626 035 049 903	408 578 013 146	645 048 605 813
11	Dettes intérieure	251 094 657 165	295 863 720 266	231 065 333 764
12	Dettes extérieure	374 940 392 738	112 714 292 880	413 983 272 049

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République
Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	179 472 865 244	31 971 331 053	269 665 507 725
21	Intérêts sur la dette intérieure	146 613 019 113	15 108 809 652	150 648 918 218
22	Intérêts sur la dette extérieure	32 859 846 131	16 862 521 401	119 016 589 507

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

Fuite

ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 198 974 650 070	4 806 268 872 466	5 294 555 282 742
31	Traitement de base du personnel	3 478 507 019 917	3 227 579 895 001	3 510 365 274 334
32	Dépenses accessoires de personnel	1 720 467 630 153	1 578 688 977 465	1 784 190 008 408

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République
Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

Fin

ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	301 091 052 088	211 694 700 057	227 375 168 804
41	Fournitures et petits matériels	229 217 418 966	173 270 547 644	177 681 163 974
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	18 725 613 474	9 675 211 961	12 556 948 091
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	27 115 566 860	18 556 316 625	21 207 722 164
45	Matériels textiles et héraldiques	26 032 452 788	10 192 623 827	15 929 334 575

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

38
Fuite

ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	943 452 887 635	495 220 306 052	557 264 592 700
51	Dépenses de Base	123 079 512 538	79 959 889 158	82 640 175 770
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	36 142 083 116	21 362 122 175	28 366 380 252
53	Dépenses de Transport	97 119 217 748	45 313 178 924	57 772 661 275
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	18 102 343 994	13 025 170 986	16 171 526 911
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	19 633 111 711	11 416 957 522	12 777 131 148
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	612 672 016	436 277 631	470 035 376
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	10 499 622 799	3 151 288 715	3 750 652 924
58	Autres Services	638 264 323 713	320 555 419 941	355 316 029 044

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République
Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

Arête

ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 567 424 681 393	1 389 244 623 414	2 289 947 298 106
61	Subventions	73 000 000 000	18 310 314 612	62 301 035 000
62	Transferts	1 127 862 592 447	704 237 126 205	928 851 867 969
63	Interventions de l'Etat	2 263 434 208 442	571 885 136 209	1 199 422 706 584
64	Prestations sociales	103 127 880 504	94 812 046 388	99 371 688 553

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

Frile

ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
7	EQUIPEMENTS	3 244 345 411 254	1 824 020 243 964	3 052 002 833 336
71	Equipements et Mobiliers	51 812 272 236	16 470 689 721	27 165 892 442
72	Equipement de Santé	91 121 081 799	77 857 276 133	139 155 060 252
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	702 893 994 999	204 536 073 259	271 785 205 774
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	241 403 564 683	45 632 180 619	165 521 595 273
75	Equipements de construction et de transport	413 405 455 697	146 300 765 416	226 108 377 814
76	Equipements de Communication	8 328 263 592	8 814 134 898	21 155 031 548
77	Equipements militaires	1 705 017 093	116 306 209	392 639 105
78	Equipements divers	1 733 675 761 156	1 324 292 817 709	2 200 719 031 128

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, <u>ACQUISITION IMMOBILIERE</u>				
CODE	NATURE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 164 451 449 702	621 534 528 986	1 219 317 781 718
81	Acquisition de terrains	21 499 385 962	9 247 644 753	8 969 110 370
81	Acquisition de bâtiments	5 840 033 686	222 183 575	2 313 222 052
81	Acquisition des Immobilisations financières	5 203 681 738	465 170 192	0
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	2 340 087 666 866	314 096 316 060	763 051 159 901
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	791 820 681 450	297 503 214 406	444 984 289 395

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%					
		2020 (Initial)	TAUX (%)	Réctifié (EN FC)	TAUX (%)	2021	TAUX (%)
1	BAS UELE	90 893 382 195	2,10	38 914 832 233	2,10	57 695 903 092	2,10
2	EQUATEUR	88 729 254 048	2,05	37 988 288 609	2,05	56 322 191 114	2,05
3	HAUT KATANGA	439 750 839 574	10,16	188 273 664 519	10,16	279 138 274 008	10,16
4	HAUT LOMAMI	149 324 842 178	3,45	63 931 510 097	3,45	94 786 126 509	3,45
5	HAUT UELE	98 952 941 009	2,24	41 509 154 382	2,24	61 542 296 632	2,24
6	ITURI	109 937 709 894	2,54	47 068 416 130	2,54	69 784 568 502	2,54
7	KASAI	121 191 176 251	2,80	51 866 442 978	2,80	76 927 870 790	2,80
8	KASAI ORIENTAL	98 251 417 896	2,27	42 065 080 556	2,27	62 366 523 818	2,27
9	KONGO CENTRAL	355 349 841 820	8,21	152 138 463 159	8,21	225 563 506 850	8,21
10	KWANGO	136 504 201 441	3,20	59 298 791 975	3,20	87 917 566 617	3,20
11	KWILU	147 593 539 660	3,41	63 190 275 198	3,41	93 687 156 926	3,41
12	LOMAMI	95 654 464 119	2,21	40 953 228 207	2,21	60 718 069 444	2,21
13	LUALABA	179 622 636 243	4,15	76 903 120 842	4,15	114 018 094 206	4,15
14	KASAI CENTRAL	122 489 653 149	2,83	52 442 369 152	2,83	77 752 097 976	2,83
15	MAI NDOMBE	139 369 852 700	3,22	59 669 409 424	3,22	88 467 051 408	3,22
16	MANIEMA	139 369 852 700	3,22	59 669 409 424	3,22	88 467 051 408	3,22
17	MONGALA	90 893 382 195	2,10	38 914 832 233	2,10	57 695 903 092	2,10
18	NORD KIVU	222 039 547 934	5,13	95 063 375 884	5,13	140 942 848 982	5,13
19	NORD UBANGI	93 490 335 973	2,16	40 026 684 563	2,16	58 344 357 467	2,16
20	SANKURU	96 087 289 750	2,22	41 138 536 932	2,22	60 992 811 841	2,22
21	SUD KIVU	207 756 301 971	4,80	88 948 187 880	4,80	131 876 349 804	4,80
22	SUD UBANGI	91 326 207 825	2,11	39 100 140 958	2,11	57 970 645 488	2,11
23	TANGANYIKA	163 175 262 322	3,77	69 861 389 295	3,77	103 577 883 170	3,77
24	TSHOPO	125 086 606 925	2,89	53 554 221 502	2,89	79 400 552 350	2,89
25	TSHUAPA	86 132 300 271	1,99	36 876 436 259	1,99	54 673 736 740	1,99
26	KINSHASA	639 283 454 772	14,77	273 700 986 706	14,77	405 794 518 414	14,77
	TOTAL	4 328 256 294 823	100,00	1 853 087 249 117	100,00	2 747 423 956 647	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020

Le Cabinet du Président de la République

Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

Suite

ANNEXE XII: REPARTITION DES FONDS DE PEREQUATION DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	PROVINCE	BUDGET 2020 (Initial)				BUDGET 2020 (Réctifié)				BUDGET 2021			
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)
1	BAS UELE	90 893 382 195	2,10	58 328 853 687	5,39	38 914 832 233	2,10	5 511 613 170	5,39	57 695 903 092	2,10	18 512 546 285	5,39
2	EQUATEUR	88 729 254 048	2,05	59 751 508 654	5,52	37 988 288 609	2,05	5 646 042 780	5,52	56 322 191 114	2,05	18 984 071 804	5,52
3	HAUT KATANGA	439 750 839 574	10,16	12 056 160 703	1,11	188 273 564 519	10,16	1 139 211 384	1,11	279 138 274 008	10,16	3 826 412 128	1,11
4	HAUT LOMAMI	149 324 842 178	3,45	35 504 519 635	3,28	63 931 510 097	3,45	3 354 894 973	3,28	94 786 126 509	3,45	11 268 506 434	3,28
5	HAUT UELE	96 952 941 009	2,24	54 683 300 331	5,05	41 509 154 382	2,24	5 187 137 347	5,05	61 542 296 632	2,24	17 356 512 142	5,05
6	ITURI	109 937 709 894	2,54	48 224 642 812	4,46	47 068 416 130	2,54	4 556 845 534	4,46	69 784 568 502	2,54	15 305 648 503	4,46
7	KASAI	121 191 176 261	2,80	43 746 640 265	4,04	51 886 442 978	2,80	4 133 709 878	4,04	76 927 870 790	2,80	13 884 409 714	4,04
8	KASAI ORIENTAL	98 251 417 896	2,27	53 960 613 543	4,99	42 065 080 556	2,27	5 098 849 188	4,99	62 366 523 818	2,27	17 126 144 140	4,99
9	KONGO CENTRAL	355 349 841 820	8,21	14 919 682 429	1,38	152 138 463 159	8,21	1 409 791 432	1,38	225 563 506 850	8,21	4 735 243 254	1,38
10	KWANGO	138 504 201 441	3,20	38 278 310 232	3,54	59 298 791 975	3,20	3 616 996 143	3,54	87 917 566 617	3,20	12 148 856 500	3,54
11	KWILU	147 593 539 660	3,41	35 920 994 939	3,32	63 190 275 198	3,41	3 394 248 580	3,32	93 687 166 926	3,41	11 400 688 328	3,32
12	LOMAMI	95 654 454 119	2,21	55 425 607 576	5,12	40 953 228 207	2,21	5 237 279 483	5,12	60 718 069 444	2,21	17 591 107 330	5,12
13	LUALABA	179 522 636 243	4,15	29 515 805 480	2,73	76 903 120 842	4,15	2 789 009 074	2,73	114 018 094 206	4,15	9 367 794 506	2,73
14	KASAI CENTRAL	122 489 653 149	2,83	43 282 894 962	4,00	52 442 369 152	2,83	4 089 889 632	4,00	77 752 097 976	2,83	13 737 225 159	4,00
15	MAI NDOMBE	139 369 852 700	3,22	38 040 556 752	3,52	59 669 409 424	3,22	3 594 530 328	3,52	88 467 051 408	3,22	12 073 399 751	3,52
16	MANIEMA	139 369 852 700	3,22	38 040 556 752	3,52	59 669 409 424	3,22	3 594 530 328	3,52	88 467 051 408	3,22	12 073 399 751	3,52

17	MONGALA	90 893 382 195	2,10	58 328 853 687	5,39	38 914 832 233	2,10	5 511 613 170	5,39	57 695 903 092	2,10	18 512 546 285	5,39
18	NORD KIVU	222 039 547 934	5,13	23 877 308 527	2,21	95 063 375 884	5,13	2 256 215 918	2,21	140 942 848 982	5,13	7 578 235 321	2,21
19	NORD UBANGI	93 490 335 973	2,16	56 708 607 751	5,24	40 026 684 583	2,16	5 358 512 804	5,24	59 344 357 467	2,16	17 998 308 888	5,24
20	SANKURU	96 087 289 750	2,22	55 175 942 676	5,10	41 138 536 932	2,22	5 213 688 134	5,10	60 992 811 841	2,22	17 511 868 107	5,10
21	SUD KIVU	207 756 301 971	4,80	25 518 873 511	2,36	88 948 187 880	4,80	2 411 330 764	2,36	131 876 349 804	4,80	8 099 239 007	2,36
22	SUD UBANGI	91 328 207 825	2,11	58 052 413 622	5,36	39 100 140 958	2,11	5 485 491 781	5,36	57 970 645 488	2,11	18 424 809 099	5,36
23	TANGANYIKA	163 175 262 322	3,77	32 480 873 406	3,00	69 881 389 295	3,77	3 070 129 352	3,00	103 577 883 170	3,77	10 312 028 435	3,00
24	TSHOPO	125 086 606 925	2,89	42 384 288 146	3,92	53 554 221 502	2,89	4 004 978 428	3,92	79 400 552 350	2,89	13 452 023 252	3,92
25	TSHUAPA	86 132 300 271	1,99	61 553 061 680	5,69	38 876 436 259	1,99	5 816 275 205	5,69	54 673 736 740	1,99	19 535 852 854	5,69
26	KINSHASA	639 283 454 772	14,77	8 293 201 946	0,77	273 700 986 706	14,77	783 641 683	0,77	405 794 518 414	14,77	2 632 115 586	0,77
	TOTAL	4 328 256 294 823	100,00	1 082 064 073 706	100,00	1 853 087 249 117	100,00	102 246 456 474	100,00	2 747 423 956 647	100,00	343 427 994 581	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

ANNEXE XIII: SYNTHESES DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021				
N°	LIBELLE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	71 390 622 627	47 954 175 088	84 799 991 628
2	SANTE PUBLIQUE	234 031 377 373	157 202 642 149	277 990 033 476
	DEPENSES ATTENDUES	305 422 000 000	205 156 817 237	362 790 025 104
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	71 390 622 627	47 954 175 088	84 799 991 628
2	SANTE PUBLIQUE	234 031 377 373	157 202 642 149	277 990 033 476
	SOLDE	.	.	.

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE XIV: SYNTHES DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021				
N°	LIBELLE	BUDGET 2020		BUDGET 2021
		Initial (EN FC)	Réctifié (EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	1 014 556 783 703	585 391 634 667	702 557 084 826
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	438 993 972 880	123 795 753 839	234 241 326 811
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	392 849 852 594	331 825 580 152	259 745 857 061
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	48 471 542 409	21 921 364 368	65 047 116 202
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	3 161 135 592	2 743 519 572	5 828 515 120
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	17 193 821 728	8 306 725 909	20 423 371 651
6	FONDS DE CONTREPARTIE	8 437 000 000	5 007 401 685	10 021 738 584
7	OFFICE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	600 000 000	582 714 000	600 000 000
8	FONDS FORESTIER NATIONAL	11 286 944 776	8 383 748 851	5 773 200 379
9	CADASTRE MINIER	18 690 815 355	17 514 505 015	23 918 932 047
10	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	15 196 924 267	868 591 506	16 023 738 423
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	59 674 774 102	54 441 729 771	60 933 288 548
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE COVID-19	-	10 000 000 000	-
	DEPENSES ATTENDUES	1 014 556 783 703	585 391 634 667	702 557 084 826
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	438 993 972 880	123 795 753 839	234 241 326 811
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	392 849 852 594	331 825 580 152	259 745 857 061
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	48 471 542 409	21 921 364 368	65 047 116 202
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	3 161 135 592	2 743 519 572	5 828 515 120
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	17 193 821 728	8 306 725 909	20 423 371 651
6	FONDS DE CONTREPARTIE	8 437 000 000	5 007 401 685	10 021 738 584
7	OFFICE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	600 000 000	582 714 000	600 000 000
8	FONDS FORESTIER NATIONAL	11 286 944 776	8 383 748 851	5 773 200 379
9	CADASTRE MINIER	18 690 815 355	17 514 505 015	23 918 932 047
10	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	15 196 924 267	868 591 506	16 023 738 423
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	59 674 774 102	54 441 729 771	60 933 288 548
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE COVID-19	-	10 000 000 000	-
	SOLDE	-	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION

A) Taux de 5% Position tarifaire	
1. Vanille en poudre	0905.20.00
2. Farine de fèves de soja	1208.10.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1702.30.10
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1805.00.00
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	2518.20.00
6. Chaux vive	2522.10.00
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	3402.90.11
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3919.10.00
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crépés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisés pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
11. Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
12. Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
B) Taux de 10% Position tarifaire	
1. Huile de palme brute	1511.10.00
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1902.11.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.19.00
4. Autres ciments Portland	2523.29.00
5. Dentifrices	3306.10.00
6. Ebauches de bouteilles	3923.30.10
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	4011.10.99
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.40.11
9. autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles autres que ceux à base de caoutchouc	4011.40.19
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.99.91
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.99
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4012.11.00
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.12.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.13.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.19.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.20.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.90.00
18. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.11.00
19. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur inférieure de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.12.00
20. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu plombé y compris le fer tendre	7210.20.00
21. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu zingué électrolytiquement	7210.30.00
22. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué, ondulé	7210.41.00
23. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué	7210.49.00
24. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqués revêtu d'oxyde de chrome ou de chrome et oxyde de chrome	7210.50.00
25. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'alliage d'aluminium et de zinc, ondulé	7210.61.10
26. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.61.90
27. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, Revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.69.00
28. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, peints, vernis ou revêtus de matières plastiques	7210.70.00
29. Autres produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés d'un largeur de 600 mm ou plus plaqués ou	7210.90.00
30. Serviettes hygiéniques	9619.00.10

C). Taux de 20% Position tarifaire	
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles.	4803.00.90
7. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
8. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
9. Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
10. Profilés en L	7216.21.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION

55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	--- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0%
11.12	--- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0%
11.13	--- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0%
11.14	--- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0%
11.15	--- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0%
11.16	--- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0%
11.17	--- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0%
11.18	--- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0%
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0%
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	--- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0%
11.32	--- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0%
11.33	--- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0%
11.34	--- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0%
11.35	--- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0%
11.36	--- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0%
11.37	--- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0%
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0%
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazéifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	-- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce :			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%

00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
59) 2604.00.00	Minerais de nickel et leurs concentrés.	kg	10%	0%
60) 26.05	Minerais de cobalt et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10% en cobalt	kg	10%	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	10%	0%
61) 2607.00.00	Minerais de plomb et leurs concentrés.	kg	10%	0%
62) 2608.00.00	Minerais de zinc et leurs concentrés.	kg	10%	0%
63) 26.09	Minerais d'étain et leurs concentrés.			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
64) 26.11	Minerais de tungstène et leurs concentrés.			
00.10	- provenant de gîtes primaires obtenus par broyage	kg	10%	0%
	- autres :			
00.91	-- d'une teneur de 55 à 65 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.92	-- d'une teneur de 66 à 70 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.99	-- autres	kg	10%	0%
65) 26.12	Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'uranium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Minerais de thorium et leurs concentrés :			
20.10	-- monazite (terres rares)	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
66) 2614.00.00	Minerais de titane et leurs concentrés.	kg	10%	0%
67) 26.15	Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- de niobium :			
90.11	-- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	-- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	-- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			

9

90.21	— d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	— d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	— d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.90	— autres	kg	10%	0%
68) 26.16	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
69) 26.17	Autres minerais et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	- Cassitérites :			
90.11	— provenant de gîtes primaires obtenues par broyage	kg	10%	0%
90.19	— autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	— provenant de gîtes primaires et obtenu par broyage	kg	10%	0%
90.29	— autres	kg	10%	0%
90.30	— de bismuth	kg	10%	0%
90.40	— de germanium	kg	10%	0%
90.50	— malachite	kg	10%	0%
90.60	— de beryllium ou de glucinium	kg	10%	0%
90.70	— monasite	kg	10%	0%
90.80	— struverite	kg	10%	0%
	- autres :			
90.91	— résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	— autres minerais	kg	10%	0%
70) 2619.00.00	Scories, laitiers (autres que le laitier granulé), battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.	kg	10%	0%
71) 26.20	Scories, cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	— Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	— Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21.00	— Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%
29.00	— Autres	kg	10%	0%
30.00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%

	- Autres :			
91.00	- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	- Autres :			
99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
72) 26.21	Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.			
10.00	-Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
73) 2709.00.00	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.	kg	5%	0%
74) 2716.00.00	Énergie électrique.	1000 kwh	5%	0%
75) 2817. 00.00	Oxyde de zinc et peroxyde de zinc		5%	0%
75) 28.22	Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.			
	- hydroxydes de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
76) 28.30	Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	--- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.13	--- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
77) 28.36	Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40.00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%
50 ;00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60.00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	--- carbonate de cobalt :			

99.11	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.13	--- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	--- autres	kg	10%	0%
	--- Carbonate de cuivre			
99.21	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	--- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	--- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
78) 44.03	Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou équarris.			
	-- Autres :			
	--- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	--- benge/Mutenye (Guibourtiamadama)	m ³	10%	0%
99.12	--- bubinga (Guibourtiademeusei)	m ³	10%	0%
99.13	--- khaya (Khayaanthotheca)	m ³	10%	0%
99.14	--- kotibe (Nesogordoniadewevrei)	m ³	10%	0%
99.15	--- lati (AmphimasPterocarpoides)	m ³	10%	0%
99.16	--- longhi (Gambeya africana)	m ³	10%	0%
99.17	--- mukulungu (AtranellaCongolensis)	m ³	10%	0%
99.18	--- padouk (Pterocarpussoyaxii)	m ³	10%	0%
99.19	--- wenge (MiletiaLaurentii)	m ³	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m ³	10%	0%
	-- autres :			
99.91	--- bois écorcés	m ³	10%	0%
99.92	--- bois désaubierés	m ³	10%	0%
99.93	--- bois équarris ou semi-équarris	m ³	10%	0%
99.94	--- rondins / grumes LM-B-BC	m ³	10%	0%
99.95	--- bois rabotés ou poncés	m ³	10%	0%
99.99	--- autres	m ³	10%	0%
79) 44.07	Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.			
	-- Autres :			
	--- sciés ou désossés longitudinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	--- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m ³	exempt	0%
29.12	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m ³	exempt	0%
29.13	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m ³	exempt	0%
29.19	--- autres	m ³	5%	0%
80) 71.02	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.			
	- Industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%

	- Non industriels :			
	- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés:			
31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
81) 71.06	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Poudres :			
10.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
82) 71.08	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- A usages non monétaires :			
	- Poudres :			
	--- d'exploitation artisanale :			
11.11	--- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
11.12	--- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
11.19	--- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
11.21	--- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	--- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	--- autres	kg	3%	0%
	- Sous autres formes brutes :			
	--- d'exploitation artisanale :			
12.11	--- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
12.12	--- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
12.19	--- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
12.21	--- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	--- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	--- autres	kg	3%	0%
83) 71.10	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Platine :			
	- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Palladium :			
	- Sous formes brutes ou en poudre :			
21.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	--- autres	kg	10%	0%

9

	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
31.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
41.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	-- autres	kg	10%	0%
84) 72.04	Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	-- D'aciers inoxydables	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	5%	0%
85) 72.24	Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
86) 74.01	Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre).			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
87) 74.02	Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5%	0%
00.90	- Cuivre blister kg		0%	
	- Cuivre noir kg		5%	
	- Autres			
87) 74.03	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			
11.10	-- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	-- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	-- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	-- nodules et scraps :			
11.41	-- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11.42	-- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	-- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%

13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	--- lingots ou lingots- bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
88) 74.04	Déchets et débris de cuivre.			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
89) 74.05	Alliages mères de cuivre.			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	-autres	kg	10%	0%
90) 74.06	Poudres et paillettes de cuivre.			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
91) 75.02	Nickel sous forme brute.			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
92) 78.01	Plomb sous forme brute.			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%
93) 78.02	Déchets et débris de plomb.			
	- débris :			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets :			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
94) 78.04	Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.			

94) 78.04	Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.			
	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
95) 79.01	Zinc sous forme brute.			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
96) 79.03	Poussières, poudres et paillettes, de zinc.			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
97) 80.01	Etain sous forme brute.			
10.00	- Etain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
98) 8002.00.00	Déchets et débris d'étain.	kg	10%	0%
99) 81.05	Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	--- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	--- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40 % en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt séparateur magnétique :			
20.21	--- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	--- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	--- autres	kg	10%	0%
20.90	--- mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granulés d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	--- autres	kg	10%	0%
	- alliages cobalt-nickel en lingots, en granulés ou en poudre:			

90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
100) 8106.00.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.	kg	5%	0%
101)81.07	Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	--- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
102) 81.08	Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
103) 81.09	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
104) 81.12	Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.			
	- Béryllium :			
12.00	--- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	--- Déchets et débris	kg	5%	0%
19.00	---Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	--- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	--- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	--- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			
	--- Autres:			
51.00	--- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
52.00	--- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	--- Autres	kg	5%	0%
	- Autres :			

9

Lude

	— sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	— d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	— d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	— autres	kg	5%	0%
	— Autres :			
99.10	— d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	— d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	— autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020**

Le Cabinet du Président de la République

**Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.**

ANNEXE XVII: TAUX DES DROITS D'ACCISES APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT CODE DES ACCISES TELLE QUE MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA PRESENTE LOI.

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
I.	MARCHANDISES	
1.	agents de surface organiques autres que les savons	10%
2.	alcool éthylique dénaturé de tous titres:	
	i. alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à usage médicaux	5%
	ii. alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médicaux	10%
3	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à tous autres usages industriels	10%
4	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol	10%
5	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
6	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques	10%
7	articles de literie et articles similaires (matelas, couvre pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires	10%
8	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques	10%
9	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol	10%
10	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol	10%
11	autres ouvrages en matières plastiques	10%
12	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
13	autres produits pour pipes à eau	60%
14	autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués	60%
15	baignoires, douches, éviers, lavabos, bidets, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques	10%
16	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc	10%
17	bières de malt :	
	i. d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	24%
	ii. d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus	28%
18	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%
19	bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques	10%
20	cartouche pour cigarettes électroniques	60%
21	chambres à air, en caoutchouc	10%

23	cigarettes électroniques
24	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées
25	courroies transporteuses ou de transmission, en caoutchouc vulcanisé
26	dentifrices
27	dépilatoires
28	désodorisants corporels et antisudoraux
29	désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques
30	eaux - de - vie dénaturées de tous titres
31	eaux - de - vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses
32	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non
33	essences, avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant, gasoils et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel :
	i. essences et gasoils et autres produits
	ii. avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant
	iii. huiles de graissage et lubrifiants
34	extraits et sauces de tabac
35	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés
36	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation
37	laques pour cheveux
38	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions
39	mélanges de boissons fermentées
40	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques
41	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool
42	papiers, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents
43	parfums et eaux de toilette

44	pipe à eau
45	plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires
46	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc
47	préparations capillaires autres que les shampooings
48	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
49	préparations lubrifiantes, y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
50	préparations pour bain
51	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer
52	préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent
53	préparations pour le rasage, le rasage ou l'après-rasage
54	préparations pour manucures ou pédicures
55	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux
56	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau
57	produits de beauté
58	produits de maquillage
59	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon
60	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon
61	revêtements de sols et tapis de pieds, en caoutchouc
62	revêtements de sols et tapis de pieds, en matières plastiques
63	savons
64	shampooings
65	sièges et autres meubles, en matières plastiques, à l'exclusion de ceux utilisés en médecine, en chirurgie, en art dentaire et en art vétérinaire
66	succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac

68	tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »	60%
69	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple)	10%
70	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels	10%
71	vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques	10%
72	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés	10%
73	véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés	10%
74	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	45%
75	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool	45%
76	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés	10%
77	bières sans alcool	15%
78	eaux de table	5%
79	autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes ;	15%
II. SERVICES		
1	accès à l'internet	10%
2	data	10%
3	messagerie	10%
4	voix	10%
5	Allocation d'une liaison spécialisée pour la transmission de données même s'il n'y a pas transfert effectif de données	10%
6	Services à valeur ajoutée fournis à titre onéreux ou non	10%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2020

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 28 décembre 2020

Le Cabinet du Président de la République

Prof. Dr Désiré Cashmir KOLONGELE EBERANDE
Directeur de Cabinet a.i.

III

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

1. DGDA
2. D.G.I
3. DGRAD
4. PETROLIERS PRODUCTEURS
5. RECETTES EXCEPTIONNELLES
6. RECETTES EXTERIEURES
7. BUDGETS ANNEXES
8. COMPTES SPECIAUX
9. ANNEXE DES RECETTES MINIERES
10. DEPENSES FISCALES

III.1

RECETTES DU BUDGET GENERAL

III.1.1

TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

III.1.1.1 TABLEAU SYNTHESE GENERALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	9 604 890 657 737	9 161 072 291 819	95,4	9 788 532 618 136	4 894 266 309 068	4 114 619 340 226	84,1	13 555 177 070 944	92,7	38,5
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	8 443 876 528 736	7 389 628 212 446	87,5	6 687 781 907 282	3 343 890 953 641	3 082 208 740 559	92,2	9 626 518 327 463	65,8	43,9
I.1.1.	RECETTES COURANTES	8 293 876 528 736	7 389 628 212 446	89,1	6 337 781 907 282	3 168 890 953 641	3 012 395 740 559	95,1	9 374 518 327 463	64,1	47,9
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	2 457 828 081 572	1 794 701 883 212	73,0	1 453 609 041 675	726 804 520 838	673 977 465 011	92,7	2 113 050 344 869	14,5	45,4
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	3 256 800 218 132	1 928 170 440 654	59,2	1 928 397 370 692	964 198 685 346	962 571 193 073	99,8	2 904 718 774 531	19,9	50,6
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	669 328 312 576	661 421 407 846	98,8	581 265 183 245	290 632 591 622	344 539 936 940	118,5	1 035 881 305 998	7,1	78,2
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	669 328 312 576	661 421 407 846	98,8	581 265 183 245	290 632 591 622	344 539 936 940	118,5	1 035 881 305 998	7,1	78,2
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	429 462 562 946	345 513 442 222	80,5	243 477 858 175	121 738 929 087	121 738 929 088	100,0	318 207 890 365	2,2	30,7
1°	DGI	161 170 032 606	121 703 098 354	75,5	93 166 708 188	46 583 354 094	46 583 354 094	100,0	148 504 140 221	1,0	59,4
2°	DGRAD	268 292 530 340	223 810 343 869	83,4	150 311 149 987	75 155 574 994	75 155 574 994	100,0	169 703 750 144	1,2	12,9
I.1.1.5	Recettes minières	1 480 457 353 510	2 659 821 038 512	179,7	2 131 032 453 495	1 065 516 226 748	909 568 216 448	85,4	3 002 660 011 699	20,5	40,9
1°	DGI	754 613 874 021	2 039 853 194 213	270,3	1 100 845 544 843	550 422 772 421	478 736 791 065	87,0	1 847 670 352 070	12,6	67,8
2°	DGDA	187 575 678 571	214 942 636 512	114,6	420 319 246 428	210 159 623 214	196 610 989 687	93,6	493 676 207 887	3,4	17,5
3°	DGRAD	538 267 800 918	405 025 207 787	75,2	609 867 662 225	304 933 831 113	234 220 435 696	76,8	661 313 451 743	4,5	8,4
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	39,9	252 000 000 000	1,7	-28,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	3 100 750 710 854	1 550 375 355 427	1 032 410 599 667	66,6	3 928 658 743 481	26,9	26,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	0	0		1 064 248 634 498	532 124 317 249	211 900 000 000	39,8	1 271 697 000 000	8,7	19,5
I.2.1.1	Emprunt programme	0	0	####	673 049 580 000	336 524 790 000	0	0,0	325 678 500 000	2,2	-51,6
I.2.1.2	Dons budgétaires	0	0	####	391 199 054 498	195 599 527 249	211 900 000 000	108,3	946 018 500 000	6,5	141,8
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	2 036 502 076 356	1 018 251 038 178	820 510 599 667	80,6	2 656 961 743 481	18,2	30,5
I.2.2.1	Dons projets	879 354 606 982	1 484 126 387 370	168,8	1 734 248 544 070	867 124 272 035	659 258 647 265	76,0	2 063 750 465 131	14,1	19,0
I.2.2.2	Emprunts projets	281 659 522 019	287 317 692 003	102,0	302 253 532 286	151 126 766 143	161 251 952 402	106,7	593 211 278 350	4,1	96,3
II.	BUDGETS ANNEXES	169 661 903 345	383 971 271 889	226,3	205 156 817 237	102 578 408 619	105 208 624 225	102,6	362 790 025 104	2,5	76,8
III.	COMPTES SPECIAUX	577 767 218 971	566 468 415 851	98,0	585 391 634 667	292 695 817 334	368 545 852 816	125,9	702 557 084 826	4,8	20,0
	TOTAL GENERAL DU BUDGET DES RECETTES	10 352 319 780 053	10 111 511 979 559	97,7	10 579 081 070 042	5 289 540 535 021	4 588 373 817 266	86,7	14 620 524 180 874	100,0	38,2

III.1.2

RECETTES DE DOUANES ET ACCISES

III.1.2.1 TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I	Impôts généraux sur les biens et services	1 263 741 806 772	803 860 473 741	63,6	792 019 423 057	396 009 711 528	379 040 327 269	95,7	1 125 034 975 112	43,2	42,0
II.	Droits d'accises	599 267 672 325	525 788 655 944	87,7	592 053 578 125	296 026 789 063	263 841 025 992	89,1	806 864 863 321	31,0	36,3
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	764 426 486 450	670 378 303 829	87,7	482 236 329 443	241 118 164 721	223 897 703 233	92,9	592 970 431 467	22,7	23,0
IV.	Taxes à l'exportation	14 010 137 192	7 984 387 033	57,0	6 911 344 839	3 455 672 420	3 455 569 034	100,0	9 812 133 930	0,4	42,0
V.	Amendes et Pénalités	3 957 657 404	1 632 699 177	41,3	707 612 638	353 806 319	353 829 170	100,0	72 044 148 927	2,8	10 081,3
	TOTAL DGDA	2 645 403 760 143	2 009 644 519 724	76,0	1 873 928 288 103	936 964 144 051	870 588 454 698	92,9	2 606 726 552 756	100,0	39,1

III.1.2.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX. ACCR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	1 263 741 806 772	803 860 473 741	63,6	792 019 423 057	396 009 711 528	379 040 327 269	95,7	1 125 034 975 112	43,2	42,0
II.	Droits d'accises	599 267 672 325	525 788 655 944	87,7	592 053 578 125	296 026 789 063	263 841 025 992	89,1	806 864 863 321	31,0	36,3
17132100	Accises perçues en régime intérieur	417 305 170 781	387 547 088 551	92,9	423 210 241 313	211 605 120 657	199 187 988 094	94,1	557 173 289 054	21,4	31,7
17132200	Accises perçues à l'importation	181 962 501 544	138 241 567 392	76,0	168 843 336 812	84 421 668 406	64 653 037 898	76,6	249 691 574 267	9,6	47,9
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	764 426 486 450	670 378 303 829	87,7	482 236 329 443	241 118 164 721	223 897 703 233	92,9	592 970 431 467	22,7	23,0
17151110	Droits de douane	763 966 561 280	670 283 728 087	87,7	482 061 646 987	241 030 823 494	223 797 592 718	92,9	592 510 506 297	22,7	22,9
17151120	Autres droits à l'importation	459 925 170	94 575 742	20,6	174 682 455	87 341 228	100 110 515	114,6	459 925 170	0,0	163,3
IV.	Taxes à l'exportation	14 010 137 192	7 984 387 033	57,0	6 911 344 839	3 455 672 420	3 455 569 034	100,0	9 812 133 930	0,4	42,0
17152100	Droits de sortie des minerais	7 994 597 391	2 713 242 891	33,9	606 522 556	303 261 278	345 719 133	114,0	1 747 035 341	0,1	188,0
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	6 015 539 801	5 271 144 142	87,6	6 304 822 284	3 152 411 142	3 109 849 902	98,6	8 065 098 589	0,3	27,9
V.	Amendes et Pénalités	3 957 657 404	1 632 699 177	41,3	707 612 638	353 806 319	353 829 170	100,0	72 044 148 927	2,8	10 081,3
TOTAL DGDA		2 645 403 760 143	2 009 644 519 724	76,0	1 873 928 288 103	936 964 144 051	870 588 454 698	92,9	2 606 726 552 756	100,0	39,1

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021
PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES PAR ORGANISME GENERATEUR

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	BUDGET GENERAL	9 604 890 657 737	9 161 072 291 819	95,4	9 788 532 618 135	4 894 266 309 068	4 114 619 340 226	84,1	13 555 177 070 945	92,7	38,5
I.1	RECETTES DU POUVOIR CENTRAL	8 443 876 528 736	7 389 628 212 446	87,5	6 687 781 907 281	3 343 890 953 641	3 082 208 740 559	92,2	9 626 518 327 463	65,8	43,9
I.1.1	RECETTES COURANTES	8 293 876 528 736	7 389 628 212 446	89,1	6 337 781 907 281	3 168 890 953 641	3 012 395 740 559	95,1	9 374 518 327 463	64,1	47,9
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)	2 645 403 760 143	2 009 644 519 724	76,0	1 873 928 288 103	936 964 144 051	870 588 454 698	92,9	2 606 726 552 756	17,8	39,1
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	1 263 741 806 772	803 860 473 741	63,6	792 019 423 057	396 009 711 528	379 040 327 269	95,7	1 125 034 975 112	7,7	42,0
	17 131 120 Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 263 741 806 772	803 860 473 741	63,6	792 019 423 057	396 009 711 528	379 040 327 269	95,7	1 125 034 975 112	7,7	42,0
	17 132 000 Droits d'accises	599 267 672 325	525 788 655 944	87,7	592 053 578 125	296 026 789 063	263 841 025 992	89,1	806 864 863 321	5,5	36,3
	17 132 100 Accises perçues en régime intérieur	417 305 170 781	387 547 088 551	92,9	423 210 241 313	211 605 120 657	199 187 988 094	94,1	557 173 289 054	3,8	31,7
	17 132 110 Alcools et boissons	210 303 696 675	172 879 515 401	82,2	198 773 762 923	99 386 881 462	99 803 241 169	100,4	256 737 520 545	1,8	29,2
	17 132 111 Alcools				427 918 975	213 959 488	185 045 123	86,5	440 825 252	0,0	3,0
	17 132 112 Bières				166 583 175 792	83 291 587 896	84 003 180 720	100,9	217 094 730 573	1,5	30,3
					134 306 735 788	67 153 367 894	66 671 608 998	99,3	170 739 665 572	0,3	27,1
					32 276 440 004	16 138 220 002	17 331 571 723	107,4	46 355 065 001	0,0	43,6
	17 132 113 Autres boissons fermentées				571 257 487	285 628 744	326 567 691	114,3	962 854 659	1,5	68,6
					571 257 487	285 628 744	326 567 691	114,3	816 275 282	0,0	42,9
					0	0	0		146 579 377	0,0	
	17 132 114 Boissons distillées				8 793 063 861	4 396 531 931	4 003 080 857	91,1	10 013 020 373	0,1	13,9
	17 132 115 Eaux minérales				4 545 069 364	2 272 534 682	2 301 239 896	101,3	5 754 422 291	0,0	26,6
	17 132 116 Limonades et Jus				17 853 277 443	8 926 638 722	8 984 126 884	100,6	22 471 667 397	0,2	25,9
	17 132 120 Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer				27 194 342 116	13 597 171 058	7 522 901 425	55,3	17 911 752 844	0,0	-34,1
	17 132 130 cosmétiques et autres produits d'entretien				14 879 220 538	7 439 610 269	1 984 570 631	26,7	4 813 141 958	0,0	-67,7
	Tabacs et allumettes fabriqués	6 093 759 012	10 447 804 400	171,45		0				0,1	
	Eaux de table et limonades et jus	25 276 403 572	22 233 216 871	87,96		0				0,0	
	Alcool et boissons alcooliques	4 512 719 348	8 889 607 424	196,99		0				0,0	
	Parfums liquides	77 401 374	81 404 074	105,17		0				0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
17 132 140	<i>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</i>	<u>573 947 066</u>	<u>1 583 119 594</u>	<u>275,83</u>	<u>1 233 666 984</u>	<u>616 833 492</u>	<u>632 018 598</u>	<u>102,5</u>	<u>5 862 780 472</u>	<u>0,0</u>	<u>375,2</u>
17 132 141	Articles et ouvrages en matières plastiques	573 947 066	1 583 119 594	275,8	1 233 666 984	616 833 492	632 018 598	102,5	5 862 780 472	0,0	375,2
17 132 150	Services des télécommunication	167 120 441 989	168 852 413 950	101,0	181 129 248 752	90 564 624 376	89 245 256 272	98,5	271 848 093 235	1,9	50,1
	<i>Produits de beauté ou de maquillage</i>	1 965 588 501	2 067 045 166	105,16						0,0	
	<i>Préparations capillaires</i>	9 706 263	6 599 491	67,99						0,0	
17 132 200	Accises perçues à l'importation	181 962 501 544	138 241 567 392	76,0	168 843 336 812	84 421 668 406	64 653 037 898	76,6	249 691 574 267	1,7	47,9
17 132 210	Alcools et boissons	1 821 477 523	5 503 719 322	302,2	33 811 344 702	16 905 672 351	4 956 004 507	29,3	20 412 344 510	0,1	-39,6
17 132 212	<i>Bières</i>				<u>11 834 176 030</u>	<u>5 917 088 015</u>	<u>2 100 805 552</u>	<u>35,5</u>	<u>12 554 776 359</u>	<u>0,1</u>	<u>6,1</u>
	Bières de mall titrant-6°				5 791 966 987	2 895 983 493	1 609 826 440	55,6	9 394 920 909	0,1	62,2
	Bières de mall titrant+6°				6 042 209 043	3 021 104 522	490 979 113	16,3	3 159 855 450	0,0	-47,7
17 132 211	Alcools				2 161 514 745	1 080 757 373	838 855 792	77,6	2 896 157 667	0,0	34,0
<u>17 132 213</u>	<i>Autres boissons fermentées</i>				<u>3 740 503 556</u>	<u>1 870 251 778</u>	<u>410 559 847</u>	<u>22,0</u>	<u>1 055 252 640</u>	<u>0,0</u>	<u>-71,8</u>
	Autres boissons fermentées				3 677 710 131	1 838 855 066	374 572 935	20,4	958 656 035	0,0	-73,9
	Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excede pas 0,5%(Bières sans l' accools)				62 793 425	31 396 713	35 986 912	114,6	96 596 605	0,0	53,8
17 132 214	Boissons distillées				142 361 236	71 180 618	79 716 627	112,0	211 642 291	0,0	48,7
17 132 215	Eaux Minérales				18 948 197 169	9 474 098 584	1 599 067 401	16,9	3 816 871 252	0,0	-79,9
17 132 216	Limonades et Jus				725 095 522	362 547 761	337 559 135	93,1	932 896 941	0,0	28,7
	<i>Tabacs et allumettes importés</i>	124 340 882 127	66 303 712 710	53,32							
17 132 220	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer				65 049 714 880	32 524 857 440	30 244 555 502	93,0	79 009 408 965	0,5	21,5
	<i>Eaux de table et limonades et jus</i>	1 826 571 001	1 314 963 707	71,99							
	<i>Alcool et boissons alcooliques</i>	6 717 003 641	5 167 828 021	76,94							
	<i>Parfums liquides</i>	475 394 706	738 398 560	155,32							
	<i>Liquides pour freins hydrauliques et préparations lubrifiantes</i>	9 889 650 481	7 456 703 972	75,40							
	<i>Produits de beauté ou de maquillage</i>	3 198 109 842	586 081 808	18,33							
	<i>Préparations capillaires</i>	97 239 826	521 932 590	536,75							
	<i>Préparations pour le pré-rasage,le rasage et l'après rasage</i>	21 608 850	83 181 471	384,94							
	<i>Dentifrices</i>	237 697 353									

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
	17 132 230 Cosmétiques et autres produits d'entretien				3 932 393 253	1 966 196 627	1 968 043 644	100,1	5 584 741 517	0,0	42,0
	Savons, agents de surface organiques, préparations lubrifiantes et cirages	3 262 936 393	2 818 362 901	86,38							
	17 132 240 <u>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</u>	<u>9 898 466 583</u>	<u>24 806 617 476</u>	<u>250,61</u>	<u>22 601 679 329</u>	<u>11 300 839 665</u>	<u>10 007 111 951</u>	<u>88,6</u>	<u>78 892 389 450</u>	<u>0,5</u>	<u>249,1</u>
	17 132 241 Articles et ouvrages en matières plastiques	271 031 707	13 307 955 433	4 910,1	12 012 656 212	6 006 328 106	5 265 351 525	87,7	65 208 981 621	0,4	442,8
	17 132 242 Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	9 627 434 876	11 498 662 043	119,4	10 589 023 117	5 294 511 559	4 741 760 425	89,6	13 683 407 829	0,1	29,2
	17 132 250 <u>Huiles Minérales</u>	<u>0</u>	<u>0</u>		<u>10 606 351 019</u>	<u>5 303 175 509</u>	<u>3 517 282 424</u>	<u>66,3</u>	<u>9 816 303 630</u>	<u>0,1</u>	<u>-7,4</u>
	17 132 251 Huiles de graissage et lubrifiants	0	0		10 606 351 019	5 303 175 509	3 517 282 424	66,3	9 816 303 630	0,1	-7,4
	17 132 252 Produits pétroliers					0	0		0	0,0	
	17 132 260 Véhicules	20 175 463 218	22 940 064 854	113,7	29 101 350 069	14 550 675 035	13 549 480 023	93,1	54 921 133 555	0,4	88,7
	37 137 000 Amendes et pénalités sur impôts et taxes sur les biens et services	158 114 014	70 894 732	44,8	279 142	139 571	159 976	114,6	2 283 799 550	0,0	818 051,0
	37 137 100 <i>Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur</i>	56 430 827	500 000	0,9	279 142	139 571	159 976	114,6	77 698 795	0,0	27 734,9
	37 137 200 <i>Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation</i>	101 683 187	70 394 732	69,2	0	0	0		2 206 100 755	0,0	
	17 151 100 Droits de douane et autres droits à l'importation	764 426 486 450	670 378 303 829	87,7	482 236 329 443	241 118 164 721	223 897 703 233	92,9	592 970 431 467	4,1	23,0
	17 151 110 Droits de douane	763 966 561 280	670 283 728 087	87,7	482 061 646 987	241 030 823 494	223 797 592 718	92,9	592 510 506 297	4,1	22,9
	17 151 120 Autres droits à l'importation	459 925 170	94 575 742	20,6	174 682 455	87 341 228	100 110 515	114,6	459 925 170	0,0	163,3
	17 151 121 Produits partiels des ventes publiques	175 654 165		0,0	0	0	0		175 654 165	0,0	
	17 151 122 Taxes sur remboursement / Retenus sur restitutions douanières	29 557 496	0	0,0	0	0	0		29 557 496	0,0	
	17 151 123 Taxes sur ventes publiques	254 713 509	94 575 742	37,1	174 682 455	87 341 228	100 110 515	114,6	254 713 509	0,0	45,8
	17 152 000 Taxes à l'exportation	14 010 137 192	7 984 387 033	57,0	6 911 344 839	3 455 672 420	3 455 569 034	100,0	9 812 133 930	0,1	42,0
	17 152 100 Droits de sortie des minerais	7 994 597 391	2 713 242 891	33,9	606 522 556	303 261 278	345 719 133	114,0	1 747 035 341	0,0	188,0
	17 152 120 Diamant artisanal	3 509 874 819	2 272 735 615	64,8	542 644 493	271 322 247	310 989 562	114,6	1 201 572 243	0,0	121,4
	17 152 140 Or artisanal	148 230 399	70 614 635	47,6	22 136 629	11 068 314	12 686 502	114,6	141 072 887	0,0	537,3
	17 152 300 Autres produits	4 336 492 173	369 892 641	8,5	41 741 433	20 870 717	22 043 069	105,6	404 390 211	0,0	868,8
	17 152 200 Droits de sortie des produits agricoles	6 015 539 801	5 271 144 142	87,6	6 304 822 284	3 152 411 142	3 109 849 902	98,6	8 065 098 589	0,1	27,9
	17 152 230 Bois en grumes	5 004 623 074	4 612 885 177	92,2	5 489 538 404	2 744 769 202	2 692 243 496	98,1	7 111 570 909	0,0	29,5
	17 152 240 Bois scié	1 010 916 727	658 258 965	65,1	815 283 880	407 641 940	417 606 406	102,4	953 527 680	0,0	17,0
	37 156 000 Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales	3 799 543 389	1 561 804 445	41,1	707 333 497	353 666 748	353 669 194	100,0	69 760 349 377	0,5	9 762,4
	37 156 100 <i>Amendes et pénalités à l'importation</i>	1 811 807 917	1 376 351 847	76,0	682 801 092	341 400 546	339 609 673	99,5	67 340 855 440	0,5	9 762,4
	37 156 200 <i>Amendes et pénalités à l'exportation</i>	1 987 735 472	185 452 598	9,3	24 532 404	12 266 202	14 059 521	114,6	2 419 493 937	0,5	9 762,4

III.1.3

RECETTES DES IMPOTS

III.1.3.1. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DES IMPÔTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TAUX ACRR
I	Impôts sur les rémunérations	1 066 919 695 301	955 156 859 069	89,52	1 064 513 651 521	532 256 825 760	526 343 008 423	98,89	1 503 026 769 409	31,63	41,19
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	1 723 701 024 412	1 862 769 406 979	108,07	862 193 794 200	431 096 897 100	384 043 493 801	89,09	1 516 598 468 212	31,91	75,90
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	1 173 818 069 118	1 055 681 281 762	89,94	1 074 536 177 858	537 268 088 929	522 463 856 411	97,24	1 681 922 935 602	35,39	56,53
IV.	Autres recettes	46 975 303 322	94 416 087 058	200,99	27 999 291 956	13 999 645 978	8 457 625 503	60,41	50 840 953 377	1,07	81,58
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	4 011 414 092 153	3 968 023 634 867	98,92	3 029 242 915 535	1 514 621 457 767	1 441 307 984 138	95,16	4 752 389 126 601	100,00	56,88

III.1.3.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	1 066 919 695 301	955 156 859 069	89,52	1 064 513 651 521	532 256 825 760	526 343 008 423	98,89	1 503 026 769 409	31,63	41,19
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	680 621 282 328	631 366 157 865	92,76	541 032 460 859	270 516 230 430	282 386 153 560	104,39	761 587 767 395	16,03	40,77
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	22 326 920 621	27 224 466 289	121,94	28 150 553 726	14 075 276 863	13 455 675 824	95,60	63 348 832 926	1,33	125,04
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	47 400 669 856	26 948 525 823	56,85	207 462 835 888	103 731 417 944	81 503 061 940	78,57	319 786 862 271	6,73	54,14
17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	9 390 224 023	8 854 975 601	94,30	180 002 102 506	90 001 051 253	69 015 846 497	76,68	288 981 850 934	6,08	60,54
17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	38 010 445 833	18 093 550 222	47,60	27 460 733 382	13 730 366 691	12 487 215 443	90,95	30 805 011 336	0,65	12,18
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	211 070 730 534	148 489 359 058	70,35	145 224 863 456	72 612 431 728	76 418 911 408	105,24	192 482 347 237	4,05	32,54
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	105 500 091 962	121 128 350 034	114,81	142 642 937 591	71 321 468 795	72 579 205 691	101,76	165 820 959 580	3,49	16,25
II	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	1 723 701 024 412	1 862 769 406 979	108,07	862 193 794 200	431 096 897 100	384 043 493 801	89,09	1 516 598 468 212	31,91	75,90
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 520 735 741 926	1 603 429 501 511	105,44	695 980 969 820	347 990 484 910	302 947 425 218	87,06	1 219 237 160 711	25,66	75,18
	Impôts spécial sur les profits excédentaires	0	23 924 597 552		0	0	0		0	0,00	
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	19 276 494 404	6 747 497 814	35,00	7 057 503 227	3 528 751 613	5 021 853 574	142,31	15 623 167 876	0,33	121,37
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	91 222 198 639	97 818 433 099	107,23	72 082 537 071	36 041 268 535	35 339 359 251	98,05	130 937 765 320	2,76	81,65
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	92 466 589 443	130 849 377 004	141,51	87 072 784 082	43 536 392 041	40 734 855 758	93,57	150 800 374 306	3,17	73,19
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	1 173 818 069 118	1 055 681 281 762	89,94	1 074 536 177 858	537 268 088 929	522 463 856 411	97,24	1 681 922 935 602	35,39	56,53
	Impôts sur le chiffre d'affaires / ventes locales	0	14 241 459		81 759 675	40 879 838	81 759 675	200,00	0		
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 173 818 069 118	1 055 667 040 303	89,93	1 074 454 418 183	537 227 209 092	522 382 096 736	97,24	1 681 922 935 602	35,39	56,54
IV.	AUTRES RECETTES	46 975 303 322	94 416 087 058	200,99	27 999 291 956	13 999 645 978	8 457 625 503	60,41	50 840 953 377	1,07	81,58
17 134 111	Immatriculations automobiles	3 676 291 101	3 476 096 659	94,55	3 170 194 022	1 585 097 011	1 464 194 075	92,37	4 754 430 506	0,10	49,97
27 012 229	Vente des imprimés	1 808 345 586	74 737 256	4,13	285 318 034	142 659 017	191 871 666	134,50	1 067 771 300	0,02	274,24
37 114 300	Amendes et pénalités	41 490 666 636	90 865 253 143	219,00	24 543 779 900	12 271 889 950	6 801 559 762	55,42	45 018 751 571	0,95	83,42
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	4 011 414 092 153	3 968 023 634 867	98,92	3 029 242 915 535	1 514 621 457 767	1 441 307 984 138	95,16	4 752 389 126 601	100,00	56,88

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)	4 172 584 124 759	4 089 726 733 221	98,0	3 122 409 623 724	1 561 204 811 862	1 487 891 338 232	95,3	4 900 893 266 822	33,5	57,0
	17 111 000 Impôts sur les revenus locatifs et professionnels des personnes physiques	1 066 919 695 301	955 156 859 069	89,5	1 064 513 651 520	532 256 825 760	526 343 008 423	98,9	1 503 026 769 409	10,3	41,2
	17 111 110 <i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions Politiques et Fonctionnaires et Agents publics</i>	680 621 282 328	631 366 157 865	92,8	541 032 460 859	270 516 230 430	282 386 153 560	104,4	761 587 767 395	5,2	40,8
	17 111 120 <i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions Politiques</i>	22 326 920 621	27 224 466 289	121,9	28 150 553 726	14 075 276 863	13 455 675 824	95,6	63 348 832 926	0,4	125,0
	17 111 130 <i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics</i>	<u>47 400 669 856</u>	<u>26 948 525 823</u>	<u>56,9</u>	<u>207 462 835 888</u>	<u>103 731 417 944</u>	<u>81 503 061 940</u>	<u>78,6</u>	<u>319 786 862 271</u>	<u>2,2</u>	<u>54,1</u>
	17 111 131 <i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics</i>	9 390 224 023	8 854 975 601	94,3	180 002 102 506	90 001 051 253	69 015 846 497	76,7	288 981 850 934	2,0	60,5
	17 111 132 <i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des Régies Financières</i>	38 010 445 833	18 093 550 222	47,6	27 460 733 382	13 730 366 691	12 487 215 443	90,9	30 805 011 336	0,2	12,2
	17 111 200 <i>Impôts sur les revenus salariaux des expatriés</i>	211 070 730 534	148 489 359 058	70,4	145 224 863 456	72 612 431 728	76 418 911 408	105,2	192 482 347 237	1,3	32,5
	17 114 300 <i>Impôts exceptionnels sur les rémunérations versées aux expatriés</i>	105 500 091 962	121 128 350 034	114,8	142 642 937 591	71 321 468 795	72 579 205 691	101,8	165 820 959 580	1,1	16,2
	17 112 000 Impôts sur revenus professionnels et locatifs des sociétés et autres entreprises	1 792 404 467 575	1 853 623 128 328	103,4	868 287 718 306	434 143 859 153	389 891 992 137	89,8	1 514 302 234 128	10,4	74,4
	17 112 100 <i>Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production</i>	1 520 735 741 926	1 603 429 501 511	105,4	695 980 969 820	347 990 484 910	302 947 425 218	87,1	1 219 237 160 711	8,3	75,2
	17 112 112 <i>Impôts spécial sur les profits excédentaires</i>		23 924 597 552		0	0	0		0	0,0	
	17 112 200 <i>Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières de production</i>	161 170 032 606	121 703 098 354	75,5	93 166 708 188	46 583 354 094	46 583 354 094	100,0	148 504 140 221	1,0	59,4
	17 112 300 <i>Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille</i>	<u>19 276 494 404</u>	<u>6 747 497 814</u>	<u>35,0</u>	<u>7 057 503 227</u>	<u>3 528 751 613</u>	<u>5 021 853 574</u>	<u>142,3</u>	<u>15 623 167 876</u>	<u>0,1</u>	<u>121,4</u>
	17 112 310 <i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	16 595 735 264	5 809 131 321	35,0	6 076 024 651	3 038 012 325	4 485 656 265	147,7	11 123 167 876	0,1	83,1
	17 112 320 <i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises</i>	2 680 759 140	938 366 492	35,0	981 478 576	490 739 288	536 197 309	109,3	4 500 000 000	0,0	358,5
	17 112 400 <i>Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents</i>	91 222 198 639	97 818 433 099	107,2	72 082 537 071	36 041 268 535	35 339 359 251	98,1	130 937 765 320	0,9	81,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) (Suite)										
	17 113 000 Impôts mobiliers	92 466 589 443	130 849 377 004	141,5	87 072 784 082	43 536 392 041	40 734 855 758	93,6	150 800 374 306	1,0	73,2
	17 113 100 <i>Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux</i>	92 466 589 443	130 849 377 004	141,5	87 072 784 082	43 536 392 041	40 734 855 758	93,6	150 800 374 306	1,0	73,2
	37 114 000 Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus locatifs professionnels et mobiliers	41 490 666 636	90 865 253 143	219,0	24 543 779 900	12 271 889 950	6 801 559 762	55,4	45 018 751 571	0,3	83,4
	37 114 100 <i>Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus</i>	41 490 666 636	90 865 253 143	219,0	24 543 779 900	12 271 889 950	6 801 559 762	55,4	45 018 751 571	0,3	83,4
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	1 173 818 069 118	1 055 681 281 762	89,9	1 074 454 418 184	537 227 209 092	522 463 856 411	97,3	1 681 922 935 602	11,5	56,5
	17 131 110 <i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	1 173 818 069 118	1 055 667 040 303	89,9	1 074 454 418 184	537 227 209 092	522 382 096 736	97,2	1 681 922 935 602	11,5	56,5
					81 759 675	40 879 837	81 759 675	200,0			-100,0
	17 134 000 Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	3 676 291 101	3 476 096 659	94,6	3 170 194 022	1 585 097 011	1 464 194 075	92,4	4 754 430 506	0,0	50,0
	17 134 111 <i>Immatriculations des véhicules</i>	3 676 291 101	3 476 096 659	94,6	3 170 194 022	1 585 097 011	1 464 194 075	92,4	4 754 430 506	0,0	50,0
	27 000 000 VENTES DE BIENS ET SERVICES	1 808 345 586	74 737 256	4,1	285 318 034	142 659 017	191 871 666	134,5	1 067 771 300	0,0	274,2
	27 012 200 <i>Vente des documents</i>	1 808 345 586	74 737 256	4,1	285 318 034	142 659 017	191 871 666	134,5	1 067 771 300	0,0	274,2
	27 012 270 <i>Vente des imprimés</i>	1 808 345 586	74 737 256	4,1	285 318 034	142 659 017	191 871 666	134,5	1 067 771 300	0,0	274,2
	SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS	4 011 414 092 153	3 968 023 634 867	98,9	3 029 242 915 535	1 514 621 457 768	1 441 307 984 138	95,2	4 752 389 126 601	32,5	56,9
	PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI	161 170 032 606	121 703 098 354	75,5	93 166 708 188	46 583 354 094	46 583 354 094	100,0	148 504 140 221	1,0	59,4
	TOTAL GENERAL DGI	4 172 584 124 759	4 089 726 733 221	98,0	3 122 409 623 723	1 561 204 811 862	1 487 891 338 232	95,3	4 900 893 266 822	33,5	57,0

III.1.4

RECETTES NON FISCALES

III.1.4.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	478 067 396 340	486 555 326 297	101,8	383 388 771 564	191 694 385 782	220 348 675 214	114,9	756 074 078 297	44,5	97,2
II.	RECETTES JUDICIAIRES	54 654 272 105	41 421 970 005	75,8	38 405 371 320	19 202 685 660	17 583 259 955	91,6	81 596 991 496	4,8	112,5
III.	RECETTES DOMANIALES	660 678 764 376	525 302 310 540	79,5	754 158 498 911	377 079 249 456	333 902 219 743	88,5	823 419 331 693	48,5	9,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	14 195 680 672	13 167 008 790	92,8	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	2,1	137,8
V.	PART DES PROVINCES	0	0		0	0	0		0		
TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS		1 207 596 113 494	1 066 446 615 633	88,3	1 191 132 845 470	595 566 422 735	578 760 372 636	97,2	1 697 194 757 740	100,0	42,5

III.1.4.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021 PAR SERVICE D'ASSIETTE

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	478 067 396 340	486 555 326 297	101,78	383 388 771 564	191 694 385 782	220 348 675 214	114,9	756 074 078 297	44,5	97,2
22	AFFAIRES ETRANGERES	17 036 485 714	16 623 653 622	97,58	11 011 272 781	5 505 636 391	5 024 074 618	91,3	20 737 759 420	1,2	88,3
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	499 887 551	539 927 549	108,01	413 509 827	206 754 914	234 297 318	113,3	478 841 132	0,0	15,8
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	50 721 758 264	2 953 592 642	5,82	18 977 618	9 488 809	8 658 851	91,3	6 650 491 961	0,4	34 943,9
29	ÉCONOMIE NATIONALE	10 747 470 662	1 534 000 760	14,27	12 916 590 977	6 458 295 489	301 234 855	4,7	14 322 466 764	0,8	10,9
30	FINANCES	394 078 688	6 734 569 426	1 708,94	249 562 977	124 781 489	113 867 220	91,3	258 977 604	0,0	3,8
31	BUDGET	1 000 000 000	166 963 570	16,70	405 183 666	202 591 833	36 175 045	17,9	415 018 440	0,0	2,4
32	PLAN	75 795 291	51 832 433	68,38	44 874 727	22 437 364	60 677 201	270,4	4 395 482 866	0,3	9 695,0
37	SANTE	24 130 560 579	79 867 527 999	330,98	86 876 751 232	43 438 375 616	39 638 949 053	91,3	166 266 589 318	9,8	91,4
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	19 495 477 886	336 237 390	1,72	1 174 350 490	587 175 245	78 295 455	13,3	8 470 308 462	0,5	621,3
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	13 929 606	12 060 910	86,58	5 101 128	2 550 564	2 327 473	91,3	17 047 562	0,0	234,2
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	364 785 300	764 647 589	209,62	898 508 263	449 254 132	305 417 022	68,0	897 215 708	0,1	-0,1
44	AGRICULTURE	10 598 253 199	9 984 734 571	94,21	9 170 000 550	4 585 000 275	3 727 697 353	81,3	24 121 147 200	1,4	163,0
46	INDUSTRIE	6 948 073 189	6 956 248 496	100,12	11 418 791 386	5 709 395 693	3 743 971 636	65,6	11 986 279 983	0,7	5,0
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	24 068 177 012	36 845 445 808	153,09	39 021 536 679	19 510 768 340	17 804 218 994	91,3	55 307 446 600	3,3	41,7
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	4 569 591 906	1 315 463 545	28,79	2 615 042 899	1 307 521 450	555 047 740	42,5	9 668 694 720	0,6	269,7
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS	35 678 520 189	9 139 301 425	25,62	2 180 442 529	1 090 221 265	4 029 559 638	369,6	18 703 894 981	1,1	757,8
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	95 219 561 125	63 622 833 776	66,82	61 737 519 879	30 868 759 940	55 912 995 872	181,1	78 158 640 160	4,6	26,6
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	104 364 403 182	203 510 167 622	195,00	109 508 204 708	54 754 102 354	73 164 505 206	133,6	245 837 691 542	14,5	124,5
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	1 754 523 030	172 032 581	9,81	174 993 956	87 496 978	79 843 875	91,3	1 153 198 040	0,1	559,0
57	TOURISME	11 029 272 915	1 055 599 411	9,57	865 315 194	432 657 597	394 814 312	91,3	2 911 452 016	0,2	236,5
58	CULTURE ET ARTS	219 066 004	537 050 048	245,15	793 734 105	396 867 053	502 637 516	126,7	794 541 585	0,0	0,1
60	SPORTS ET LOISIRS	2 366 078 184	2 249 233 031	95,06	2 934 927 941	1 467 463 971	1 430 362 521	97,5	2 991 902 526	0,2	1,9
62	EMPLOI ET TRAVAIL	29 340 173 297	22 840 958 307	77,85	11 325 648 690	5 662 824 345	5 152 527 521	91,0	54 319 206 380	3,2	379,6
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	11 067 497 100	2 909 208	0,03	0	0	0		0	0,0	
64	AFFAIRES SOCIALES	0	4 449 017		0	0	3 485 727		0	0,0	
82	PECHE ET ELEVAJE								5 963 742 125	0,4	
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	16 363 976 467	18 733 885 561	114,48	17 627 929 362	8 813 964 681	8 043 033 193	91,3	21 246 041 202	1,3	20,5
II.	RECETTES JUDICIAIRES	54 654 272 105	41 421 970 005	75,79	38 405 371 320	19 202 685 660	17 583 259 955	91,6	81 596 991 496	4,8	112,5
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	1 692 224 965	853 197 191	50,42	921 161 887	460 580 944	380 093 220	82,5	1 330 744 168	0,1	44,5
85	POLICE NATIONALE	46 754 104 432	36 262 086 819	77,56	34 404 446 562	17 202 223 281	15 615 467 595	90,8	77 021 414 400	4,5	123,9
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	6 207 942 708	4 306 685 996	69,37	3 079 762 871	1 539 881 436	1 587 699 140	103,1	3 244 832 928	0,2	5,4
III.	RECETTES DOMANIALES	660 678 764 376	525 302 310 540	79,51	754 158 498 911	377 079 249 456	333 902 219 743	88,5	823 419 331 693	48,5	9,2
27	DEFENSE NATIONALE	813 581 503	2 471 254 028	303,75	2 247 463 761	1 123 731 881	1 116 695 663	99,37	2 376 419 171	0,1	5,7
43	URBANISME ET HABITAT	13 564 499 150	3 958 102 408	29,18	2 490 643 359	1 245 321 680	1 273 277 009	102,2	2 602 238 082	0,2	4,5
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)	538 267 800 918	405 025 207 787	75,25	609 867 662 225	304 933 831 113	234 220 435 696	76,8	661 323 790 743	39,0	8,4
49	HYDROCARBURES	30 859 120 519	12 202 658 128	39,54	20 800 307 641	10 400 153 821	10 129 256 113	97,4	20 853 943 188	1,2	0,3
55	AFFAIRES FONCIÈRES	33 250 368 257	30 250 967 266	90,98	36 407 402 759	18 203 701 380	16 611 477 324	91,3	52 100 347 710	3,1	43,1
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	43 923 394 029	71 394 120 923	162,54	82 345 019 166	41 172 509 583	70 551 077 938	171,4	84 162 592 799	5,0	2,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	14 195 680 672	13 167 008 790	92,75	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	2,1	137,8
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	14 195 680 672	13 167 008 790	92,75	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	2,1	137,8
V.	PART DES PROVINCES	0	0		0	0			0		
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	1 207 596 113 494	1 066 446 615 633	88,3	1 191 132 845 470	595 566 422 735	578 760 372 635	97,2	1 697 194 757 740	100,0	42,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
1.1.1.3	RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS										
1.1.1.3.1	DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)										
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	17 036 485 714	16 623 653 622	97,6	11 011 272 781	5 505 636 391	5 024 074 618	91,3	20 737 759 420	0,1	88,3
	27 420 000 Droits administratifs	16 600 819 714	16 623 620 790	100,1	10 768 332 164	5 384 166 082	5 024 074 618	93,3	20 308 690 920	0,1	88,6
	27 421 100 Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport	272 295 000	0		151 837 885	75 918 943	0		257 441 100	0,0	69,5
	27 421 200 Droits de légalisation par la représentation diplomatique ou consulaire	12 670 794	125 559 293	990,9	0	0	0		51 695 000	0,0	
	27 421 500 Taxe de délivrance de la Note verbale	2 378 043	3 108 703	130,7	1 326 051	663 025	536 608	80,9	2 377 970	0,0	79,3
	27 421 600 Droits de délivrance du Passeport ordinaire	12 539 184 750	16 492 056 081	131,5	8 356 144 958	4 178 072 479	4 998 437 706	119,6	15 456 805 000	0,1	85,0
	27 421 710 Droits de délivrance des Visas d'entrée	3 774 291 127	0	0,0	2 251 957 747	1 125 978 873	0	0,0	4 540 371 850	0,0	101,6
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	435 666 000	32 832	0,0	242 940 617	121 470 308	0	0,0	429 068 500	0,0	76,6
	27 012 211 (Droits de délivrance du Formulaire de demande de passeport)	0	32 832			0	0		0		
	27 012 220 Droits d'octroi de la Carte consulaire	326 754 000	0		182 205 462	91 102 731	0	0,0	313 271 700	0,0	71,9
	27 012 284 Droits sur les actes d'état civil délivrés à l'étranger par les ambassades et consulats de la RDC	108 912 000	0		60 735 154	30 367 577	0	0,0	115 796 800	0,0	90,7
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	499 887 551	539 927 549	108,0	413 509 827	206 754 914	234 297 318	113,3	478 841 132	0,0	15,8
	17 134 700 (Droits de délivrance ou de renouvellement de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport)	30 861 608	40 575 473	131,5	17 353 590,4	8 676 795	13 455 575	155,1	40 391 758	0,0	132,8
	27 426 000 Droits administratifs d'autorisation d'exploitation	157 552 303	144 528 589	91,7	88 592 213	44 296 106	30 616 465	69,1	155 402 906	0,0	75,4
	27 426 820 Droits de délivrance du Permis d'exploitation d'une société de gardiennage	157 552 303	144 528 589	91,7	88 592 212,6	44 296 106	30 616 465	69,1	155 402 906	0,0	75,4
	27 420 000 Droits administratifs	199 840 869	175 824 037	1 478,0	53 078 227	26 539 113	178 407 629	672,2	172 936 640	0,0	225,8
	27 426 110 Redevance annuelle d'exploitation d'une société de gardiennage	175 328 548	174 907 437	99,8	46 567 693,8	23 283 847	177 401 464	761,9	172 936 640	0,0	271,4
	17 181 000 Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises	111 632 771	178 999 450	160,3	29 649 939	14 824 969	11 817 650	79,7	110 109 828	0,0	271,4
	17 182 500 Droits de vente de la carte d'identité								110 109 828	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	50 721 758 264	2 953 592 642	5,8	18 977 618	9 488 809	8 658 851	91,3	6 650 491 961	0,0	34 943,9
	27 022 300 Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours	50 532 967 064	2 952 056 642	5,8	18 906 982	9 453 491	6 501 223	68,8	6 547 101 961	0,0	34 528,0
	27 022 321 Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique	145 587 064	16 221 911	11,1	54 471,6	27 236	6 501 223	23 870,1	64 101 800	0,0	117 579,3
	27 022 360 Droits de dépôt des candidatures aux élections	50 387 380 000	2 935 834 731	5,8	18 852 509,9	9 426 255	0	0,0	6 483 000 161	0,0	34 288,0
	37 440 000 Amendes transactionnelles	188 791 200	1 536 000	0,8	70 636	35 318	2 157 629	6 109,1	103 390 000	0,0	146 269,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	188 791 200	1 536 000	0,8	70 636,5	35 318	2 157 629	6 109,1	103 390 000	0,0	146 269,1
27	DEFENSE NATIONALE	813 581 503	2 471 254 028	303,8	2 247 463 761	1 123 731 881	1 116 695 663	99,4	2 376 419 171	0,0	5,7
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	813 581 503	2 471 254 028	303,8	2 247 463 761	1 123 731 881	1 116 695 663	99,4	2 376 419 171	0,0	5,7
	17 136 228 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de minage	692 643 712	2 010 570 623	290,3	1 653 133 642,7	826 566 821	1 046 342 852	126,6	1 985 088 021	0,0	20,1
	17 136 326 Taxe d'agrément des dépôts d'explosifs (mine ou carrière)	10 994 345	422 565 043	3 843,5	153 612 999,8	76 806 500	56 066 867	73,0	10 855 950	0,0	-92,9
	17 135 300 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de l'importation, fabrication, achat, vente, transport ou emmagasinage des produits explosifs	76 960 412	0		261 025 144,7	130 512 572	0	0,0	287 424 200	0,0	10,1
	17 136 322 Taxe d'agrément de boutefeu	32 983 034	38 118 362		179 691 973,9	89 845 987	14 285 945	15,9	93 051 000	0,0	-48,2
29	ÉCONOMIE NATIONALE	10 747 470 662	1 534 000 760	14,3	12 916 590 977	6 458 295 489	301 234 855	4,7	14 322 466 764	0,1	10,9
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	309 454 190	982 798 262	317,6	636 717 798	318 358 899	155 956 083	49,0	4 773 373 822	0,0	649,7
	17 136 223 Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	309 454 190	982 798 262	317,6	636 717 797,8	318 358 899	155 956 083	49,0	4 773 373 822	0,0	649,7
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	250 000 000	0		5 754 095	2 877 048	0	0,0	54 883 746	0,0	853,8
	27 012 233 Droits de vente d'une revue économique	250 000 000	0		5 754 095,4	2 877 048	0	0,0	54 883 746	0,0	853,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	10 188 016 472	551 202 498	5,4	12 274 119 084	6 137 059 542	145 278 772	2,4	9 494 209 196	0,1	-22,6
	37 444 000 Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	10 188 016 472	551 202 498	5,4	12 274 119 083,8	6 137 059 542	145 278 772	2,4	9 494 209 196	0,1	-22,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
30	FINANCES		394 078 688	6 734 569 426	1 708,9	249 562 977	124 781 489	113 867 220	91,3	258 977 604	0,0	3,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles	185 160 600	6 658 454 578	3 596,0	249 562 977	124 781 489	74 406 958	59,6	255 569 869	0,0	2,4
	37 442 000	Astreintes pour défaut ou retard de transmission des tableaux de synthèse exigés par le système comptable	185 160 600	966 964 163	522,2	249 562 977,0	124 781 489	73 978 304	59,3	224 976 640	0,0	-9,9
	37 443 000	Amendes pour non respect de la législation de change		5 031 642 139			0	428 654		30 593 229	0,0	
	27 482 000	Restitution au Trésor Public	173 550 588	72 635 348	41,9		0	39 080 262		3 407 734	0,0	
	27 482 100	Droits sur le recouvrement de débet comptable	0	536 600			0	572 700		3 407 734	0,0	
	27 482 300	Droits su la récupération des sommes indûment payées par le Trésor public	0	69 098 284			0	37 749 072		0	0,0	
	27 482 400	Droits sur le remboursement des créances des biens nationalisés	173 550 588	3 000 464	1,7		0	758 490		0	0,0	
31	BUDGET		1 000 000 000	166 963 570	16,7	405 183 666	202 591 833	36 175 045	17,9	415 018 440	0,0	2,4
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 000 000 000	166 963 570	16,7	405 183 666	202 591 833	36 175 045	17,9	415 018 440	0,0	2,4
	27 012 281	Droits de vente de Dossier d'Appel d'Offres(DAO)	1 000 000 000	166 963 570	16,7	405 183 666,0	202 591 833	36 175 045	17,9	240 503 357	0,0	-40,6
	27 012 282	Droits sur dossier de marché passé par la procédure de gré à gré								174 515 083	0,0	
32	PLAN		75 795 291	51 832 433	68,4	44 874 727	22 437 364	60 677 201	270,4	4 395 482 866	0,0	9 695,0
	17 136 300	Taxes d'agrément	35 520 389	4 599 449	12,9	43 961 840	21 980 920	2 958 295	13,5	4 395 482 866	0,0	9 898,4
	17 136 381	Taxe d'agrément pour la distribution de l'aide alimentaire	35 520 389	4 599 449	12,9	43 961 840,2	21 980 920	2 958 295	13,5	4 395 482 866	0,0	9 898,4
	27 420 000	Droits administratifs	40 274 902	47 232 984	117,3	912 887	456 443	57 718 905	12 645,4	0	0,0	-100,0
	27 427 220	Droits d'enregistrement d'une association sans but lucratif	40 274 902	47 232 984	117,3	912 886,8	456 443	57 718 905	12 645,4		0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX		1 692 224 965	853 197 191	50,4	921 161 887	460 580 944	380 093 220	82,5	1 330 744 168	0,0	44,5
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	122 056 400	239 686 243	196,4	61 445 442	30 722 721	86 262 656	280,8	144 397 780	0,0	135,0
	27 012 111	Droits de vente d'un bien saisi et confisqué	29 552 000	758 100	2,6	5 450 862,1	2 725 431	1 984 850	72,8	24 242 331	0,0	344,7
	27 022 540	Quotité du Trésor Public sur la vente du journal officiel	92 504 400	71 893 774	77,7	0,0	0	1 923 850		111 803 626	0,0	
	27 022 570	Droits d'insertion payante dans le journal officiel d'un document dactylographié ou manuscrit	0	167 034 369		55 994 579,7	27 997 290	82 353 956	294,1	8 351 823	0,0	-85,1
	27 022 000	Vente résiduelle des services des établissements non marchands	578 340 675	496 333 142	85,8	190 073 893	95 036 946	244 386 736	257,1	270 116 714	0,0	42,1
	27 022 220	Droits d'authentification de document	35 383 425	215 931 780	610,3	19 402 088,6	9 701 044	127 827 910	1 317,7	38 626 504	0,0	99,1
	27 022 331	Droits relatifs au fonctionnement d'une Association Sans But Lucratif	160 173 750	91 688 787	57,2	31 480 839,9	15 740 420	55 909 749	355,2	81 367 930	0,0	158,5
	27 425 710	Droits sur l'acte relatif à la nationalité congolaise	382 783 500	180 843 147	47,2	139 190 964,3	69 595 482	53 077 496	76,3	150 122 280	0,0	7,9
	27 484 000	Recettes diverses	753 155 390	112 347 256	14,9	669 642 552	334 821 276	45 750 128	13,7	916 229 674	0,0	36,8
	27 484 300	Droits pour la censure d'une chanson ou d'un spectacle	26 907 375	46 124 110	171,4	40 430 528,8	20 215 264	22 315 205	110,4	73 934 189	0,0	82,9
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	726 248 015	66 108 646	9,1	629 212 023,6	314 606 012	21 744 958	6,9	842 295 485	0,0	33,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	238 672 500	4 830 550	2,0	0	0	3 693 700		0	0,0	
	37 448 300	Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude	238 672 500	4 830 550	2,0	0,0	0	3 693 700		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
37	SANTE	24 130 560 579	79 867 527 999	331,0	86 876 751 232	43 438 375 616	39 638 949 053	91,3	166 266 589 318	1,1	91,4	
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	332 020 361	1 282 265 940	386,2	916 367 574	458 183 787	23 020 940 029	5 024,4	1 428 430 149	0,0	55,9
	17 135 120	Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques	256 843 869	1 201 108 121	467,6	838 468 876	419 234 438	462 182 664	110,2	1 327 507 152	0,0	58,3
	17 135 250	Taxe sur autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique, d'analyse clinique et bio médical, d'imagerie médicale et radiodiagnostic	75 176 492	71 327 604	94,9	77 898 698	38 949 349	38 729 342	99,4	100 922 998	0,0	29,6
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	16 076 723 578	2 966 920 235	18,5	2 345 252 998	1 172 626 499	1 155 581 516	98,5	5 492 792 068	0,0	134,2
	17 153 140	Taxe sur l'autorisation d'importation de médicament ou de tabac	16 076 723 578	2 966 920 235	18,5	2 345 252 998	1 172 626 499	1 155 581 516	98,5	5 492 792 068	0,0	134,2
	27 420 000	Droits administratifs	1 186 346 570	69 483 709 776	5 856,9	69 588 487 720	34 794 243 860	11 795 628 220	33,9	138 587 830 746	0,9	99,2
	27 423 400	Taxe de contrôle sanitaires aux postes frontaliers des produits d'origine toxique, toxiques, soporifiques et stupéfiants		7 075 014 366		62 916 571 270	31 458 285 635	1 028 588 429	3,3	129 500 184 434	0,9	105,8
	27 423 300	Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés	0	110 757 973		0,0	0	13 936 701		0		
	27 425 720	Taxe pour la délivrance du certificat international de vaccination	1 029 056 400	985 067 200	95,7	1 472 571 292,1	736 285 646	350 171 384	47,6	1 068 704 041	0,0	-27,4
	27 425 833	Taxe sur la désinfection et le contrôle sanitaire de friperie		53 800 191 795		3 434 848 228,8	1 717 424 114	8 619 145 154	501,9	8 018 942 271	0,1	133,5
	27 428 140	Droit d'enregistrement de professionnel de la santé	2 569 000	53 630 135	2 087,6	0,0	0	54 133 363		0	0,0	
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	6 524 738 945	6 043 528 250	92,6	13 847 263 548	6 923 631 774	3 398 435 304	49,1	20 757 536 355	0,1	49,9
	27 022 222	Droits d'Authentification des titres scolaires des Instituts Techniques Médicaux	633 965	2 463 376	388,6	0,0	0	274 399		216 930	0,0	
	27 425 832	Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de véhicules d'occasion à l'importation et véhicule routier transfrontalier	6 524 104 980	6 018 575 995	92,3	13 847 263 547,8	6 923 631 774	3 398 160 905	49,1	20 757 319 425	0,1	49,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	10 731 125	91 103 798	849,0	179 379 392	89 689 696	268 363 984	299,2	0	0,0	-100,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	10 731 125	91 103 798	849,0	179 379 391,5	89 689 696	268 363 984	299,2	0,0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	19 495 477 886	336 237 390	1,7	1 174 350 490	587 175 245	78 295 455	13,3	8 470 308 462	0,1	621,3
	17 136 300 Taxes d'agrément	353 983 500	14 974 080	4,2	21 322 929	10 661 465	9 846 400	92,4	444 577 000	0,0	1 985,0
	17 136 334 <i>Taxe d'agrément d'un établissement privé d'enseignement supérieur et universitaire</i>	353 983 500	14 974 080	4,2	21 322 929	10 661 465	9 846 400	92,4	444 577 000	0,0	1 985,0
	27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	19 141 494 386	313 011 138	1,6	1 153 027 561	576 513 780	67 136 355	11,6	8 025 731 462	0,1	596,1
	27 022 232 <i>Droits pour l'octroi d'équivalence de diplôme</i>	1 179 945	23 835 203	2 020,0	337 225	168 613	10 344 490	6 135,1	1 447 460	0,0	329,2
	27 022 223 <i>Droits d'authentification d'un titre académique d'une université ou d'un institut supérieur</i>	2 069 442	217 246 799	10 497,8	1 617 570	808 785	44 583 310	5 512,4	2 605 428	0,0	61,1
	27 022 411 <i>Taxe de délivrance d'une attestation en vue d'une exonération pour frais d'études</i>	7 261 200	3 639 033	50,1	341 167	170 583	821 750	481,7	15 467 144	0,0	4 433,6
	27 022 483 <i>Taxe de délivrance d'une attestation d'exonération pour rapatriement de l'étranger des effets personnels d'un diplômé</i>	5 663 736	0		437 393	218 697		0,0		0,0	-100,0
	27 022 233 <i>Droits d'enterinement ou d'homologation de titre académique</i>	19 125 320 063	0		1 150 294 205	575 147 103	0		8 006 211 430	0,1	596,0
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	8 252 172		0	0	1 312 700		0		
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles administratifs</i>	0	8 252 172		0	0	1 312 700		0		

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE		13 929 606	12 060 910	86,6	5 101 128	2 550 564	2 327 473	91,3	17 047 562	0,0	234,2
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	9 456 827	11 426 410	120,8	3 463 162	1 731 581	1 320 708	76,3	11 042 052	0,0	218,8
	17 136 171	Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique	5 100 515	2 834 210	55,6	1 867 847,6	933 924	495 000	53,0	6 079 332	0,0	225,5
	17 136 172	Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche	4 356 312	8 592 200	197,2	1 595 314,7	797 657	825 708	103,5	4 962 720	0,0	211,1
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	1 951 265	585 000	30,0	714 568	357 284	906 741	253,8	3 153 395	0,0	341,3
	27 416 210	Taxe d'enregistrement des résultats en matière de recherche scientifique	1 951 265	585 000	30,0	714 568,0	357 284	906 741	253,8	3 153 395	0,0	341,3
	27 420 000	Droits administratifs	363 026	49 500	13,6	434 212	217 106	100 024	46,1	413 560	0,0	-4,8
	27 428 160	Droits d'octroi ou de renouvellement de la carte de chercheur indépendant	363 026	49 500	13,6	434 212,4	217 106	100 024	46,1	413 560	0,0	-4,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles	2 158 488	0	0,0	489 185	244 593	0	0,0	2 438 555	0,0	398,5
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratifs	2 158 488	0	0,0	489 185,3	244 593	0	0,0	2 438 555	0,0	398,5
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		364 785 300	764 647 589	209,6	898 508 263	449 254 132	305 417 022	68,0	897 215 708	0,0	-0,1
	27 021 000	Ventes de services des établissements marchands	2 215 300	68 011 663	3 070,1	2 804 573	1 402 286	43 589 990	3 108,5	136 784 970	0,0	4 777,2
	27 021 100	Droits relatifs aux prestations diverses	2 215 300	68 011 663	3 070,1	2 804 572,6	1 402 286	43 589 990	3 108,5	136 784 970	0,0	4 777,2
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	362 570 000	145 373 874	40,1	672 319 486	336 159 743	32 660 396	9,7	760 430 738	0,0	13,1
	27 012 112	Droits de Vente de matériel ou mobilier déclassé	362 570 000	141 797 683	39,1	672 319 486,2	336 159 743	32 660 396	9,7	760 430 738	0,0	13,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	175 093 072		223 384 204	111 692 102	3 910 650	3,5	0	0,0	-100,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	0	175 093 072		223 384 204,3	111 692 102	3 910 650	3,5	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
43	URBANISME ET HABITAT	13 564 499 150	3 958 102 408	29,2	2 490 643 359	1 245 321 680	1 273 277 009	102,2	2 602 238 082	0,0	4,5
	17 136 100 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	7 283 630 979	3 005 635 695	41,3	1 154 021 642	577 010 821	1 088 026 622	188,6	2 223 635 776	0,0	92,7
	17 136 143 Autorisation de transformation d'immeuble à étage		66 860 480		0,0	0	214 820 163		439 035 029	0,0	
	17 136 142 Taxe sur permis de construire (autorisation de bâtir) un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	5 376 013 341	2 798 548 230	52,1	666 285 815,0	333 142 908	734 655 582	220,5	1 501 439 764	0,0	125,3
	27 428 223 Taxe sur établissement d'avis urbanistique sur la concession foncière de 50 ares et plus pour la terre urbaine ou de 10 ha et plus pour la terre rurale	1 907 617 637	0		487 735 826,6	243 867 913	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 428 231 Taxe sur morcellement d'une parcelle ou d'une concession foncière de 50 ares et plus pour les terres urbaines ou de 10 ha et plus pour les terres rurales				0,0	0			2 258 325	0,0	
	17 136 141 Taxe sur permis de démolir un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages		119 271 769		0,0	0	137 445 877		280 902 657	0,0	
	27 415 100 Loyers	4 893 509 890	588 260 168	12,0	1 097 922 032	548 961 016	180 401 347	32,9	368 692 164	0,0	-66,4
	27 415 221 Droits de location de maison du domaine privé de l'État relevant du Pouvoir Central	4 893 509 890	588 260 168	12,0	1 097 922 031,9	548 961 016	180 401 347	32,9	368 692 164	0,0	-66,4
	37 440 000 Amendes transactionnelles	1 387 358 282	358 969 620	25,9	238 699 686	119 349 843	4 849 040	4,1	9 910 142	0,0	-95,8
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	1 387 358 282	358 969 620	25,9	238 699 685,5	119 349 843	4 849 040	4,1	9 910 142	0,0	-95,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
44	AGRICULTURE	10 598 253 199	9 984 734 571	94,2	9 170 000 550	4 585 000 275	3 727 697 353	81,3	24 121 147 200	0,2	163,0
	17 134 000 Taxes sur la détation ou l'utilisation des biens et services	73 983 735	99 792 145	134,9	41 980 766	20 990 383	1 141 516	5,4	2 826 173 527	0,0	6 632,1
	17 135 231 <i>Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente d'intrants agricoles</i>	3 254 730	497 650	15,3	2 444 586	1 222 293	396 230	32,4	2 826 173 527	0,0	115 509,5
	27 423 000 Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	370 643 637	696 156 401	187,8	2 177 392 013	1 088 696 007	310 482 011	28,5	6 954 662 668	0,0	219,4
	27 423 121 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation des végétaux, produits végétaux et produits d'origine végétale</i>	135 849 600	341 403 432	251,3	73 374 610	81 619 485	212 862 791	260,8	189 217 519	0,0	157,9
	27 423 122 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation des produits phytosanitaires ou intrants agricoles</i>	100 283 020	319 581 491	318,7	20 217 075	10 108 537	32 938 709	325,9	2 986 401 767	0,02	14 671,68
	27 423 123 <i>Taxe sur l'Autorisation d'exportation des végétaux, des produits végétaux et produits d'origine végétale</i>	16 273 650	11 214 632	68,9	6 009 128	3 004 564	36 855 957	1 226,7	3 779 043 382	0,03	62 788,39
	27 420 000 Droits administratifs	9 680 438 189	6 795 679 457	70,2	6 619 050 597	3 309 525 299	3 292 115 537	99,5	14 034 563 284	0,1	112,0
	27 425 110 <i>Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire de végétaux</i>	3 644 194	355 730 644	9 761,6	15 969 402	7 984 701	14 551 795	182,2	73 635 409	0,0	361,1
	27 425 140 <i>Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers des végétaux, produits végétaux, produits d'origine végétale, produits phytosanitaires ou intrants agricoles</i>	6 431 138 462	931 805 571	14,5	3 517 815 714	1 758 907 857	1 099 690 604	62,5	11 865 600 002	0,1	237,3
	27 425 122 <i>Taxe à l'exportation sur la délivrance d'un certificat phytosanitaire ou d'origine</i>	126 126 416	21 535 361	17,1	12 650 795	6 325 397	30 423 765	481,0	2 082 731 061	0,0	16 363,2
	27 423 220 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation de denrées alimentaires d'origine minérale</i>	2 914 368 708	5 118 806 934	175,6	0	0	2 001 085 746		12 596 811	0,0	
	27 022 400 Ventes de services des établissements non marchands	443 187 639	878 220 907	198,2	304 371 923	152 185 962	119 712 321	78,7	267 886 123	0,0	-12,0
	27 022 432 <i>Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers de végétaux , produits végétaux et produits d'origine végétale</i>	91 284 807	62 548 009	68,5	16 956 723	8 478 361	40 859 654	481,9	82 548 632	0,0	386,8
	27 022 435 <i>Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers</i>	351 456 032	756 580 028	215,3	283 817 706	141 908 853	61 881 903	43,6	185 337 491	0,0	-34,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles	30 000 000	1 514 885 661	5 049,6	27 205 250	13 602 625	4 245 968	31,2	37 861 598	0,0	39,2
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	30 000 000	1 514 885 661	5 049,6	27 205 250	13 602 625	4 245 968	31,2	37 861 598	0,0	39,2

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
46	INDUSTRIE		6 948 073 189	6 956 248 496	100,1	11 418 791 386	5 709 395 693	3 743 971 636	65,6	11 986 279 983	0,1	5,0
	17 134 500	Taxes relatives à la métrologie légale	2 933 034 669	3 674 583 099	125,3	5 014 743 840	2 507 371 920	1 650 590 056	65,8	4 368 720 765	0,0	-12,9
	17 134 510	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	192 331 035	888 680 672	462,1	486 255 521,7	243 127 761	761 371 053	313,2	77 811 314	0,0	-84,0
	17 134 520	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	314 954 550	467 639 833	148,5	538 092 204,8	269 046 102	248 865 684	92,5	214 017 300	0,0	-60,2
	17 134 530	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	276 833 250	99 220 263	35,8	473 203 295,1	236 601 648	9 710 350	4,1	201 610 500	0,0	-57,4
	17 134 540	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le môle comme unité de masse	22 691 250	0	0,0	75 562 857,4	37 781 429	10 599 700	28,1	15 508 500	0,0	-79,5
	17 134 550	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	234 627 525	66 342 927	28,3	400 919 788,2	200 459 894	6 142 450	3,1	316 993 740	0,0	-20,9
	17 134 560	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant unité de température	142 410 285	352 500	0,2	243 304 516,3	121 652 258	0	0,0	76 765 141	0,0	-68,4
	17 134 570	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	9 076 500	156 210 412	1 721,0	139 013 185,4	69 506 593	17 887 236	25,7	6 203 400	0,0	-95,5
	17 134 580	Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	1 729 218 474	1 848 033 415	106,9	2 637 135 295,5	1 318 567 648	539 334 059	40,9	3 444 509 150	0,0	30,6
	17 134 610	Taxe relative à la normalisation	10 891 800	148 103 078	1 359,8	21 257 176,0	10 628 588	56 679 523	533,3	15 301 720	0,0	-28,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
46	INDUSTRIE (suite)											
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	3 261 063 066	3 020 714 400	92,6	5 114 568 938	2 557 284 469	2 034 905 412	79,6	6 691 698 563	0,0	30,8
	27 416 310	Taxe relative à la protection de la propriété industrielle	3 261 063 066	3 020 714 400	92,6	1 777 123 034	888 561 517	847 227 076	95,3	998 478 586	0,0	-43,8
	27 416 330	Taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle	2 122 221 241	178 182 658	8,4	3 337 445 904,8	1 668 722 952	1 187 678 336	71,2	5 693 219 977	0,0	70,6
	27 428 000	Autres droits administratifs	10 891 800	43 331 756	397,8	18 608 375,6	9 304 188	28 470 748	306,0	46 939 060	0,0	152,2
	27 012 236	Droits sur la vente du recueil des normes	10 891 800	43 331 756	397,8	18 608 375,6	9 304 188	28 470 748	306,0	46 939 060	0,0	152,2
	37 440 000	Amendes transactionnelles	743 083 654	217 459 241	29,3	1 270 870 232	635 435 116	30 005 420	4,7	878 921 595	0,0	-30,8
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	743 083 654	217 459 241	29,3	1 270 870 231,6	635 435 116	30 005 420	4,7	878 921 595	0,0	-30,8
47	COMMERCE EXTÉRIEUR		24 068 177 012	36 845 445 808	153,1	39 021 536 679	19 510 768 340	17 804 218 994	91,3	55 307 446 600	0,4	41,7
	17 136 220	Taxes diverses produits sur l'exercice des activités professionnelles	585 513 661	454 238 177	77,6	939 384 127	469 692 064	2 030 917 709	432,4	10 618 153 000	0,1	1 030,3
	17 136 224	Taxe sur l'octroi du numéro import / export (personne physique/personne morale)	585 513 661	443 382 023	75,7	939 384 127,1	469 692 064	2 030 917 709	432,4	10 618 153 000	0,1	1 030,3
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	104 028 150	124 756 732	119,9	134 693 520	67 346 760	789 940 164	1 172,9	148 881 600	0,0	10,5
	17 153 240	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des mitrilles (personne physique/personne morale)	104 028 150	124 756 732	119,9	134 693 520,4	67 346 760	789 940 164	1 172,9	148 881 600	0,0	10,5
	27 420 000	Droits administratifs	1 950 127 609	4 467 272 404	229,1	9 922 335 125	4 961 167 562	37 748 479	0,8	0	0,0	-100,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	21 428 507 591	31 799 178 495	148,4	28 025 123 907	14 012 561 953	14 945 612 642	106,7	44 540 412 000	0,3	58,9
	37 445 000	Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce	21 428 507 591	31 799 178 495	148,4	28 025 123 906,8	14 012 561 953	14 945 612 642	106,7	44 540 412 000	0,3	58,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI)	538 267 800 918	405 025 207 787	75,2	609 867 662 225	304 933 831 113	234 220 435 696	76,8	661 323 790 743	4,5	8,4
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	3 069 846 867	1 153 925 405	37,6	970 497 338	485 248 669	1 821 424 372	375,4	2 992 172 770	0,0	208,3
	17 136 131 <i>Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autre que des produits d'exploitation artisanale</i>	0	10 138 105		0,0	0	18 208 825		0	0,0	
	17 136 312 <i>Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière</i>	56 464 643	31 558 590	2,4	26 170 616,9	13 085 308		0,0	62 034 000	0,0	137,0
	17 136 323 <i>Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières</i>	67 757 571	182 013 078	268,6	66 738 706,1	33 369 353	167 466 301	501,9	93 051 000	0,0	39,4
	17 136 327 <i>Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale</i>	213 375 387	103 035 629	48,3	61 064 772,4	30 532 386	10 154 973	33,3	144 746 000	0,0	137,0
	17 136 214 Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 116 743 341	818 672 025	38,7	423 963 991,5	211 981 996	1 615 031 971	761,9	1 761 831 770	0,0	315,6
	17 136 225 <i>Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant (cassiterite)</i>	0			0,0	0	10 562 302		0	0,0	
	27 418 110 <i>Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands</i>	615 505 925	7 170 227	1,16	392 559 251,4	196 279 626	0	0,0	930 510 000	0,0	137,0
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	358 946 642	311 306 635	86,73	67 157 297	33 578 649	124 035 562	369,4	175 142 660	0,0	160,8
	17 153 220 <i>Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut</i>	320 477 522	220 401 504	68,77	50 581 912	25 290 956	107 353 843	424,5	75 681 480	0,0	49,6
	17 153 210 <i>Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant</i>	38 469 120	90 905 131	236,31	16 575 385,6	8 287 693	16 681 719	201,3	99 461 180	0,0	500,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)										
	27 415 000 Loyers	519 201 329 873	380 694 335 262	73,3	588 713 703 613	294 356 851 806	223 994 101 149	76,1	633 566 493 408	4,3	7,6
	27 415 422 <i>Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation</i>	12 728 033 295	9 286 365 429	73,0	8 271 436 557,3	4 135 718 279	2 913 367 813	70,4	20 131 794 766	0,1	143,4
	27 415 424 <i>Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets</i>	218 307 742	8 329 558	3,8	110 102 698,1	55 051 349	93 746 197	170,3	256 651 200	0,0	133,1
	27 415 423 <i>Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines</i>	717 233 834	147 970 696	20,6	528 994 203,1	264 497 102	223 414 762	84,5	1 067 917 378	0,0	101,9
	27 415 421 <i>Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche</i>	3 286 789 786	626 105 149	19,0	1 717 735 359,5	858 867 680	1 047 680 296	122,0	1 964 887 662	0,0	14,4
	27 415 410 <i>Redevance minière</i>	498 830 451 586	368 692 816 462	73,9	577 188 474 399,7	288 594 237 200	212 462 792 959	73,6	609 332 855 478	4,2	5,6
	27 415 430 <i>Redevance pour acheteur supplémentaire</i>	1 919 797 859	1 028 691 527	53,6	484 156 410,1	242 078 205	262 140 020	108,3	620 340 000	0,0	28,1
	27 415 441 <i>Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèque, de cession, d'amodiation, de contrat d'option et/ou de transmission</i>	792 748 771	40 944 718	5,2	37 829 626,3	18 914 813	1 276 615 110	6 749,3	171 368 925	0,0	353,0
	27 415 442 <i>Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces</i>	707 967 000	347 268 461	49,1	374 974 358,5	187 487 179	98 213 754	52,4	20 678 000	0,0	-94,5
	27 021 000 Ventes des services des établissements marchands	506 842 458	609 105 761	120,2	424 508 301	212 254 151	289 484 848	136,4	104 682 375	0,0	-75,3
	27 021 300 <i>Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses</i>	506 842 458	550 425 089	108,6	424 508 301,3	212 254 151	264 657 276	124,7	104 682 375	0,0	-75,3
	27 420 000 Droits administratifs	2 500 176 860	6 623 824 505	264,9	1 664 924 251	832 462 125	3 000 353 909	360,4	1 985 088 000	0,0	19,2
	27 426 160 <i>Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries</i>	1 535 689 334	6 343 523 324	413,1	879 805 747,8	439 902 874	2 992 227 269	680,2	723 730 000	0,0	-17,7
	27 426 185 <i>Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands</i>	964 487 526	280 130 742	29,0	785 118 502,8	392 559 251	0	0,0	1 261 358 000	0,0	60,7
	27 011 000 Ventes de biens des établissements marchands	0	0		0	0	34 819 147		0	0,0	
	27 011 300 <i>Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or, de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public</i>	0			0,0	0	34 819 147		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)											
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 097 802 523	4 702 429 542	428,3	22 385 521	11 192 761	35 032 944	313,0	3 288 236 238	0,0	14 589,1
	37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	0	32 155 712		0,0	0			434 238	0,0	
	37 441 000	<i>Amendes transactionnelles administratives</i>	1 097 802 523	4 670 273 830	425,4	22 385 521,2	11 192 761	35 032 944	313,0	3 287 802 000	0,0	14 587,2
	27 483 000	Caution	159 383 340	130 693 276	82,0	43 563 518	21 781 759	46 760 817	214,7	156 565 545	0,0	259,4
	27 483 100	<i>Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées</i>	159 383 340	130 693 276	82,0	43 563 517,9	21 781 759	34 376 918	157,8	146 226 545	0,0	235,7
	27 483 400	<i>Caution pour bureau d'études Géologique</i>				0,0				10 339 000	0,0	
	27 418 000	Autres revenus de la propriété	11 373 472 355	10 792 021 532	94,9	17 960 922 386	8 980 461 193	4 874 392 948	54,3	19 055 409 747	0,1	6,1
	27 428 271	<i>Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries</i>	0			12 212 954,5	6 106 477	16 343 059	267,6	24 813 600	0,0	103,2
	27 428 272	<i>Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands</i>	0			109 023 696,0	54 511 848	12 973 912	23,8	208 847 800	0,0	91,6
	27 428 273	<i>Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse</i>	0			0,0	0	2 663 484		0	0,0	
	27 415 482	<i>Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat</i>	0	0		2 355 355 508,5	1 177 677 754	0		5 583 060 000	0,0	137,0
	27 415 483	<i>Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat</i>	11 373 472 355	10 792 021 532	94,9	11 528 205 326,3	5 764 102 663	4 828 826 306	83,8	13 238 688 347	0,1	14,8
	17 136 251	<i>Taxe d'agrément de coopérative minière</i>				3 956 124 900,3	1 978 062 450				0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
49	HYDROCARBURES	30 859 120 519	12 202 658 128	39,5	20 800 307 641	10 400 153 821	10 129 256 113	97,4	20 853 943 188	0,1	0,3
0	1. DROITS ADMINISTRATIFS	30 859 120 519	12 202 658 128	39,5	20 800 307 641	10 400 153 821	10 129 256 113	97,4	20 853 943 188	0,1	0,3
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	959 204 520	2 612 597 454	272,4	1 361 830 608	680 915 304	1 224 469 653	179,8	1 055 405 120	0,0	-22,5
	17 153 110 Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers et des Bitumes	447 289 920	1 284 735 506	287,2	670 742 109,6	335 371 055	661 161 061	197,1	472 285 520	0,0	-29,6
	17 153 120 Taxe sur l'autorisation de Transport et stockage des produits pétroliers et bitumes	511 914 600	1 327 861 947	259,4	691 088 498,1	345 544 249	563 308 591	163,0	583 119 600	0,0	-15,6
	27 415 000 Loyers	29 352 603 049	9 554 603 982	32,6	19 176 183 597	9 588 091 798	8 903 987 461	92,9	19 795 436 079	0,1	3,2
	27 415 131 Redevances superficielles sur permis d'exploration	36 316 892	8 513 502 368	23 442,3	26 041 898,2	13 020 949	8 356 585 536	64 178,0	28 117 944	0,0	8,0
	27 415 133 Redevances superficielles sur concession pipeline	8 803 396 157	0		6 471 921 979,5	3 235 960 990		0,0	1 033 900 000	0,0	-84,0
	27 415 151 Bonus de signature des conventions pétrolières d'exploration-production	14 522 400 000	0		5 193 419 416,4	2 596 709 708	0		8 271 200 000	0,1	59,3
	27 415 156 Bonus de signature des conventions de pipe line		0		6 508 522 002,1	3 254 261 001	0		10 462 218 134	0,1	60,7
	27 415 141 Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers	1 179 945 000	660 909 460	56,01	650 852 200,2	325 426 100	109 001 698	33,5		0,0	-100,0
	27 415 163 Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers		212 454 729		0,0	0	421 838 120		0	0,0	
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	544 590 000	3 266 348	0,6	260 340 880	130 170 440	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 012 250 Droits de vente des rapports, cartes géologiques résultats de recherches géologiques, pétrolières et gazières	544 590 000	3 266 348	0,6	260 340 880,1	130 170 440		0,0		0,0	-100,0
	37 440 000 Amendes transactionnelles	2 722 950	32 190 345	1 182,2	1 952 557	976 278	799 000	81,8	3 101 989	0,0	58,9
	37 446 000 Amendes pour non-exécution de programme en matière d'hydrocarbures		5 537 884		0,0	0			0	0,0	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	2 722 950	26 652 461	978,8	1 952 556,6	976 278	799 000	81,8	3 101 989	0,0	58,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général)	4 569 591 906	1 315 463 545	28,8	2 615 042 899	1 307 521 450	555 047 740	42,5	9 668 694 720	0,1	269,7
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	0	736 675 552		966 077 325	483 038 662	419 004 578	86,7	5 057 321 850	0,0	423,5
	17 136 411 <i>Taxe d'agrément d'un organisme de contrôle de la qualité de l'eau de consommation</i>				58 655 211	29 327 605		0,0	303 966 600	0,0	418,2
	17 136 412 <i>Taxe d'agrément d'un fournisseur des équipements et appareillages des installations de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie ou de l'eau de consommation</i>				642 895 782	321 447 891		0,0	3 371 547 900	0,0	424,4
	17 136 413 <i>Taxe d'agrément d'un prestataire de service pour les études, la conception, le conseil, la surveillance et le contrôle, la maintenance, l'extension, la mise en normes, la rénovation sur l'installation de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ou de l'eau de consommation</i>				264 526 332	132 263 166		0,0	1 381 807 350	0,0	422,4
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	116 190 100	69 155 334	59,5	78 592 203	39 296 102	51 899 292	132,1	400 119 300	0,0	409,1
	17 153 130 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage de carbure de calcium</i>	116 190 100	36 100 000	31,1	78 592 203,5	39 296 102	17 899 292	45,5	400 119 300	0,0	409,1
	27 424 000 Droits administratifs	2 096 855 150	383 330 816	18,3	1 570 373 371	785 186 685	61 567 169	7,8	4 211 253 570	0,0	168,2
	27 422 220 <i>Taxe sur l'approbation d'une étude, d'un schéma et d'un plan des infrastructures de production et de transport d'eau et d'électricité</i>	25 077 000	18 508 441	73,8	24 560 063,6	12 280 032		0,0	94 601 850	0,0	285,2
	27 426 860 <i>Taxe d'homologation d'un permis des personnes physiques et morales, prestataires des services ou des travaux, non établies en République Démocratique du Congo</i>	0			137 825 298,0	68 912 649			697 882 500	0,0	406,4
	27 426 612 <i>Redevance sur l'exercice d'une activité ou le service public de production, de transport, d'importation, d'exportation ou de commercialisation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents</i>				839 871 459,7	419 935 730			2 839 619 796	0,0	238,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général) (SUITE)										
	27 426 621 Redevance sur l'utilisation de la ressource énergétique par les infrastructures de production de l'électricité d'intérêt national				23 709 435,7	11 854 718				0,0	-100,0
	27 426 622 Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents				151 938 544,7	75 969 272				0,0	-100,0
	27 426 623 Redevance sur la consommation de l'électricité par les usagers finaux				286 253 517,5	143 126 759				0,0	-100,0
	27 418 210 Frais d'instruction des dossiers des requérants, d'arbitrage, de rémunération des services de l'Autorité de Régulation				2 773 842,5	1 386 921			76 363 854	0,0	2 653,0
	27 012 241 Droit de vente des publications du ministère de l'Energie et ressources hydrauliques	185 736 980	0		69 808 369,0	34 904 184	0	0,0	300 244 560	0,0	330,1
	27 422 230 Taxe sur l'accès ou le raccordement aux réseaux de transport de l'électricité, des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents, pour immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	13 374 400	0		33 632 840,0	16 816 420	0	0,0	202 541 010	0,0	502,2
	37 440 000 Amendes transactionnelles	2 356 546 656	107 329 273	4,6	0	0	9 957 851		0	0,0	
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	2 356 546 656	107 329 273	4,6	0,0	0	9 957 851			0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS	35 678 520 189	9 139 301 425	25,6	2 180 442 529	1 090 221 265	4 029 559 638	369,6	18 703 894 981	0,1	757,8
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	659 211 396	580 549 293	88,1	83 893 791	41 946 896	443 174 737	1 056,5	860 212 360	0,0	925,4
	17 134 100 Immatriculation véhicules routiers, ferroviaires et de navigation	1 452 000	17 041 250	1 173,6	549 456	3 700 674	11 605 606	313,6	0	0,0	-100,0
	17 136 150 <i>Taxe sur autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur ou majeur d'une voie navigable et ses abords</i>	114 345 000	32 098 540	28,1	13 976 067,4	6 988 034	7 112 325	101,8	136 578 190	0,0	877,2
	17 136 216 <i>Taxe de délivrance d'une licence d'exploitation des services aériens de transport public</i>	39 900 790	1 679 500	4,2	5 488 097,1	2 744 049	5 882 362	214,4	51 695 000	0,0	841,9
	17 136 226 <i>Droits sur la délivrance de la patente de pilote et du rôle d'équipage</i>				0,0		4 657 000		7 702 555		
	17 136 333 <i>Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre (transporteur public routier, transporteur public ferroviaire)</i>		33 822 873		0,0	0	11 745 334		106 284 920	0,0	
	17 136 382 <i>Taxe d'agrément d'un service ou d'une profession lié(e) à l'aéronautique</i>	132 385 990	2 653 000	2,0	0,0	0	3 716 500		0	0,0	
	17 134 860 <i>Taxe d'agrément et d'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation</i>	10 202 966	9 144 440	89,6	1 247 079,8	623 540	11 223 913	1 800,0	67 203 500	0,0	5 288,9
	17 134 870 <i>Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation</i>	0	3 967 300		0,0	0	0		229 575 742	0,0	
	17 134 880 <i>Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille</i>	56 697 768	14 105 323	24,9	6 930 008,5	3 465 004	271 410 446	7 832,9	66 799 253	0,0	863,9
	17 136 261 <i>Taxe d'homologation d'un port ou beach</i>	165 870 144	273 290 637	164,8	20 273 840,6	10 136 920	16 131 565	159,1	194 373 200	0,0	858,7
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	117 467 314	34 575 000	29,4	14 357 699	7 178 849	1 340 000	18,7	138 542 600	0,0	864,9
	17 151 130 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation d'un aéronef</i>	117 467 314	34 575 000	29,4	14 357 699,0	7 178 849	1 340 000	18,7	138 542 600	0,0	864,9
	17 180 000 Autres recettes à caractère fiscal	378 650 930	333 452 523	88,1	32 649 294	16 324 647	27 319 200	167,3	258 183 941	0,0	690,8
	17 182 210 <i>Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger</i>	256 008 558	62 066 360	24,2	19 738 541,2	9 869 271	23 705 540	240,2	189 203 700	0,0	858,5
	17 182 300 <i>Taxe sur l'autorisation de sortie d'aéronefs, immatriculés à l'étranger, basés sur le territoire national</i>	122 642 372	271 386 163	221,3	12 910 752,3	6 455 376	3 613 660	56,0	68 980 241	0,0	434,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS (suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	29 372 641 550	7 485 005 188	25,5	1 563 043 256	781 521 628	3 454 384 987	442,0	16 793 691 999	0,1	974,4
	27 422 120	<i>Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata</i>	1 578 382 393	12 851 610	0,81	161 334 295,1	80 667 148	13 170 540	16,3	3 515 260 000	0,0	2 078,9
	27 422 130	<i>Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata</i>	56 697 768	217 986 050	384,5	10 120 522,1	5 060 261	72 952 293	1 441,7	10 256 288	0,0	1,3
	27 422 110	<i>Taxe sur permis de sortie des bateaux et ou son renouvellement</i>	181 500 000	947 013 696	521,8	25 222 756,4	12 611 378	158 554 534	1 257,2	243 111 246	0,0	863,9
	27 422 240	<i>Taxe sur délivrance d'une lettre de mer ou son renouvellement</i>	31 762 500	4 433 030	14,0	3 882 240,9	1 941 120	24 125 678	1 242,9	41 356 000	0,0	965,3
	27 424 410	<i>Droits du livret matricule et du carnet de paie ou de son duplicata</i>	6 935 078	617 285	8,9	847 655,0	423 827	54 000	12,7	38 760 911	0,0	4 472,7
	27 424 420	<i>Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach</i>	64 690 340	90 811 218	140,4	7 906 918,0	3 953 459	33 388 650	844,5	137 322 598	0,0	1 636,7
	27 425 231	<i>Droit de contrôle technique des aéronefs</i>	5 847 769 893	32 086 269	0,5	391 281 858,1	195 640 929	1 008 200	0,5	3 771 667 200	0,0	863,9
	27 425 241	<i>Droits de jaugeage d'un bateau</i>	47 163 726	61 024 167	129,4	5 764 689,4	2 882 345	4 447 700	154,3	14 114 146	0,0	144,8
	27 425 210	<i>Redevance de surveillance des véhicules de transport routier</i>	4 986 276 791	3 696 849 423	74,1	345 234 644,2	172 617 322	2 270 137 598	1 315,1	2 203 299 755	0,0	538,2
	27 425 220	<i>Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire</i>	1 175 911 814	24 776 710	2,1	143 728 389,8	71 864 195	38 095 800	53,0	598 628 100	0,0	316,5
	27 426 310	<i>Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata</i>	67 881 000	53 137 176	78,3	8 296 903,5	4 148 452	5 566 400	134,2	46 319 371	0,0	458,3
	27 426 840	<i>Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation</i>	12 576 994	2 177 772	17,3	1 537 250,7	768 625	4 565 000	593,9	14 888 160	0,0	868,5
	27 426 320	<i>Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef</i>	0	0		0,0	0	1 617 600			0,0	
	27 426 410	<i>Droits sur la délivrance des titres de sécurité des navires et bateaux</i>	421 170 453	201 009 476	47,7	51 478 478,5	25 739 239	12 891 930	50,1	496 272 000	0,0	864,0
	27 428 132	<i>Droits d'inscription d'un aéronef au matricule aéronautique de la RDC</i>		204 193		0,0		7 912 109				
	27 428 131	<i>Droits de délivrance ou validation d'une licence ou autres documents liés à l'aéronautique civile</i>	11 569 784	31 003 761	268,0	2 078 267,0	1 039 133	2 714 800	261,3	48 800 080	0,0	2 248,1
	27 428 211	<i>Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes</i>	750 098 452	246 349 887	32,8	95 148 221,5	47 574 111	73 212 059	153,9	2 709 329 987	0,0	2 747,5
	27 428 212	<i>Droit fixe de police maritime</i>	13 777 634 545	1 542 733 326	11,2	262 833 995,9	131 416 998	591 216 929	449,9	2 904 306 155	0,0	1 005,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS (suite)										
	27 022 000 Ventes résiduelles de service des établissements non marchands	1 118 148 672	20 124 365	1,8	136 668 164	68 334 082	21 401 944	31,3	95 822 886	0,0	-29,9
	27 022 350 <i>Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou d'un certificat pour certains métiers de l'aéronautique.</i>	81 332 374	186 100	0,2	9 941 027,1	4 970 514	52 500	1,1	95 822 886	0,0	863,9
	27 022 323 <i>Droit d'enregistrement d'un aéronef étranger basé en R.D.C.</i>	0	0		0,0	0	7 788 130			0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	4 032 400 327	685 595 056	17,0	349 830 326	174 915 163	81 938 770	46,8	557 441 195	0,0	59,3
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles</i>	4 032 400 327	685 595 056	17,0	349 830 326,2	174 915 163	81 938 770	46,8	557 441 195	0,0	59,3
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT / ARPTC	95 219 561 125	63 622 833 776	66,8	61 737 519 879	30 868 759 940	55 912 995 872	181,1	78 158 640 160	0,5	26,6
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	95 219 561 125	63 622 833 776	66,8	61 737 519 879	30 868 759 940	55 912 995 872	181,1	78 158 640 160	0,5	26,6
	17 133 100 <i>Taxe de numérotation</i>	52 725 469 136	45 573 477 248	86,4	34 185 619 640,0	17 092 809 820	44 800 089 589	262,1	60 000 000 000	0,4	75,5
	17 133 200 <i>Taxe de régulation des télécommunications</i>	42 494 091 989	18 049 356 528	42,5	27 551 900 239,0	13 775 950 119	11 112 906 283	80,7	18 158 640 160	0,1	-34,1
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC)	104 364 403 182	203 510 167 622	195,0	109 508 204 708	54 754 102 354	73 164 505 206	133,6	245 837 691 542	1,7	124,5
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	543 591 580	659 173 329	121,3	53 336 866 918	26 668 433 459	408 040 897	1,5	2 542 041 033	0,0	-95,2
	17 133 300 <i>Droits sur la déclaration d'autorisation d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)</i>	77 150 250	95 764 915	124,1	24 315 165,6	12 157 583	41 119 130	338,2	178 959 193	0,0	636,0
	17 134 610 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques ou télé centre</i>	0			0,0	0	3 877 874		0	0,0	
	17 136 160 <i>Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou commercialiser sur le territoire national</i>	86 226 745	11 502 319	13,3	27 175 773,4	13 587 887	112 901 681	830,9	98 220 500	0,0	261,4
	17 134 651 <i>Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations radio électriques privées de toute catégorie</i>	95 484 780	85 217 231	89,2	30 093 593,2	15 046 797	10 293 473	68,4	693 023 170	0,0	2 202,9
	17 134 620 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale</i>	68 073 750	566 874	0,8	21 454 557,9	10 727 279	32 882 798	306,5	1 266 527 500	0,0	5 803,3
	17 134 630 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation de cabine radiophonique (phonie à usage public)</i>	0	44 677 617		0,0	0	1 216 306			0,0	
	17 134 653 <i>Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminale satellitaire</i>	85 319 100	13 864 690	16,3	26 941 125,4	13 470 563	24 581 546	182,5	72 993 340	0,0	170,9
	17 134 660 <i>Autorisation d'installation et d'exploitation d'un réseau VSAT</i>	54 459 000	14 288 958	26,2	17 163 646,3	8 581 823	25 097 983	292,5		0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	17 134 652 <i>Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des faisceaux hertziens</i>	14 522 400	86 703 240	597,0	7 195 994,2	3 597 997	40 489 972	1 125,3	165 424 000	0,0	2 198,8
	17 136 231 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social</i>	58 089 600	51 642 626	88,9	18 307 889,4	9 153 945	16 669 603	182,1	66 893 330	0,0	265,4
	17 134 654 <i>Taxe sur l'autorisation de détention d'installation et d'exploitation du système trunking ou paging</i>		328 500		0,0	0	868 750		0	0,0	
	27 415 000 Loyers	2 441 235 000	101 065 882 874	4 139,9	17 799 004 909	8 899 502 454	1 093 618 301	12,3	31 900 416 671	0,2	79,2
	27 415 510 <i>Taxe sur la concession ou le contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licence) ou son renouvellement</i>	1 228 175 000	100 560 288 105	8 187,8	17 678 555 721,1	8 839 277 861	824 051 396	9,3	10 752 560 000	0,1	-39,2
	27 415 540 <i>Taxe sur l'autorisation de fourniture des services publics ou accès Internet</i>	1 213 060 000	505 594 768	41,7	120 449 187,6	60 224 594	269 566 905	447,6	21 147 856 671	0,1	17 457,5
	27 415 550 <i>Taxe sur l'autorisation de télédistribution des signaux de radio et/ou de télévision par câble, onde radio ou satellite</i>				0,0				620 340 000	0,0	
	27 021 000 Ventes de services des établissements marchands	68 131 208 889	73 053 108 072	107,2	27 452 449 946	13 726 224 973	42 393 437 732	308,8	83 172 055 931	0,6	203,0
	<i>Redevance annuelle sur la fourniture des services d'Internet au public</i>	9 414 301 912	3 237 270 734	34,4	3 974 902 775,3	8 221 975 129	10 566 065	0,1		0,0	-100,0
	27 021 210 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation en matière de téléphonie</i>	58 716 906 977	69 815 837 337	118,9	23 477 547 170,8	11 738 773 585	42 382 871 667	361,1	83 172 055 931	0,6	254,3
	27 420 000 Droits administratifs	33 170 499 423	24 713 880 321	74,5	10 885 891 563	5 442 945 782	29 157 386 186	535,7	125 499 781 918	0,9	1 052,9
	27 422 700 <i>Droits sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique</i>	90 765 000	21 977 635	24,2	28 606 077,2	14 303 039	11 249 204	78,6	134 407 000	0,0	369,9
	27 422 810 <i>Droits sur la déclaration semestrielle d'équipements de télécommunications établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales</i>	0	0		28 277 035,4	14 138 518	31 568 900	223,3	81 583 607	0,0	188,5
	27 425 600 <i>Taxe de renouvellement ou de modification d'un titre obtenu de télécommunications ou de service postal</i>	68 073 750	819 731	1,2	0,0	0	133 628 463		63 025 566 997	0,4	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	27 426 121 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social</i>	294 857 044	166 029 896	56,3	135 867 835,3	67 933 918	32 819 630	48,3	470 953 775	0,0	246,6
	27 426 124 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds</i>	1 617 951 743	0	0,0	679 001 402,1	339 500 701	0	0,0	497 143 692	0,0	-26,8
	27 426 122 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING</i>	923 488 492	486 599	0,1	366 987 364,6	183 493 682	3 006 600	1,6	1 240 680	0,0	-99,7
	27 426 181 <i>Redevance annuelle d'exploitation de concession des cabines publiques ou télé centres</i>	1 815 300	24 094 719	1 327,3	572 121,5	286 061	874 300	305,6	206 780	0,0	-63,9
	27 426 183 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminal satellitaire</i>	113 456 250	998 230 761	879,8	90 053 813,0	45 026 907	302 385 551	671,6	191 277 353	0,0	112,4
	27 426 184 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des faisceaux hertziens</i>	29 332 706 580	16 091 969 642	54,9	9 244 683 186,9	4 622 341 593	14 575 652 314	315,3	33 616 224 600	0,2	263,6
	27 426 182 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des radios électriques privées de toute catégorie</i>	149 384 667	514 105 385	344,1	100 799 277,5	50 399 639	453 634 588	900,1	907 269 176	0,0	800,1
	27 426 131 <i>Redevance annuelle sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique</i>	108 918 000	83 196 417	76,4	37 331 856,2	18 665 928	29 272 423	156,8	186 102 000	0,0	398,5
	27 426 186 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale</i>	296 256 960	107 037 925	36,1	107 994 995,3	53 997 498	13 099 663 144	24 259,8	26 199 326 288	0,2	24 159,8
	27 422 850 <i>Droits sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveurs), service des contenus et application mobiles, agrégation et intégration des applications</i>	18 153 000	91 222 476	502,5	16 883 163,9	8 441 582	51 626 772	611,6	6 203 400	0,0	-63,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	27 428 111	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrement de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	10 437 975	172 147 138	1 649,2	3 289 698,9	1 644 849	4 808 403	292,3		0,0	-100,0
	27 428 115	Droit sur la déclaration d'agrement des vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	12 162 510	22 715 613	186,8	3 833 214,3	1 916 607	15 739 364	9 621,7	38 099 215	0,0	893,9
	27 428 114	Droit sur la déclaration d'agrement de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	64 443 150	3 086 191	4,8	20 310 314,8	10 155 157	6 278 979	61,8	73 406 900	0,0	261,4
	27 428 112	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrement de vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	44 837 910	13 017 125	29,0	14 131 402,1	7 065 701	184 411 022	2 609,9	51 436 525	0,0	264,0
	27 428 113	<i>Redevance annuelle sur la déclaration d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures des télécommunications</i>	16 973 055	22 857 607	134,7	5 349 336,4	2 674 668	19 597 642	732,7	19 333 930	0,0	261,4
	37 440 000	Amendes transactionnelles	77 868 290	3 960 918 930	5 086,7	33 991 371	16 995 686	112 022 089	659,1	2 723 395 990	0,0	7 912,0
	37 441 000	<i>Amendes Transactionnelles</i>	77 868 290	3 960 918 930	5 086,7	33 991 371,4	16 995 686	112 022 089	659,1	2 723 395 990	0,0	7 912,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	1 754 523 030	172 032 581	9,81	174 993 956	87 496 978	79 843 875	91,3	1 153 198 040	0,0	559,0
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	254 579 800	59 682 674	23,4	125 880 161	62 940 080	49 159 767	78,1	987 477 784	0,0	684,5
	17 133 810 Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse	3 465 250	10 116 480	291,9	2 021 663,8	1 010 832	6 952 429	687,8	29 740 507	0,0	1 371,1
	17 135 282 Droit sur la déclaration préalable d'ouverture d'une maison de presse écrite (journal, texte périodique ou agence)	18 895 000	0	0,0	1 453 070,9	726 535	0	0,0	52 510 583	0,0	3 513,8
	17 136 321 Droit d'accréditation d'un journaliste étranger	25 319 300	882 790	3,5	2 779 787,7	1 389 894	838 277	60,3	40 893 198	0,0	1 371,1
	17 136 271 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère non commercial (confessionnel, associatif ou communautaire)	198 397 500	44 615 222	22,5	117 509 209,0	58 754 605	39 436 561	67,1	864 333 496	0,0	635,5
	27 484 000 Recettes diverses	647 153 750	111 569 464	17,2	34 747 347	17 373 673	30 684 108	176,6	65 734 414	0,0	89,2
	27 484 420 Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision privée	323 576 875	91 956 964	28,4	34 747 346,8	17 373 673	29 492 608	169,8	65 734 414	0,0	89,2
	37 440 000 Amendes transactionnelles	852 789 480	780 443	0,1	14 366 448	7 183 224	0	0,0	99 985 842	0,0	596,0
	37 441 000 Amendes transactionnelles	852 789 480	780 443	0,1	14 366 448,5	7 183 224	0	0,0	99 985 842	0,0	596,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
55	AFFAIRES FONCIÈRES		33 250 368 257	30 250 967 266	91,0	36 407 402 759	18 203 701 380	16 611 477 324	91,3	52 100 347 710	0,4	43,1
	17 120 000	Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital	18 593 970 070	12 582 422 458	67,7	17 071 260 093	8 535 630 047	6 386 039 614	74,8	22 383 987 707	0,2	31,1
	17 122 200	Droits fixes d'enregistrement	1 539 055 931	1 010 331 339	65,6	1 751 934 638	875 967 319	761 740 923	87,0	2 142 323 512	0,0	22,3
	17 122 211	Nouveau certificat	853 009 470	768 703 507	90,1	947 377 219,3	473 688 610	194 245 337	41,0	1 125 710 320	0,0	18,8
	17 122 212	Remplacement d'un ancien certificat	609 785 708	127 596 892	20,9	720 312 102,8	360 156 051	15 273 865	4,2	855 821 064	0,0	18,8
	17 122 220	Page supplémentaire	2 813 715	4 301 600	152,9	2 644 401,9	1 322 201	80 273 408	6 071,2	17 576 300	0,0	564,7
	17 122 231	Changement dénomination	5 899 725	25 259 536	428,1	6 852 284,1	3 426 142	452 904 497	13 219,1	54 279 750	0,0	692,1
	17 122 240	Insertion d'une mention substantielle	11 109 636	4 727 405	42,6	12 216 643,6	6 108 322	2 238 811	36,7	14 640 024	0,0	19,8
	17 122 213	Annulation d'un certificat d'enregistrement	56 437 677	79 742 399	141,3	62 531 986,7	31 265 993	16 805 004	53,7	74 296 054	0,0	18,8
	17 122 300	Droits proportionnels d'enregistrement	16 742 346 708	10 923 372 075	65,2	14 965 278 863	7 482 639 431	5 332 046 678	71,3	20 241 664 195	0,1	35,3
	17 122 310	Mutation	10 957 276 056	7 689 624 107	70,2	9 686 845 100,7	4 843 422 550	2 792 276 284	57,7	11 262 686 260	0,1	16,3
	17 122 320	Inscription hypothécaire sur concession ordinaire	5 200 700 168	2 360 296 069	45,4	4 689 440 881,3	2 344 720 441	1 276 397 394	54,4	6 546 075 816	0,0	39,6
	17 122 330	Réinscription hypothécaire sur concession ordinaire	125 408 185	123 346 023	98,4	139 998 037,2	69 999 019	1 078 994 056	1 541,4	2 157 988 109	0,0	1 441,4
	17 122 340	Radiation hypothécaire sur concession ordinaire	182 844 277	750 105 876	410,2	448 994 843,5	224 497 422	184 378 945	82,1	240 427 242	0,0	-46,5
	17 122 350	Contrat de location de plus de 9 ans	276 118 022	0		0,0	0	0		34 486 768	0,0	
	27 415 000	Loyers	13 149 087 429	15 666 926 464	119,1	18 106 475 459	9 053 237 729	9 298 031 632	102,7	28 139 366 808	0,2	55,4
	27 415 210	<i>Redevances sur concession ordinaire (par les étrangers, les personnes morales et physiques ainsi que les associations détenteurs d'un titre foncier ou immobilier</i>	13 149 087 429	14 598 858 402	111,0	18 106 475 458,8	9 053 237 729	8 999 411 093	99,4	28 139 366 808	0,2	55,4
	27 420 000	Droits administratifs	1 043 668 615	1 475 805 997	141,4	1 126 940 614	563 470 307	606 904 162	107,7	1 370 213 195	0,0	21,6
	27 428 221	Frais de mesurage et de bornage de parcelle	75 398 486	72 713 404	96,4	79 662 696,9	39 831 348	31 114 026	78,1	120 449 350	0,0	51,2
	27 428 222	Frais d'enquête et de constat en matières foncières	276 833 251	263 974 087	95,4	282 602 169,6	141 301 085	120 355 953	85,2	341 131 169	0,0	20,7
	27 428 240	Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux	122 133 384	80 807 414	66,2	135 283 665,7	67 641 833	92 519 623	136,8	160 750 772	0,0	18,8
	27 428 250	Droits d'établissement des contrats en matière foncière (concession ordinaire)	569 303 494	1 058 311 091	185,9	629 392 081,9	314 696 041	362 914 561	115,3	747 881 904	0,0	18,8
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	453 825 000	1 600 000	0,4	0	0	0		0	0,0	
	27 012 114	<i>Droits sur la vente des biens privés, immobiliers, abandonnés (sans maîtres)</i>	453 825 000	1 600 000	0,4	0,0	0	0		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	5 445 900	365 131 139	6 704,7	5 481 827	2 740 914	165 839 471	6 050,5	206 780 000	0,0	3 672,1
	37 441 000	<i>Amendes Transactionnelles</i>	5 445 900	365 131 139	6 704,7	5 481 827,3	2 740 914	165 839 471	6 050,5	206 780 000	0,0	3 672,1

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		43 923 394 029	71 394 120 923	162,5	82 345 019 166	41 172 509 583	70 551 077 938	171,4	84 162 592 799	0,6	2,2
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	778 628 810	149 067 332	19,1	837 364 658	418 682 329	47 006 137	11,2	74 845 716	0,0	-91,1
	17 134 410	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement ou partiellement protégés, autres animaux, trophées)	742 380 291	2 544 760	0,3	762 859 678	381 429 839	1 712 238	0,4	45 365 078	0,0	-94,1
	17 136 213	Taxe sur le permis d'exploitation des produits et sous-produits de la faune sauvage (capture, abattage, importation, exportation ou réexportation) et de la flore sauvage (recolte, exportation d'espèces végétales ligneuses et non ligneuses grumes et bois sciés)	36 248 519	137 843 742	380,3	74 504 981	37 252 490	33 573 458	90,1	29 480 638	0,0	-60,4
	27 415 000	Loyers	3 737 449 500	2 020 733 770	54,07	5 119 101 412	2 559 550 706	1 631 551 004	63,7	4 297 524 669	0,0	-16,0
	27 415 311	Redevance sur la superficie concédée	1 650 000 000	0		1 695 517 087	847 758 543	0	0,0	1 183 792 580	0,0	-30,2
	27 415 330	Quotité du Trésor public sur la taxe de déboisement	1 658 969 100	2 010 659 710	121,2	2 983 283 816	1 491 641 908	1 530 526 904	102,6	2 881 405 937	0,0	-3,4
	27 415 340	Permis de coupe de bois industrielle	428 480 400	6 929 155	1,6	440 300 509	220 150 254	26 161 718	11,9	232 326 152	0,0	-47,2
	27 420 000	Droits administratifs	38 429 142 099	64 980 156 165	169,1	75 259 545 765	37 629 772 883	68 682 206 849	182,5	78 893 694 189	0,5	4,8
	27 415 313	Taxe d'inventaire et de reconnaissance forestière	125 000 000	0		256 896 528	128 448 264	0	0,0	135 552 380	0,0	-47,2
	27 427 240	Taxe d'homologation d'une O.N.G nationale ou Internationale	58 960 000	0		163 345 089	81 672 544	0	0,0	134 901 590	0,0	-17,4
	17 135 150	Taxe sur la délivrance d'une autorisations d'achat, de vente ou d'exportation de bois d'œuvre	420 470 350	0		432 069 493	216 034 746	0	0,0	204 730 478	0,0	-52,6
	27 424 120	Taxe rémunératoire annuelle	19 537 966 276	31 984 683 156	163,7	34 484 056 676	17 242 028 338	32 221 663 471	186,9	35 573 790 656	0,2	3,2
	27 424 110	Taxe d'implantation	2 648 417 173	9 329 231 052	352,3	3 749 062 822	1 874 531 411	5 904 791 811	315,0	3 821 810 451	0,0	1,9
	27 424 130	Taxe de pollution	15 463 200 000	23 471 846 668	27,4	35 892 938 517	17 946 469 259	30 426 459 705	169,5	38 773 651 243	0,3	8,0
	27 425 121	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat phytosanitaire	175 128 300	194 395 288	111,0	231 338 715	115 669 357	129 291 862	111,8	213 834 817	0,0	-7,6
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat d'origine	0			49 837 926	24 918 963	0		35 422 575	0,0	-28,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	978 173 620	4 244 163 656	433,9	1 129 007 330	564 503 665	190 313 948	33,7	896 528 224	0,0	-20,6
	37 448 410	Amendes transactionnelles en matière de chasse	13 974 510	92 993 594	665,5	14 360 012	7 180 006	18 905 800	263,3	20 412 912	0,0	42,2
	37 448 420	Amendes transactionnelles en matière des installations classées	760 179 680	4 005 995 156	527,0	878 793 843	439 396 922	144 557 826	32,9	773 822 359	0,0	-11,9
	37 448 430	Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	204 019 430	145 174 906	71,2	235 853 475	117 926 737	26 850 322	22,8	102 292 953	0,0	-56,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
57	TOURISME		11 029 272 915	1 055 599 411	9,6	865 315 194	432 657 597	394 814 312	91,3	2 911 452 016	0,0	236,5
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	0	453 313 880		0	0	170 590 491		0	0,0	
	17 133 700	Redevance sur les billets de voyage	0	453 313 880		0	0	170 590 491		0	0,0	
	17 133 841	Redevance sur les nuitées (hôtel à partir de 2 étoiles)	0	51 571 147			0	6 126 279		0	0,0	
	17 133 842	Redevance sur les repas et boissons (restaurant à partir de 2 fourchettes)	0	80 610 954			0	566 212		0	0,0	
	17 133 710	Redevance sur les billets d'avion du réseau domestique	0	320 932 699			0	163 696 113		0	0,0	
	17 133 720	Redevance sur les billets d'avion du réseau international	0	0			0	150 000		0	0,0	
	17 133 730	Redevance sur les billets d'un voyage lacustre ou maritime dépassant les frontières d'une province	0	199 080			0	51 887		0		
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	6 916 503 887	242 608 359	3,5	479 535 103	239 767 552	84 073 414	35,1	537 214 440	0,0	12,0
	17 136 241	Taxe sur la licence d'exploitation pour hôtel (à partir de deux étoiles)	983 702 584	112 898 680	11,5	70 182 690	35 091 345	48 548 957	138,4	489 086 395	0,0	596,9
	17 136 242	Taxe sur la licence d'exploitation pour restaurant (à partir de deux fourchettes)	1 778 486 702	67 019 166	3,8	123 276 472	61 638 236	26 090 285	42,3		0,0	-100,0
	17 136 243	Taxe sur la licence d'exploitation pour agence de voyage ou similaire (catégorie A et B)	4 142 560 533	40 404 638	1,0	285 251 461	142 625 731	7 412 600	5,2		0,0	-100,0
	17 136 244	Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	11 754 068	21 412 833	182,2	824 480	412 240	2 021 572	490,4	48 128 045	0,0	5 737,4
	27 420 000	Droits administratifs	1 353 065 293	351 598 629	26,0	188 897 412	94 448 706	119 376 257	126,4	1 046 844 383	0,0	454,2
	27 426 230	Taxe d'homologation pour hôtel (à partir de 2 étoiles), restaurant (à partir de 2 fourchettes) et agence de voyage et similaire (catégorie A et B)	115 353 239	99 034 084	85,9	39 240 128	19 620 064	27 448 385	139,9	796 020 243	0,0	1 928,6
	27 426 221	Taxe d'agrément d'un hôtel	98 207 730	43 802 226	44,6	13 710 488	6 855 244	7 406 667	108,0	105 767 970	0,0	671,4
	27 426 222	Taxe d'agrément d'un restaurant	118 829 538	58 237 478	49,0	28 157 441	14 078 720	22 755 573	161,6	73 096 730	0,0	159,6
	27 426 223	Taxe d'agrément d'une agence de voyage	134 695 260	25 962 043	19,3	18 804 404	9 402 202	7 418 800	78,9	71 959 440	0,0	282,7
	27 426 210	Taxe d'agrément d'une association touristique	0	1 894 450		0	0	1 168 000			0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	2 759 703 735	8 078 543	0,3	196 882 679	98 441 339	20 774 150	21,1	1 327 393 193	0,0	574,2
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	2 759 703 735	8 078 543	0,3	196 882 678,6	98 441 339	20 774 150	21,1	1 327 393 193	0,0	574,2

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
58	CULTURE ET ARTS		219 066 004	537 050 048	245,2	793 734 105	396 867 053	502 637 516	126,7	794 541 585	0,0	0,1
	17 136 200	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	7 357 624	377 360	5,1	6 413 061	3 206 530	7 832 780	244,3	8 581 370	0,0	33,8
	17 136 211	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer une activité cinématographique	7 357 624	377 360	5,1	6 413 061	3 206 530	7 832 780	244,3	8 581 370	0,0	33,8
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	5 847 242	7 903 670	135,2	5 427 775	2 713 887	1 898 300	69,9	5 272 890	0,0	-2,9
	17 153 230	Taxe sur autorisation d'exportation d'oeuvre d'art et d'artisanat	5 847 242	7 903 670	135,2	5 427 775	2 713 887	1 898 300	69,9	5 272 890	0,0	-2,9
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	194 908 061	423 620 733	217,3	723 371 083	361 685 542	270 003 302	74,7	723 730 000	0,0	0,0
	27 416 111	Taxe sur la propriété intellectuelle	194 908 061	422 665 473	216,9	723 371 083	361 685 542	269 898 830	74,6	723 730 000	0,0	0,0
	27 420 000	Droits administratifs	2 602 023	57 818 468	2 222,1	232 406	116 203	5 148 884	4 430,9	516 950	0,0	122,4
	27 422 831	Taxe sur la délivrance de la carte nationale pour artiste, écrivain ou autre professionnel de la culture et des arts	2 602 023	0		232 406	116 203	0	0,0	516 950	0,0	122,4
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	7 309 052	405 760	5,6	581 015	290 508	0	0,0	1 643 894	0,0	182,9
	27 022 512	Droits sur le produit de vente de billet, de réservation ou de frais de participation dans une manifestation culturelle à caractère national ou international	7 309 052	405 760	5,6	581 015	290 508		0,0	1 643 894	0,0	182,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	1 042 002	43 635 275	4 187,6	57 708 765	28 854 382	452 700	1,6	54 796 481	0,0	-5,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	1 042 002	43 635 275	4 187,6	57 708 765	28 854 382	452 700	1,6	54 796 481	0,0	-5,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
60	SPORTS ET LOISIRS		2 366 078 184	2 249 233 031	95,1	2 934 927 941	1 467 463 971	1 430 362 521	97,5	2 991 902 526	0,0	1,9
	17 111 000	Impôts professionnels des personnes physiques	562 373 100	558 198 642	99,3	697 578 185	348 789 092	467 868 405	134,1	832 046 978	0,0	19,3
	17 113 810	Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)	562 373 100	558 198 642	99,3	697 578 185	348 789 092	467 868 405	134,1	832 046 978	0,0	19,3
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	654 597 180	199 683 099	30,5	811 974 670	405 987 335	329 633 015	81,2	627 370 520	0,0	-22,7
	17 133 500	Taxe sur la publicité dans un stade national	300 613 680	199 683 099	66,4	372 886 870	186 443 435	329 633 015	176,8	420 590 520	0,0	12,8
	17 133 410	Droits sur le transfert international d'athlète	353 983 500	0	0,0	439 087 800	219 543 900	0	0,0	206 780 000	0,0	-52,9
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	671 479 470	746 679 401	111,2	832 915 781	416 457 890	448 483 052	107,7	891 015 020	0,0	7,0
	17 136 215	Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie	408 442 500	272 990 047	66,8	506 639 769	253 319 885	392 780 907	155,1	500 407 600	0,0	-1,2
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un établissement de loisir	263 036 970	473 689 354	180,1	326 276 011	163 138 006	55 702 145	34,1	390 607 420	0,0	19,7
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	141 593 400	622 000	0,4	175 635 120	87 817 560	1 131 500	1,3	37 735 200	0,0	-78,5
	17 134 830	Taxe sur le droit de retransmission radio télévisée d'une rencontre sportive à caractère national ou international	141 593 400	622 000	0,4	175 635 120	87 817 560	1 131 500	1,3		0,0	-100,0
	27 415 000	Loyers	43 122 452	19 600 503	45,5	53 489 901	26 744 950	50 000	0,2	61 010 443	0,0	14,1
	27 415 221	Droits de location d'un complexe sportif (aire de jeux, tribune, local et autres espaces)	43 122 452	19 600 503	45,5	53 489 901	26 744 950	50 000	0,2	61 010 443	0,0	14,1
	27 022 400	Ventes de services des établissements non marchands	278 372 216	477 804 575	171,6	345 298 139	172 649 070	6 817 976	3,9	335 557 167	0,0	-2,8
	27 022 511	Quotité du Trésor Public sur la vente de billets d'accès à une manifestation de loisir dans une installation sportive à caractère national	23 649 416	63 569 433	268,8	29 335 181	14 667 591	5 431 776	37,0	30 491 047	0,0	3,9
	27 022 513	Quotité du trésor public sur le produit d'une rencontre sportive (nationale ou internationale)	254 722 800	414 235 142	162,6	315 962 958	157 981 479	1 386 200	0,9	305 066 120	0,0	-3,4
	37 440 000	Amendes transactionnelles	14 540 367	121 940 411	838,6	18 036 145	9 018 072	215 000	2,4	207 167 197	0,0	1 048,6
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	14 540 367	121 940 411	838,6	18 036 145	9 018 072	215 000	2,4	207 167 197	0,0	1 048,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
62	EMPLOI ET TRAVAIL		29 340 173 297	22 840 958 307	77,8	11 325 648 690	5 662 824 345	5 152 527 521	91,0	54 319 206 380	0,4	379,6
	17 182 000	Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	19 447 763 473	22 206 351 187	114,2	8 175 957 897	4 087 978 948	4 801 012 865	117,4	30 002 744 100	0,2	267,0
	17 182 400	Droits d'octroi de la carte de travail pour étrangers	19 447 763 473	22 206 351 187	114,2	8 175 957 896,7	4 087 978 948	4 801 012 865	117,4	30 002 744 100	0,2	267,0
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	527 384 598	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de travail et de la prévoyance sociale	527 384 598	0	0,0	0,0	0	0		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	9 365 025 227	634 607 120	6,8	3 149 690 793	1 574 845 397	351 514 656	22,3	24 316 462 280	0,2	672,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	9 365 025 227	634 607 120	6,8	3 149 690 793,3	1 574 845 397	351 514 656	22,3	24 316 462 280	0,2	672,0
63	PRÉVOYANCE SOCIALE		11 067 497 100	2 909 208	0,0	0	0	0		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	11 067 497 100	2 909 208	0,0	0	0	0		0	0,0	
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	11 067 497 100	2 909 208	0,0		0				0,0	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE		0	0		0	0	0		5 963 742 125	0,0	
	17 134 000	Taxes sur la détation ou l'utilisation des biens et services	0	0		0	0	0		38 475 137	0,0	
	17 134 210	Taxe pour l'octroi de Permis de pêche (industriel, semi-industriel)								31 331 544	0,0	
	17 134 220	Taxe sur le permis d'exploitation du matériel de pêche placé dans les engins et embarcations (ligne en main, de traine, palangre, filet, senne, chalut,...)								3 759 785	0,0	
	17 135 232	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente de produits(médicaments) vétérinaires, d'élevage ou de pêche ou de produits vétérinaires								1 503 914	0,0	
	17 136 325	Taxe sur l'agrément de professionnel privé en santé animale pour exercer une mission de service officiel (nationaux et étrangers)								1 879 893	0,0	
	27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	0	0			0	0		2 478 376 320	0,0	
	27 423 131	Taxe sur l'autorisation d'importation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)								2 465 843 702	0,0	
	27 423 142	Taxe sur l'autorisation d'exportation de produits vétérinaire et d'intrats d'élevage ou de pêche								12 532 618	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE (SUITE)										
	27 420 000 Droits administratifs	0	0			0	0		3 430 369 295	0,0	
	27 425 131 <i>Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers d'animaux, produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)</i>								3 430 369 295	0,0	
	27 022 400 Ventes de services des établissements non marchands	0	0			0	0		11 533 267	0,0	
	27 022 433 <i>Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers des animaux</i>								3 822 448	0,0	
	27 022 435 <i>Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers</i>								7 710 818	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	0			0	0		4 988 107	0,0	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives								4 988 107	0,0	
85	POLICE NATIONALE	46 754 104 432	36 262 086 819	77,6	34 404 446 562	17 202 223 281	15 615 467 595	90,8	77 021 414 400	16,8	123,9
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	34 036 875 058	35 345 510 214	103,8	26 446 104 479	13 223 052 240	15 189 628 385	114,9	63 787 494 400	13,9	141,2
	27 022 450 Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	32 130 810 058	34 593 967 199	107,7	25 392 039 969,6	12 696 019 985	14 956 466 475	117,8	62 034 000 000	13,5	144,3
	27 022 481 Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	1 089 180 000	49 333 053	4,5	574 914 290,5	287 457 145	71 855 880	25,0	616 204 400	0,1	7,2
	27 022 270 Droits d'octroi du casier judiciaire	816 885 000	702 209 962	86,0	479 150 219,2	239 575 110	161 306 030	67,3	1 137 290 000	0,2	137,4
	37 447 000 Amendes de police	12 717 229 374	916 576 604	7,2	7 958 342 083	3 979 171 041	425 839 210	10,7	13 233 920 000	2,9	66,3
	37 447 200 Amendes transactionnelles de police territoriale	6 453 173 664	503 772 958	7,8	3 406 264 205,8	1 703 132 103	170 872 179	10,0	6 203 400 000	1,3	82,1
	37 447 100 Amendes transactionnelles de police spéciale de roulage	5 719 465 710	412 803 647	7,2	3 018 966 819,7	1 509 483 410	254 967 031	16,9	5 789 840 000	1,3	91,8
	37 447 300 Amendes transactionnelles de police judiciaire	544 590 000	0		1 533 111 057,4	766 555 529	0	0,0	1 240 680 000	0,3	-19,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	16 363 976 467	18 733 885 561	114,5	17 627 929 362	8 813 964 681	8 043 033 193	91,3	21 246 041 202	4,6	20,5
	27 420 000 Droits administratifs	15 068 171 760	18 406 641 777	122,2	16 828 359 690	8 414 179 844	7 915 310 495	94,1	20 729 091 202	0,1	23,2
	27 421 400 Droits de délivrances de laissez - passer individuel	1 330 215 534	1 099 922 347	82,7	1 965 516 346,0	982 758 173	378 566 382	38,5	1 447 563 390	0,0	-26,4
	27 421 720 Droits de délivrance de visa d'établissement	2 650 338	124 514 362	4 698,1	0,0	0	51 650 735		0		
	27 421 721 Droits de délivrance de visa d'établissement spécial, permanent, ordinaire ou de travail	21 337 036	96 408 435	451,8	55 847 463,0	27 923 731	40 721 535	145,8	14 573 300 230	0,1	25 994,8
	27 421 722 Droits de délivrance du visa d'établissement de travail spécifique	2 826 422 100	1 803 941 502	63,8	2 958 646 151,5	1 479 323 076	963 600 500	65,1		0,0	-100,0
	27 421 723 Droits de transposition visa d'établissement	3 758 760 180	1 343 852 190	35,8	2 685 668 338,9	1 342 834 169	652 497 063	48,6	569 592 052	0,0	-78,8
	27 421 730 Droits de délivrance de visa de voyage	3 396 144 928	3 670 304 637	108,1	5 793 900 386,5	2 896 950 193	2 214 109 618	76,4		0,0	-100,0
	27 421 731 Droits de délivrance de visa de voyage ou de transit	291 900 240	116 687 400	40,0	217 934 768,0	108 967 384	45 791 200	42,0		0,0	-100,0
	27 421 724 Droits de délivrance de visa pour mineur ou étudiant	300 250 620	205 485 956	68,4	208 574 387,7	104 287 194	125 799 600	120,6		0,0	-100,0
	27 421 733 Droits de délivrance de visa de sortie ou de retour (<i>un ou plusieurs voyages</i>)	625 007 791	2 393 220 208	382,9	809 455 019,0	404 727 509	553 491 998	136,8	2 331 088 838	0,0	188,0
	27 421 732 Droits de délivrance de visa de portuaire ou aéroportuaire	1 277 844 129	1 583 869 998	123,9	1 104 687 245,5	552 343 623	509 492 228	92,2	1 802 170 412	0,0	63,1
	27 421 740 Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	4 973 922	67 919 940	1 365,5	15 763 328,8	7 881 664	38 402 585	487,2	5 376 280	0,0	-65,9
	27 421 800 Droits de validation de prise en charge	0	4 776 345 761		0,0	0	2 080 398 890		0		
	37 440 000 Amendes transactionnelles	1 295 804 707	327 243 784	25,3	799 569 672	399 784 836	127 722 698	31,9	516 950 000	0,0	-35,3
	37 441 000 <i>Amendes Transactionnelles administratives</i>	1 295 804 707	327 243 784	25,3	799 569 672,1	399 784 836	127 722 698	31,9	516 950 000	0,0	-35,3

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS		6 207 942 708	4 306 685 996	69,4	3 079 762 871	1 539 881 436	1 587 699 140	103,1	3 244 832 928	0,0	5,4
	17 181 000	Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises	1 492 743 584	1 013 154 732	67,9	740 550 692	370 275 346	336 689 007	90,9	736 189 464	0,0	-0,6
	17 181 100	Droits proportionnels sur société anonyme	1 492 743 584	1 013 154 732	67,9	740 550 691,6	370 275 346	336 689 007	90,9	736 189 464	0,0	-0,6
	27 428 000	Autres droits administratifs	1 088 991 419	1 015 214 074	93,2	540 249 080	270 124 540	195 771 637	72,5	537 067 462	0,0	-0,6
	27 428 260	Frais de justice	1 088 991 419	1 015 214 074	93,2	540 249 080,3	270 124 540	195 771 637	72,5	537 067 462	0,0	-0,6
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	917 042 544	641 013 781	69,9	454 945 174	227 472 587	165 728 780	72,9	33 522 464	0,0	-92,6
	27 022 310	Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce et crédit mobilier RCCM	917 042 544	641 013 781	69,9	454 945 174,5	227 472 587	165 728 780	72,9	33 522 464	0,0	-92,6
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	498 969 922	679 411 401	136,2	247 539 179	123 769 589	101 053 289	81,6	370 101 121	0,0	49,5
	37 441 000	Amendes transactionnelles	498 969 922	679 411 401	136,2	247 539 178,9	123 769 589	101 053 289	81,6	370 101 121	0,0	49,5
	37 448 000	Amendes judiciaires	288 872 683	67 798 112	23,5	143 309 854	71 654 927	10 400 881	14,5	17 928 727	0,0	-87,5
	37 448 100	Amendes judiciaires	288 872 683	67 798 112	23,5	143 309 854,3	71 654 927	10 400 881	14,5	17 928 727	0,0	-87,5
	27 483 000	Cautions	213 161 624	207 163 054	97,2	105 749 567	52 874 784	91 023 602	172,1	129 259 829	0,0	22,2
	27 483 300	Caution de mise en liberté provisoire	213 161 624	207 163 054	97,2	105 749 567,1	52 874 784	91 023 602	172,1	129 259 829	0,0	22,2
	27 484 000	Autres recettes diverses non classées ailleurs	1 708 160 932	665 068 729	38,9	847 419 324	423 709 662	681 274 997	160,8	1 420 763 862	0,0	67,7
	27 012 116	Droits sur le produit de ventes publiques	340 982 762	137 514 998	40,3	169 161 685,2	84 580 843	38 046 480	45,0	168 165 463	0,0	-0,6
	27 484 100	Droits proportionnels sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	16 684 271	4 505 450	27,0	8 277 073,8	4 138 537	930 900	22,5	8 228 329	0,0	-0,6
	27 484 200	Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	340 982 762	29 831 751	8,7	169 161 685,3	84 580 843	9 182 568	10,9	168 165 463	0,0	-0,6
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	1 009 511 136	493 216 530	48,9	500 818 880,2	250 409 440	633 115 049	252,8	1 076 204 606	0,0	114,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	14 195 680 672	13 167 008 790	92,8	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	0,2	137,8
	ENTREPRISES	14 195 680 672	13 167 008 790	92,8	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	0,2	137,8
47 722 000	Dividendes	14 195 680 672	13 167 008 790	92,8	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	0,2	137,8
47 722 100	Dividendes d'une entreprise du portefeuille	14 195 680 672	13 167 008 790	92,8	15 180 203 674	7 590 101 837	6 926 217 723	91,3	36 104 356 255	0,2	137,8
47 722 110	Dividendes des sociétés commerciales	5 616 000 010	3 770 652 305	67,1	4 200 690 328	2 100 345 164	2 965 089 809	141,2	10 263 820 226	0,1	144,3
1	OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex.SCTP	600 000 010	150 000 000	25,0	360 361 358	180 180 679	0	0,0	780 000 000	0,0	116,4
2	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	780 000 000	0	0,0	411 841 552	205 920 776	0	0,0	480 000 000	0,0	16,5
3	REGIDESO	492 000 000	523 025 000	106,3	354 183 735	177 091 867	0	0,0	825 600 000	0,0	133,1
4	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	12 000 000	14 000 000	116,7	12 355 247	6 177 623	0		36 000 000	0,0	191,4
5	COMMIERE SA	0	0		0	0	0		60 000 000	0,0	
6	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	300 000 000	250 000 000	83,3	180 180 679	90 090 339	0	0,0	462 000 000	0,0	156,4
7	COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDG) (LMC)	120 000 000	149 419 000	124,5	77 220 291	38 610 145	0	0,0	204 000 000	0,0	164,2
8	GECAMINES	600 000 000	1 150 000 000	191,7	858 003 233	429 001 617	0	0,0	2 500 000 000	0,0	191,4
9	SONAHYDROC ex COHYDRO	312 000 000	0	0,0	214 157 607	107 078 803	0	0,0	433 420 226	0,0	102,4
10	SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)	54 000 000	89 563 442	165,9	39 124 947	19 562 474	0	0,0	102 000 000	0,0	160,7
11	OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOM. (OCPT) SCPT	72 000 000	186 000 000	258,3	51 892 036	25 946 018	0	0,0	133 200 000	0,0	156,7
12	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM	420 000 000	212 586 000	50,6	288 289 086	144 144 543	0	0,0	705 600 000	0,0	144,8
13	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEL)	1 032 000 000	946 000 000	91,7	741 314 793	370 657 397	0	0,0	1 800 000 000	0,0	142,8
14	SAKIMA		0		0	0,0	0		60 000 000	0,0	
15	HOTEL KARAVIA	0	28 025 862		64 350 242	32 175 121	0		250 000 000	0,0	288,5
16	SODIMICO	72 000 000	72 033 000	100,0	49 420 986	24 710 493	0	0,0	132 000 000	0,0	167,1
17	COBIL	750 000 000	0		497 994 536	248 997 268	0	0,0	1 300 000 000	0,0	161,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE / Secrétariat Général (Suite)										
	47 722 120 Dividendes des sociétés d'économie mixte	8 579 680 662	9 396 356 486	109,5	10 979 513 346	5 489 756 673	3 961 127 914	72,2	25 840 536 029	0,2	135,4
	1 FINA-CONGO	1 300 000 000	1 316 000 000	101,2	689 248 769	344 624 384	0	0,0	1 407 126 282	0,0	104,2
	3 SOCIR	600 000 000	2 032 989 667	338,8	802 957 262	401 478 631	0	0,0	2 786 177 336	0,0	247,0
	4 KWILU- NGONGO	600 000 000	0		1 208 888 048	604 444 024	0	0,0	1 806 653 638	0,0	49,4
	5 SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SONAL)		0		684 084 500	342 042 250	0		0	0,0	-100,0
	6 SOCOPE	65 150 000	57 488 559	88,2	36 133 077	18 066 538	0	0,0	81 831 077	0,0	126,5
	7 SACIM	1 088 230 662	3 383 366 343	310,9	2 628 753 381	1 314 376 691	0	0,0	6 328 547 313	0,0	140,7
	8 GRAND HOTEL KINSHASA (GHK)		162 291 916		0	0	0		0		
	9 BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (BCDC)	1 686 300 000	2 444 220 000	144,9	1 635 503 499	817 751 749	0	0,0	3 812 348 102	0,0	133,1
	10 ENGEN	3 240 000 000	0	0,0	2 908 525 324	1 454 262 662	0	0,0	4 346 720 000	0,0	49,4
	11 SEGUSE SA		0		0	0	0		2 163 734 275	0,0	
	12 CROWN MINING SARL		0		0				0	0,0	
	13 TOTAL RDC		0		385 419 486	192 709 743	0		3 107 398 006	0,0	706,2
	S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	1 207 596 113 494	1 066 446 615 633	88,3	1 191 132 845 468	595 566 422 734	578 760 372 635	97,2	1 697 194 757 740	11,6	42,5
	S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS	1 207 596 113 494	1 066 446 615 633	88,3	1 191 132 845 468	595 566 422 734	578 760 372 635	97,2	1 697 194 757 740	11,6	42,5

III.1.5

RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS

III.1.5.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

Code Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Pétroliers producteurs	429 462 562 946	345 513 442 222	80,45	243 477 858 175	121 738 929 087	121 738 929 088	100,00	318 207 890 365	100,00	30,69
I.	DGI	161 170 032 606	121 703 098 354	75,51	93 166 708 188	46 583 354 094	46 583 354 094	100,00	148 504 140 221	46,67	59,40
II.	DGRAD	268 292 530 340	223 810 343 869	83,42	150 311 149 987	75 155 574 994	75 155 574 994	100,00	169 703 750 144	53,33	12,90

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD	268 292 530 340	223 810 343 869	83,4	150 311 149 987	75 155 574 994	75 155 574 994	100,0	169 703 750 144	1,2	12,9
	HYDROCARBURES	219 792 530 340	161 671 897 957	73,6	106 044 516 316	53 022 258 158	48 585 409 088	91,6	139 126 665 618	1,0	31,2
	27 415 000 Loyers	219 792 530 340	161 671 897 957	73,6	106 044 516 316	53 022 258 158	48 585 409 088	91,6	139 126 665 618	1,0	31,2
	27 415 110 Marge distribuable	159 497 340 840	127 318 727 544	79,8	82 400 572 423,0	41 200 286 212	35 731 234 757	86,7	105 474 383 755	0,7	28,0
	27 415 120 Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	60 295 189 500	34 353 170 413	57,0	23 643 943 893,0	11 821 971 947	12 854 174 331	108,7	33 652 281 863	0,2	42,3
	PORTEFEUILLE	48 500 000 000	62 138 445 912	128,1	44 266 633 671	22 133 316 836	26 570 165 906	120,0	30 577 084 526	0,2	-30,9
	47 725 000 Dividendes des Pétroliers producteurs	48 500 000 000	62 138 445 912	128,1	44 266 633 671	22 133 316 836	26 570 165 906	120,0	30 577 084 526	0,2	-30,9
	47 722 210 Dividendes On shore	16 500 000 000	20 246 209 244	122,7	20 006 414 063,0	10 003 207 032	15 852 207 511	158,5	12 329 469 567	0,1	-38,4
	47 722 220 Participations Off shore	32 000 000 000	41 892 236 668	130,9	24 260 219 608,0	12 130 109 804	10 717 958 395	88,4	18 247 614 959	0,1	-24,8
	TOTAL RECETTES NON FISCALES	1 475 888 643 843	1 290 256 959 501	87,4	1 341 443 995 455	670 721 997 728	653 915 947 629	97,5	1 866 898 507 885	12,8	39,2

III.1.6

RECETTES EXCEPTIONNELLES

III.1.6.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Produits des emprunts intérieurs	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	19,9	252 000 000 000	100,0	-28,0
-	PPP - BOT - TROC	0	0		0				0	0,0	
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	19,9	252 000 000 000	100,0	-28,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	39,9	252 000 000 000	1,7	-28,0
	81 610 000 Produits des emprunts intérieurs	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	39,9	252 000 000 000	1,7	-28,0
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	150 000 000 000	0	0,0	350 000 000 000	175 000 000 000	69 813 000 000	39,9	252 000 000 000	1,7	-28,0

III.1.7

RECETTES EXTERIEURES

III.1.7.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR.
I.2	RECETTES EXTERIEURES	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	3 100 750 710 854	1 550 375 355 427	1 032 410 599 667	66,6	3 928 658 743 481	100,0	26,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	0	0		1 064 248 634 498	532 124 317 249	211 900 000 000	39,8	1 271 697 000 000	32,4	19,5
16 131	Emprunt programme	0	0		673 049 580 000	336 524 790 000	0		325 678 500 000	8,3	
73	Dons budgétaires	0	0		391 199 054 498	195 599 527 249	211 900 000 000	108,3	946 018 500 000	24,1	141,8
	<i>Banque Mondiale</i>	0	0		391 199 054 498	195 599 527 249	211 900 000 000	108,3	739 238 500 000	18,8	89,0
	<i>Banque Africaine de Développement</i>	0	0		0	0	0		206 780 000 000	5,3	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	2 036 502 076 356	1 018 251 038 178	820 510 599 667	80,6	2 656 961 743 481	67,6	30,5
11	Dons projets	879 354 606 982	1 484 126 387 370	168,8	1 734 248 544 070	867 124 272 035	659 258 647 265	76,0	2 063 750 465 131	52,5	19,0
1 612	Emprunts projets	281 659 522 019	287 317 692 003	102,0	302 253 532 286	151 126 766 143	161 251 952 402	106,7	593 211 278 350	15,1	96,3
	TOTAL RECETTES EXTERIEURES	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	3 100 750 710 854	1 550 375 355 427	1 032 410 599 667	66,6	3 928 658 743 481	100,0	26,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES										
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE	0	0		1 064 248 634 498	532 124 317 249	211 900 000 000	39,8	1 271 697 000 000	8,7	19,5
	81 622 100 000 Emprunt programme	0	0		673 049 580 000	336 524 790 000	0		325 678 500 000	2,2	-51,6
	81 622 100 001 FMI				673 049 580 000						-100,0
	81 622 100 905 Banque Mondiale								325 678 500 000	2,2	
	57 512 200 000 Dons budgétaires	0	0		391 199 054 498,0	195 599 527 249	211 900 000 000	108,3	946 018 500 000	6,5	141,8
	57 512 200 905 Banque Mondiale	0	0		391 199 054 498,0	195 599 527 249	211 900 000 000	108,3	739 238 500 000	5,1	89,0
	57 512 200 913 Banque Africaine de Développement		0			0	0		206 780 000 000	1,4	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	2 036 502 076 356	1 018 251 038 178	820 510 599 667	80,6	2 656 961 743 481	18,2	30,5
	57 522 100 000 Dons projets	879 354 606 982	1 484 126 387 370	168,8	1 734 248 544 070	867 124 272 035	659 258 647 265	76,0	2 063 750 465 131	14,1	19,0
	57 522 100 905 Banque Mondiale	186 551 811 820	653 099 064 637	350,1	571 129 885 622	285 564 942 811	266 442 766 071	93,3	1 438 713 868 900	9,8	151,9
	57 522 100 913 Banque Africaine de Développement	52 700 521 351	196 234 655 033	372,4	496 241 850 802	248 120 925 401	67 762 380 729	27,3	285 080 334 965	1,9	-42,6
	57 522 100 918 Union Européenne	0	191 181 666 527		45 405 253 442	22 702 626 721	23 447 114 908	103,3	169 868 401 872	1,2	274,1
	58 452 100 959 Organisation des Nations Unies (PNUD)	0	0		420 000 000	0	0			0,0	-100,0
	57 522 100 250 France	0	0		9 144 995 070	4 572 497 535	8 486 563 403			0,0	-100,0
	57 522 100 002 CORDAID				2 853 374 520		2 697 583 290		3 184 825 560	0,0	11,6
	57 522 100 840 Etats-Unis (USAID)	243 243 257 899	0		22 148 568 800	11 074 284 400	10 488 700 192		9 281 487 792	0,1	-58,1
	57 522 100 410 Corée du sud	9 271 799 352	0			0	0			0,0	
	58 452 100 000 Secteur d'assurances	0	0		185 260 000	0	0			0,0	-100,0
	58 452 100 250 Kibali Gold	0	0		2 778 900 000	0	0			0,0	-100,0
	58 452 100 988 UBA	0	0		277 890 000	0	0			0,0	-100,0
	57 522 100 124 Canada	0	0		15 607 718 996	7 803 859 498	945 783 000	12,1	1 116 612 000	0,0	-92,8
	58 452 100 156 Bureau International du Travail (BIT)	0	0		3 739 000 000	0	0			0,0	-100,0
	57 522 100 756 Suisse (Alliance RSS)	4 194 720 000	16 639 747 791	396,68	9 084 233 488	4 542 116 744	4 529 249 700	99,7	3 772 040 000	0,0	-58,5
	57 522 100 752 SUEDE				1 852 600 000		1 751 450 000		2 067 800 000		11,6
	58 452 100 724 Fonds Monétaire International (FMI)	0	0		900 000 000	0	0			0,0	-100,0
	57 522 100 276 Allemagne	97 603 226 724	115 360 773 756	118,19	26 585 373 190	13 292 686 595	0	0,0	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES (Suite)											
		CREDES/MEDECINS DU MONDE	0	0		3 850 000 000	0					
	58 452 100 000	Dons projets (Suite)										
	57 522 100 056	Belgique	0	0		58 438 342 988	29 219 171 494	2 175 300 900	7,4	555 921 827	0,0	-99,0
	57 522 100 963	UNICEF	0	0		15 242 272 058	7 621 136 029	14 410 060 129	189,1		0,0	-100,0
	57522100 974	UNFPA	0	0		6 218 622 420	3 109 311 210	5 879 092 215	189,1		0,0	-100,0
	57 522 100 826	Grande Bretagne (Royaume uni)	0	286 425 270 787			0	0			0,0	
	57 522 100 752	GAVI	149 811 436	12 406 467 454		10 755 037 725	5 377 518 863	10 167 824 044	189,1	6 836 853 988	0,0	-36,4
	57 522 100 002	PATH				1 008 664 743		953 592 716		1 125 832 320	0,0	11,6
	57 522 100 826	DFID (ACF)				17 320 691 030		16 374 999 624		19 332 681 049	0,1	11,6
	57 522 100 392	Japon	0	0		8 593 333 268	4 296 666 634			9 152 082 800	0,1	6,5
	58 452 100 528	Pays - Bas	0	0		33 589 000 000	0	0				
	57 522 100 905	Fonds Mondial	284 716 620 000	0		127 492 105 910	63 746 052 955	125 682 513 992	197,2		0,0	-100,0
	57 522 100 001	Multi-bailleurs (OIF)	922 838 400	0			0	0		0	0,0	
	57 522 100 002	Global Fund(FM)						10 157 492 240		71 823 097 539	0,5	
	57 522 100 156	CHINA/AFRO				138 945 000		131 358 750		7 150 452	0,0	-94,9
	57 522 100 002	BMGF/AFRO				277 841 832		262 671 962		2 512 377	0,0	-99,1
	57 522 100 002	ECHO				15 768 073 285		14 907 153 165		10 251 296 331	0,1	-35,0
	57 522 100 056	King Baudouin Fondation United(KBFUS)				587 274 200		555 209 650		9 449 846	0,0	-98,4
	57 522 100 002	Global Partnership for Education				138 759 740		131 183 605		154 878 220	0,0	11,6
	57 522 100 392	JICA						372 228 663		50 377 811	0,0	
	57 522 100 002	DRC HUMANITARY FOUND				18 526 000 000		0		20 678 000 000	0,1	11,6
	57 522 100 002	CDC/ATLANTA				5 732 435 339		0		6 398 321 167	0,0	11,6
	57 522 100 002	Solidarity Response Fund				3 820 070 463		3 611 498 657		4 263 813 939	0,0	11,6
	57 522 100 470	République de MALTE				20 448 999		19 332 505		22 824 376	0,0	11,6
	57 522 100 905	Banque Mondiale (IDA)				87 442 270 000		6 974 750 294				-100,0
	57 522 100 905	Banque Mondiale (PEF)				24 420 137 677		23 086 823 996				-100,0
	57 522 100 001	MULTIBAILLEURS (IDA, PRSDHU/CEFF, USAID, DFID, FMI, CANADA, OMS, Monusco, CHINA, KBFUS, ECHO, GAVI, France, Belgique, UNICEF, SUISSE, Tata Motors et SOMINKA et ETS NIONDO)	0	12 778 741 384		78 208 585 963	39 104 292 982	36 853 968 865				-100,0
	58 452 100 001	Multi-bailleurs (PAM,BELGIQUE)	0	0		7 480 640 000	0	0			0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES (Suite)										
	58 452 100 000 Dons projets (Suite)										
	58 452 100 001 Multi-bailleurs (FMI et PNUD)	0	0		595 000 000	0	0		0	0,0	-100,0
	58 452 100 001 Multi-bailleurs (JICA, GIZ, PUD)	0	0		228 637 500	0	0	#DIV/0!	0	0,0	-100,0
	81 621 100 000 Emprunts projets	281 659 522 019	287 317 692 003	102,0	302 253 532 286	151 126 766 143	161 251 952 402	106,7	593 211 278 350	4,1	96,3
	81 621 100 905 Banque Mondiale	200 788 662 213	283 788 477 569	141,3	77 162 632 286	38 581 316 143	149 864 179 391	388,4	459 604 509 093	3,1	495,6
	81 621 100 913 Banque Africaine de Développement	11 652 932 160	3 529 214 434	30,3	39 830 900 000	19 915 450 000	11 387 773 011	57,2	133 606 769 258	0,9	235,4
	81 621 100 000 Partenariat privé (Emprunt obligataire)	69 217 927 646	0			0	0		0	0,0	
	81 621 100 156 Chine		0		185 260 000 000	92 630 000 000	0			0,0	-100,0
	TOTAL RECETTES EXTERIEURES	1 161 014 129 001	1 771 444 079 373	152,6	3 100 750 710 854	1 550 375 355 427	1 032 410 599 667	66,6	3 928 658 743 481	26,9	26,7

III.2

RECETTES DES BUDGETS ANNEXES

III.2.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	39 657 486 743	316 850 099 511	799,0	47 954 217 178	23 977 108 589	22 093 811 087	92,1	84 799 991 628	23,4	76,8
2	Recettes des Hopitaux Généraux de Référence	130 004 416 602	67 121 172 379	51,6	157 202 600 059	78 601 300 030	83 114 813 137	105,7	277 990 033 476	76,6	76,8
TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES		169 661 903 345	383 971 271 889	226,3	205 156 817 237	102 578 408 619	105 208 624 225	102,6	362 790 025 104	100,0	76,8

III.3

RECETTES DES COMPTES SPECIAUX

III.3.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	FONER	411 024 623 610	189 877 768 984	46,2	123 795 753 839	61 897 876 920	75 643 800 272	122,2	234 241 326 811	33,3	89,2
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	3 304 750 095	2 666 799 135	80,7	2 743 519 572	1 371 759 786	3 153 606 482	229,9	5 828 515 120	0,8	112,4
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	14 142 553 195	9 264 542 611	65,5	8 306 725 909	4 153 362 955	3 775 784 504	90,9	20 423 371 651	2,9	145,9
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	70 599 285 306	273 854 720 591	387,9	331 825 580 152	165 912 790 076	237 018 271 536	142,9	259 745 857 061	37,0	-21,7
5	FONDS DE CONTRE - PARTIE	0	0		5 007 401 685	2 503 700 843	2 276 091 675	90,9	10 021 738 584	1,4	100,1
6	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO / OPEC	0	0		582 714 000	291 357 000	264 870 000	90,9	600 000 000	0,1	3,0
7	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA	41 109 023 758	55 047 636 776	133,9	21 921 364 367	10 960 682 184	9 964 256 531	90,9	65 047 116 202	9,3	196,7
8	CADASTRE MINIER/CAMI	17 743 113 429	18 594 138 829	104,8	17 514 505 015	8 757 252 508	9 394 531 178	107,3	23 918 932 047	3,4	36,6
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	13 617 773 040	11 337 656 957	83,3	868 591 506	434 295 753	394 814 321	90,9	16 023 738 423	2,3	1744,8
10	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	6 226 096 538	5 825 151 968	93,6	8 383 748 851	4 191 874 426	1 487 216 358	35,5	5 773 200 379	0,8	-31,1
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN	0	0		54 441 729 771	27 220 864 886	25 172 609 958	92,5	60 933 288 548	8,7	11,9
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE COVID-19 (FNSSC)	0	0	0	10 000 000 000	0	0	0	0		
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		577 767 218 971	566 468 415 851	98,0	585 391 634 667	287 695 817 334	368 545 852 816	128,1	702 557 084 826	100,0	20,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
II.	BUDGETS ANNEXES	169 661 903 345	383 971 271 889	226,3	205 156 817 237	102 578 408 619	105 208 624 225	102,6	362 790 025 104	2,5	76,8
3.1.	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	39 657 486 743	316 850 099 511	799,0	47 954 217 178,0	23 977 108 589	22 093 811 087	92,1	75 146 544 038	0,5	56,7
3.2.	Recettes des Hopitaux Généraux de Références	130 004 416 602	67 121 172 379	51,6	157 202 600 059,0	78 601 300 030	83 114 813 137	105,7	287 643 481 066	2,0	83,0
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	577 767 218 971	566 468 415 851	98,0	585 391 634 667	292 695 817 334	368 545 852 816	125,9	702 557 084 826	4,8	20,0
1	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER / FONER	411 024 623 610	189 877 768 984	46,2	253 296 221 090	126 648 110 545	75 643 800 272	59,7	234 241 326 811	1,6	-7,5
2	FONDS DE PROMOTION A L'EDUCATION NATIONALE/FPEN	3 304 750 095	2 666 799 135	80,7	1 823 951 465	911 975 732	3 153 606 482	345,8	5 828 515 120	0,0	219,6
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE /FPC	14 142 553 195	9 264 542 611	65,5	9 920 705 838	4 960 352 919	3 775 784 504	76,1	20 423 371 651	0,1	104,7
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	70 599 285 306	273 854 720 591	387,9	226 671 410 692	113 335 705 346	237 018 271 536	209,1	259 745 857 061	1,8	14,6
5	FONDS DE CONTRE - PARTIE (FCP)	0	0		4 868 085 553	2 434 042 777	2 276 091 675	93,5	10 021 738 584	0,1	104,7
6	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO /OPEC		0		346 195 488	173 097 744	264 870 000	153,0	600 000 000	0,0	73,3
7	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA	41 109 023 758	55 047 636 776	133,9	27 967 715 461	13 983 857 731	9 964 256 531	71,3	65 047 116 202	0,4	132,6
8	CADASTRE MINIER /CAMI	17 743 113 429	18 594 138 829	104,8	10 784 459 904	5 392 229 952	9 394 531 178	174,2	23 918 932 047	0,2	118,8
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME /FPT	13 617 773 040	11 337 656 957	83,3	8 768 511 020	4 384 255 510	394 814 321	9,0	16 023 738 423	0,1	80,2
10	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	6 226 096 538	5 825 151 968	93,6	6 512 482 257	3 256 241 129	1 487 216 358	45,7	5 773 200 379	0,0	-12,2
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN		0		34 431 895 899	17 215 947 949	25 172 609 958	146,2	60 933 288 548	0,4	79,4
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE COVID- 19 (FNSSC)	0	0	0	10 000 000,0	0	0	0,0	0		
	TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	577 767 218 971	566 468 415 851	98,0	585 401 634 667	292 695 817 334	368 545 852 816	125,9	702 557 084 826	4,8	20,0
V.	RECETTES PROPRES DES PROVINCES										
	TOTAL GENERAL RECETTES	10 352 319 780 051	10 111 511 979 559	97,7	10 526 674 184 780	5 263 337 092 390	4 588 373 817 266	87,2	14 620 524 180 874	100,0	38,9

IV.

ANNEXE
DES RECETTES DU SECTEUR MINIER
DE LA LOI DE FINANCES DE
L'EXERCICE 2021
(DGI, DGDA, DGRAD)

IV.1 LES RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2021

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
I.	DGI	754 613 874 021	2 039 853 194 213	270,3	1 100 845 544 843	550 422 772 421	478 736 791 065	87,0	1 847 670 352 070	19,7	67,8
17 112 110	Impôts sur les bénéfices et profits	344 499 537 639	1 237 209 611 890	359,1	465 022 774 285	232 511 387 142	165 732 935 561	71,3	1 069 417 955 354	11,4	130,0
17 112 112	Impôt spécial sur les profits Excédentaires		0				0		0	0,0	-100,0
17 112 400	Impôt professionnel des non résidents		14 266 075 292		15 452 755 428	7 726 377 714	6 124 939 283	79,3	20 330 532 444	0,2	31,6
17 113 000	Impôts mobilier	20 501 897 457	122 478 167 598	597,4	31 250 901 964	15 625 450 982	11 264 295 372	72,1	37 975 291 053	0,4	21,5
17 111 100	Impôts sur les salariaux de nationaux	167 922 000 063	232 455 581 032	138,4	208 089 647 658	104 044 823 829	98 442 703 928	94,6	225 135 196 078	2,4	8,2
17 111 200	Impôts sur les revenus des expatriés	77 622 416 789	148 281 526 541	191,0	93 529 867 952	46 764 933 976	52 260 087 933	111,8	144 891 013 882	1,5	54,9
17 111 400	Impôts exceptionnel sur les rémunérations des expatriés	33 086 161 064	58 688 462 680	177,4	78 779 062 326	39 389 531 163	47 760 744 625	121,3	108 311 134 126	1,2	37,5
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	108 869 573 234	220 710 364 588	202,7	198 398 967 440	99 199 483 720	94 804 845 732	95,6	230 315 381 236	2,5	16,1
27 012 270	Imprimés		47 500		0	0	699 169		0		
37 114 000	Amendes et penaltés sur les revenus locatifs, professionnels et mobiliers	2 112 287 776	5 763 357 093	272,8	10 321 567 791	5 160 783 896	2 345 539 462	45,4	11 293 847 898	0,1	9,4
II.	DGDA	187 575 678 571	214 942 636 512	114,6	420 319 246 428	210 159 623 214	196 610 989 687	93,6	493 676 207 887	5,3	17,5
17 151 110	Droits de douane à l'importation	179 581 081 180	210 162 437 765	117,0	323 338 745 787	161 669 372 894	155 919 707 115	96,4	389 307 475 805	4,2	20,4
17 152 120	Droits de sortie sur le diamant artisanal	3 509 874 819	3 212 736 423	91,53	542 644 498	271 322 249	310 989 562	114,6	1 201 572 243	0,01	121,4
17 152 140	Droits de sortie sur l'or artisanal	148 230 399	49 529 493	33,41	22 136 629	11 068 315	12 686 502	114,6	141 072 887	0,00	537,3
17 152 150	Droits de sortie sur les autres produits minéraux	4 336 492 173	1 517 932 831	35,00	41 741 433	20 870 717	22 043 069	105,6	404 390 211	0,00	868,8
17 132 100	Droits d'accises en régime intérieur				57 297 974 363	28 648 987 182	24 187 541 516	84,4	62 277 606 533	0,66	8,7
17 132 200	Droits d'accises à l'importation				39 076 003 718	19 538 001 859	16 154 630 251	82,7	40 335 621 725	0,43	3,2
37 156 100	Amendes à l'importation						3 391 672		8 468 482	0,0	

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
III.	DGRAD	538 267 800 918	405 025 207 787	75,2	609 867 662 225	304 933 831 113	234 220 435 696	76,8	661 313 451 743	7,1	8,4
27 415 410	Redevance minière	498 830 451 586	368 692 816 462	73,9	577 188 474 400	288 594 237 200	212 462 792 959	73,6	609 332 855 478	6,5	5,6
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 286 789 786	626 105 149	19,0	1 717 735 360	858 867 680	1 047 680 296	122	1 964 887 662	0,0	14,4
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	12 728 033 295	9 286 365 429	73,0	8 271 436 557	4 135 718 279	2 913 367 813	70,4	20 131 794 766	0,2	143,4
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	717 233 834	147 970 696	20,6	528 994 203	264 497 102	223 414 762	84,5	1 067 917 378	0,0	101,9
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	218 307 742	8 329 558	3,8	110 102 698	55 051 349	93 746 197	170,3	256 651 200	0,0	133,1
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèques, de cessions, d'amodiation, contrat d'option et transmission	792 748 771	40 944 718	5,2	37 829 626	18 914 813	1 276 615 110	6 749,3	171 368 925	0,0	353,0
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	707 967 000	347 268 461	49,1	374 974 358	187 487 179	98 213 754	52,4	20 678 000	0,0	-94,5
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	1 919 797 859	1 028 691 527	53,6	484 156 410	242 078 205	262 140 020	108,3	620 340 000	0,0	28,1
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	213 375 387	103 035 629	48,3	61 064 772	30 532 386	10 154 973	33,3	144 746 000	0,0	137,0
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	615 505 925	7 170 227	1,2	392 559 251	196 279 626	0		930 510 000	0,0	137,0
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	38 469 120	90 905 131	236,3	16 575 386	8 287 693	16 681 719	201,3	99 461 180	0,0	500,1
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	1 535 689 334	6 343 523 324	413,1	879 805 748	439 902 874	2 992 227 269	680,2	723 730 000	0,0	-17,7
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public					0					

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2019			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020				LOI DE FINANCES 2021		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	964 487 526	280 130 742	29,0	785 118 503	392 559 251	0	0,0	1 261 358 000	0,0	60,7
27 021 300	Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses	506 842 458	550 425 089	108,6	424 508 301	212 254 151	264 657 276	124,7	104 682 375	0,0	-75,3
17 136 133	Taxe sur autorisation de transformation des produits d'exploitation minière ou artisanale	0	10 138 105		0	0	18 208 825		0	0,0	
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autres que les produits d'exploitation artisanale	0			0	0	18 208 825		0	0,0	
17 163 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	0	0		0	0	0		0	0,0	
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	56 464 643	31 558 590	55,891	26 170 617	13 085 308	0	0,0	62 034 000	0,001	137,0
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	67 757 571	182 013 078	268,6	66 738 706	33 369 353	167 466 301	501,9	93 051 000	0,0	39,4
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 116 743 341	818 672 025	38,7	423 963 992	211 981 996	1 615 031 971	761,9	1 761 831 770	0,0	315,6
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	320 477 522	220 401 504	68,8	50 581 912	25 290 956	107 353 843	424,5	75 681 480	0,0	49,6
27 428 273	Frais de dépôts pour laboratoire d'analyse des produits miniers marchands	0	0		0	0	13 316 188		0	0,0	
27 428 150	Droits d'octroi de la carte d'exploitation artisanale des substances précieuses et semi-précieuses	0	170 439		0	0	8 126 640		0		
27 428 271	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	0	0		12 212 954	6 106 477	16 343 059	267,6	24 813 600	0,0	103,2
27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	159 383 340	130 693 276	82,0	43 563 518	21 781 759	34 376 918	157,8	146 226 545	0,0	235,7
37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	0	32 155 712		0	0	0		434 238	0,0	
37 440 000	Pénalités et amendes transactionnelles	1 097 802 523	4 670 273 830		22 385 521	11 192 761	35 032 944	313,0	3 287 802 000		
27 428 272	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	0	0		109 023 696	54 511 848	12 973 912	23,8	208 847 800	0,0	91,6
27 428 273	Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse	0	0		0	0	2 663 484		0		
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	0	0		2 355 355 508	1 177 677 754	0		5 583 060 000	0,1	137,0
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	11 373 472 355	10 792 021 532	94,9	11 528 205 326	5 764 102 663	4 828 826 306	83,8	13 238 688 347	0,1	14,8
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière				3 956 124 900	1 978 062 450			0		
	Total Recettes Minières	1 480 457 353 510	2 659 821 038 512	179,7	2 131 032 453 495	1 065 516 226 748	909 568 216 448	85,4	3 002 660 011 699	32,0	40,9
	RECETTES COURANTES	8 293 876 528 736	7 389 628 212 446	89,1	6 337 781 907 282	3 168 890 953 641	3 012 395 740 559	95,1	9 374 518 327 463	100,0	47,9

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2018

Kinshasa, Décembre 2020

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2018

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COÛT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
I.	Impôts sur le Bénéfice et Profits (IBP)	136	21 280 000 000
II.	Droits d'accises	431	12 430 000 000
III.	Droits de douane	744	179 140 000 000
IV.	Impôts Exceptionnels sur le revenu (IERE)	54	57 000 000 000
V.	Taxes sur la Valeur ajoutée (TVA)	902	599 280 000 000
	TOTAL GENERAL	2 267	869 130 000 000

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2018 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2020

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2018

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
I.	IBP									136		21 280 000 000
1.1	Exonération d'IBP pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Les bénéfices réalisés par les investisseurs soumis au Code des investissements sont totalement ou partiellement exonérés de l'impôt sur les bénéfices et profits pour une durée de 3 à 5 ans en fonction de la zone économique dans laquelle l'investisseur a implanté le projet agréé.	IBP	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération totale ou partielle.	Art. 13 - Code des investissements.	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiaire d'une exonération au code des Investissements, s'agissant des bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule suivante: le bénéfice réalisé ou base imposable multiplié par le taux de l'impôt concerné, qui est égal au résultat fiscal (<i>Impôt à payer</i>). Ce dernier est considéré comme montant de manque à gagner qui aurait dû être payé à l'administration fiscale par le truchement d'une banque Commerciale.	88	Entreprises bénéficiaires	13 280 000 000
1.2	Réduction du taux d'IBP pour les contribuables agréés au Code minier.	Les bénéfices nets réalisés par les exploitants miniers sont imposés à l'impôt sur les bénéfices et profits au taux réduit de 30 % par rapport au taux de 35% du droit commun.	IBP	Entreprises	Taux réduit	Art. 247 du Code minier.	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI,et des DPI.	Pour chaque entreprise minière qui réalise un bénéfice, l'IBP qui est calculé au taux de 30%, est divisé par six(6) pour trouver le montant de manque à gagner.	48	Entreprises	8 000 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT / TAXE / DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
II.	Droits d'accises									431		12 430 000 000
2.1	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation de machines , d'outillages, des matériels neufs et de pièces de rechange.	Les importations de machines , d'outillages, des matériels neufs et de pièces de rechange de machines sont exonérées des droits d'accises pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10 du Code des investissements.	LOI n°004/2002 du 21 février 2002 portant Code des Investissements	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au code des investissements.	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises normalement dû représente le manque à gagner.	78	Entreprises	1 100 000 000
2.2	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement.	Les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité).	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code Minier.	Réduction de taux	Art. 232 du Code minier.	loi n°007/2002 relative au code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au code minier .	Pour chaque entreprise bénéficiant du code Minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées .Le montant de droits d'accises normalement dû représente le manque à gagner;	39	Entreprises	200 000 000
2.3	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche, de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement.	Les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 2 % en phase de recherche, prospection et d'exploration .	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code Minier.	Réduction de taux	Art. 232 du Code minier.	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au code minier .	Pour chaque entreprise bénéficiant du code Minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées .Le montant de droits d'accises normalement dû représente le manque à gagner;	49	49 entreprises	200 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT / TAXE / DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	
II. Droits d'accises (suite)												
2.4	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier sur les carburants et consommables.	Les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 3% sur les carburants et consommables.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code Minier.	Réduction de taux	Art. 232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au code minier .	Pour chaque entreprise bénéficiant du code Minier, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises normalement dû représente le manque à gagner.	48	Entreprises	100 000 000
2.5	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics à financement extérieur sont exonérés de Droits d'accises.	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs .	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises dû normalement représente le manque à gagner.	145	Entreprises	4 000 000 000
2.6	Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux Entités territoriales .	Les dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux Entités territoriales décentralisées sont importés en franchise des droits d'accises.	Droits d'accises	Ménages	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs .	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises dû normalement représente le manque à gagner.	26	Ménages	30 000 000
2.7	Exonération pour les projets de coopération.	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérés des droits d'accises.	Droits d'accises	ONG et ASBL	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs .	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises dû normalement représente le manque à gagner.	38	ONG et ASBL	5 000 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE / DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	
II. Droits d'accises (suite)												
2.8	Exonération pour les boutiques hors taxes.	Les importations de biens destinés à être vendus dans les boutiques hors taxe sont exonérées des droits d'accises.	Droits d'accises	Ménages	Exonération	Circulaire n°CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013.	Circulaire n°CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs .	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant de droits d'accises dû normalement représente le manque à gagner.	8	Boutiques	1 800 000 000
III. Droits de douane										744	179 140 000 000	
3.1	Exonération CKD et MKD.	Les importations de biens destiné sous le regime CKD (à l'état complètement démonté) ainsi qu'à celui de MKD (à l'état semi démonté) sont assortis des droits de douane respectivement de 5% et 10%.	Droits de douane	Entreprises agréées sous regime conditionnel de destination (CKD et MKD).	Réduction de taux	Art.12 du code de douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD).	Pour les entreprises agréées sous regime (CKD et MKD), la méthode consiste à appliquer le taux réduits de droits de douane aux marchandises importées . Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	23	Entreprises	9 400 000 000
3.2	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement.	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'une réduction de taux à 5%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits doune aux marchandises importées. Le montant de droits douane dû normalement représente le manque à gagner.	43	Entreprises	34 400 000 000
3.3	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier sur les carburants et consommables.	Les importations des carburants et consommables des entreprises agréées au code minier bénéficient d'un taux de 3%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art.232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits doune aux marchandises importées. Le montant de droits douane dû normalement représente le manque à gagner.	47	Entreprises	26 100 000 000
3.4	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche, prospection et d'exploration sur les biens d'équipement.	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au code minier en phase de recherche et prospection et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art.232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits doune aux marchandises importées. Le montant de droits douane dû normalement représente le manque à gagner.	35	Entreprises	23 410 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
III. Droits de douane (suite)												
3.5	Exonération en importation des intrants agricoles destinés à l'agriculture.	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par la voie réglementaire sont exonérées de droits de douane.	Droits de douane	Exploitants agricoles	Exonération	Art. 71 et 72 du Code des impôts.	Ordonnance-Loi n° 11/022.	DGDA: données de déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits douane aux marchandises importées. Le montant de droits douane dû normalement représente le manque à gagner.	67	Entreprises	1 700 000 000
3.6	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés des droits de douane.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/ MIN/ FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/ FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	120	Entreprises	51 400 000 000
3.7	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	Les importations des entreprises agréées au titre des partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de droits de douane pour une période de 4 ans.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013.	DGDA: données de déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane dû normalement représente le manque à gagner.	16	Entreprises	400 000 000
3.8	Exonération en importation des biens destinées aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique.	Les importations des ONG, ASBL et Autres établissements d'utilité publique sont exonérés de droits de douane.	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	DGDA: données de déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane dû normalement représente le manque à gagner.	250	ONG et ASBL	18 000 000 000
3.9	Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux Entités territoriales .	Les dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux Entités territoriales décentralisées sont importés en franchise des droits de douane.	Droits de douane	Ménages	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données de déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	25	25 Ménages	1 300 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
III. Droits de douane (suite)												
3.10	Exonération pour les projets de coopération.	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérés des droits de douane.	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	39	ONG et ASBL	800 000 000
3.11	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte.	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de droits de douane.	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane dû normalement représente le manque à gagner.	4	ONG et ASBL	30 000 000
3.12	Exonération pour les boutiques hors taxes.	Les importations de biens destinés à être vendus dans les boutiques hors taxe sont exonérées des droits de douanes.	Droits de douane	Ménages	Exonération	Circulaire n°CAB/MIN/FIN /2013 du 10 janvier 2013.	Circulaire n°CAB/MIN/FIN/2 013 du 10 janvier 2013.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane dû normalement représente le manque à gagner.	3	Boutiques	800 000 000
3.13	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation de machines , d'outillage, de matériel neuf et de pièces de rechange.	Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines , l'outillage, les matériels neufs et de pièces de rechange.	Droits douane	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10, 11,20 du Code des investissements.	LOI n°004/2002 du 21 février 2002 portant Code des Investissements.	DGDA: données des déclarations douanières des entreprises agréées au code des investissements.	Pour les entreprises agréées au code des investissements , la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées . Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	72	Entreprises	11 400 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
IV.	Impôts Exceptionnels sur le revenu									54		57 000 000 000
4.1	Réduction du taux d'IERE pour les contribuables agréés au Code minier.	Les salaires versés au personnel expatrié sont visés par un impôt exceptionnel sur les rémunérations du Personnel Expatrié payable au taux de 25 % pour le droit commun, tandis que pour les expatriés relevant du code minier, le taux est fixé à 10%.	IERE	Personnel des Entreprises agréées au Code minier	Taux réduit	Art. 260 du Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, et des DPI.	(25% -10%) x salaires versés aux expatriés = au montant de manque à gagner ou la dépense fiscale	54	Entreprises	57 000 000 000
V.	Taxes sur la Valeur ajoutée (TVA)									902		599 280 000 000
5.1	Exonération pour les ventes et importations d'intrants agricoles.	les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de la TVA.	TVA	Exploitants agricoles.	Exonération	Art. 15 du Code des impôts.	Ordonnance-Loi n° 10-01 du 20 août 2010.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	68	Entreprises	8 950 000 000
5.2	Exonération sur les produits pharmaceutiques.	les produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, des emballages des produits pharmaceutiques et des intrants pharmaceutiques ainsi que les matériels médicaux sont exonérés de TVA à l'importation et sur le marché domestique.	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15 du Code des impôts .	Ordonnance-Loi n° 10-01 du 20 août 2010.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	43	Ménages	3 500 000 000
5.3	Exonération sur les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics à financement extérieur sont exonérés de la TVA	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	100	Entreprises	105 600 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	
V.	Taxes sur la Valeur ajoutée /TVA (suite)											
5.4	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de la TVA.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fidscale.	18	Entreprises	18 000 000 000
5.5	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	Les importations des entreprises agréées au titre ds partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de la TVA pour une période de 4 ans.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013.	Décret 13/049 du 6 octobre 2013.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	26	Entreprises	33 600 000 000
5.6	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement .	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au code minier en phase d'exploration bénéficient d'un taux de 5%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art.232 du Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	46	Entreprises	147 800 000 000
5.7	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier sur les carburants et consommables.	Les importations des carburants et consommables des entreprises agréées au code minier en phase d'exploration bénéficient d'un taux de 3%.	TVA	Entreprises	Réduction taux.	Art.232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	61	Entreprises	158 400 000 000
5.8	Taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche et prospection et d'exploration sur les biens d'équipements.	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au code minier en phase de recherche et prospection et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux.	Art.232 du Code minier.	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	37	Entreprises	87 100 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
V.	Taxes sur la Valeur ajoutée /TVA (suite)											
5.9	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres Etablissements d'utilité publique.	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	229	ONG et ASBL	29 300 000 000
5.10	Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux Entités territoriales .	Les dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux entités territoriales décentralisées sont importés en franchise de la TVA.	TVA	Ménages	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	35	Ménages	1 500 000 000
5.11	Exonération pour les projets de coopération.	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérées de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	18	ONG et ASBL	3 600 000 000
5.12	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte.	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Art. 339 de l'Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	Ordonnance -Loi 010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	8	Confessions religieuses	30 000 000
5.13	Exonération pour les boutiques hors taxes.	Les importations de biens destinés à être vendus dans les boutiques hors taxe et qui sont exonérées de la TVA.	TVA	Ménages	Exonération	Circulaire n°CAB/MIN/FIN /2013 du 10 janvier 2013.	Circulaire n°CAB/MIN/FIN/2 013 du 10 janvier 2013.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	Boutiques	1 100 000 000
5.14	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique.	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérées de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	210	ONG et ASBL	800 000 000
TOTAL GENERAL										2 267		869 130 000 000

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2018 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2020